7e Année, N° 120 - 5 Octobre 1931. Prix : 3 fr. 50

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÈRO :

LE PRÉSENT ET L'AVENIR DE L'ESPAGNE

LE CAMP OUVRIER ET LE CAMP BOURGEOIS
par L. NICOLAS

Les possibilités d'une économie socialiste en Espagne
par R. LOUZON

LES CONGRÈS OUVRIERS

AVANT LE CONGRÈS DE LA C.G.T.U. :

RÉPONSE A LOSOVSKI
par F. CHARBIT

LE CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT
par B. GIAUFFRET

CEDIAS BIBLIOTHÈQUE MUSÉE SOCIAL

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 5)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DU MOIS.

ENCORE A PROPOS DES CRISES :

La crise n'est pas un phénomène réversible. — Pour éclairer la question. — Pourquoi une « culotte » générale ? — Le chômage aux Etats-Unis ..... R. L.

EMILE POUGET .....R. L.

LA SITUATION POLITIQUE DE L'ESPAGNE (à suivre) .....L. Nicolas.

L'AVENIR DE L'ESPAGNE.....R. Louzon.

REPONSE A LOSOVSKI.....F. Charbit.

IMPRESSIONS DE LIMOGES....B. Giauffret.

FAITS ET DOCUMENTS :

La misère allemande. — La situation des noirs dans l'Afrique du Sud. — Les négociations franco-soviétiques. — La révolte au Congo belge.

ENTRE NOUS.

Abonnements de soutien. — Souscription.

LES FAITS DU MOIS

D'ÉCONOMIQUE LA CRISE DEVIENT POLITIQUE

Le fait qui a dominé toute l'histoire de cet été a été le passage de la crise du domaine économique dans le domaine politique. La crise s'est transporté du domaine des « affaires » dans celui de l'Etat ; au lieu que soient touchées les diverses entreprises, prises isolément, c'est le système général de la circulation et de l'échange lui-même qui a été frappé. Cette évolution s'est propagé, de proche en proche, à travers quatre pays : l'Autriche, l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis.

Elle a commencé en Autriche, petit pays, peu industriel, mais vieux centre bancaire. C'est la faillite du Creditanstallt, la plus importante des banques autrichiennes, qui a tout déclanché. Pourquoi cela ? Parce que le Creditanstallt c'était Rotschild.

Tout le système financier du vieil empire austro-hongrois reposait sur Rotschild, « empereur non couronné » d'Autriche-Hongrie. La jeune République autrichienne a hérité de cette situation. Le Creditanstallt était la banque des banques d'Autriche : pas de banque, pas d'industrie, pas de commerce qui n'en dépendaient directement ou indirectement. L'écroulement du Creditanstallt eut été l'écroulement de tout le capitalisme autrichien : le Creditanstallt ne pouvait s'écrouler. L'Etat autrichien vint donc à son secours. Les finances de l'Etat furent employées à renflouer la banque du Rotschild autrichien. Mais, pour ces colosses, quand il y a un trou, il est de taille. Le petit Etat autrichien fut obligé de s'employer à fond afin de pouvoir étayer le colosse. Et il n'y parvint qu'en faisant appel aux autres Etats : il emprunta à l'Angleterre pour sauver son banquier.

Ainsi, première conséquence : l'Etat intervient pour soutenir une économie privée ; il est amené à substituer sa propre garantie à celle d'un magnat défaillant, et cela, non pour quelques millions, non pour un petit secours de bienfaisance à l'instar de ceux consentis par l'Etat français à la banque Adam, à la Compagnie Transatlantique, etc., mais pour des sommes considérables qu'il est obligé d'emprunter au dehors, et pour le prêt desquelles il lui faut entrer en négociations politiques avec l'étranger. Par là, la crise commence à perdre son caractère privé, pour devenir affaire publique.

La faillite du Creditanstallt va avoir aussi une autre conséquence.

Le Creditanstallt n'était naturellement pas une affaire purement autrichienne. Comme toutes les grandes banques elle avait des ramifications dans toute l'Europe. Il n'était pas un grand institut bancaire avec lequel elle ne se trouvait en compte. Sa défaillance a donc des effets directs sur la situation d'un grand nombre d'établissements, et d'établissements de premier ordre. Mais elle a une conséquence indirecte encore beaucoup plus importante. Le Creditanstallt, avons-nous dit, c'était Rotschild. Or, si Rotschild fait faillite, qui ne fera pas faillite ? Si on ne peut plus avoir confiance en Rotschild, en qui va-t-on pouvoir encore avoir confiance ?

La confiance des capitalistes, déjà fortement ébranlée par 18 mois de crise industrielle, commence à disparaître complètement. On se livre à un examen critique serré des établissements où l'on a ses fonds, et s'il y a le moindre doute, on retire ses fonds.

Nous arrivons ainsi au second acte du drame.

Si tout le système financier de l'Autriche reposait sur une banque, le Creditanstallt, tout le système financier de l'Allemagne repose sur trois banques, les banques D, *du nom de la première lettre de leur nom : la Danat Bank, la Dresdner Bank et la Deutsche Bank. Or, voici qu'en juillet, l'un de ces trois colosses, la Danat, saute, et l'un des deux autres, la Dresdner, menace de faire de même. Ebranlement plus important encore pour l'Allemagne que ne l'était la chute du Creditanstallt pour l'Autriche. Plus encore que l'Etat autrichien, l'Etat allemand est obligé d'intervenir. Mais il ne peut pas, comme l'Autriche, renflouer ses banques avec de l'argent emprunté au dehors : le trou est trop gros, personne ne veut marcher. Son délégué Luther a beau parcourir l'Europe en avion, il peut tout juste obtenir des banques étrangères qu'elles n'aggravent point la crise en exigeant à l'échéance le remboursement des sommes qu'elles ont prêtées, mais il ne peut obtenir aucun nouveau prêt. Dans ces conditions, l'Etat allemand doit recourir à des mesures de guerre, à un véritable état de siège économique : les banques sont fermées, les Bourses sont fermées, les Caisses d'épargne ne remboursent plus. Tout le système de circulation monétaire, d'échange et de crédit, est ainsi,* par mesure d'Etat, *temporairement frappé de paralysie. Du plus gros des commerçants qui ne peut plus faire escompter ses traites, jusqu'à la ménagère qui voudrait retirer quelques sous de la Caisse d'épargne pour parer à la mise en chômage de son mari, tout le monde est frappé. La faillite d'une banque est devenue la faillite pour tous.*

Cependant, si la circulation monétaire se trou-

ve ainsi paralysée, son instrument, la monnaie, subsiste telle quelle. Les billets de la Reichsbank gardent leur valeur. On ne peut que difficilement en obtenir, mais ceux qu'on a ont toujours la même valeur : le billet d'un mark continue à valoir un mark.

Il revenait à l'Angleterre de faire un pas de plus.

Si la situation des banques autrichiennes et allemandes était de nature à inspirer de la méfiance, en Angleterre c'était toute la situation du pays qui devait en inspirer.

Malgré ses considérables dépenses de guerre, l'Etat anglais, afin de ne pas toucher aux intérêts de ses banquiers et de ses propriétaires fonciers, et aussi en vertu de ce sot orgueil si caractéristique de la bourgeoisie d'outre-manche, s'était refusé à réduire sa dette. Il entendait faire le service des emprunts qu'il avait contractés, à leur vraie valeur, au moyen de livres-sterlings or, de livres-sterlings valant autant que celles que lui avait versées ses prêteurs. Charge impossible pour un pays en état de décadence industrielle.

Alertés par les faillites en Europe centrale, les capitalistes commencèrent à prendre conscience de ce fait, et ce fut alors la « fuite devant la sterling ». Tous les possesseurs de billets de la Banque d'Angleterre se mirent à en demander le remboursement, soit en or, soit dans une autre monnaie. Ce n'est plus alors une banque privée, c'est cette fois, la Banque d'Etat, la Banque d'Angleterre, qui est directement touchée.

On crut d'abord pouvoir endiguer le flot par des palliatifs : on emprunta à l'étranger, en France et aux Etats-Unis, on fit trahir à Mac Donald son parti et sa classe pour établir, d'accord avec les pires réactionnaires, des mesures fiscales draconiennes contre les travailleurs. Rien n'y fit. Les retraits d'or continuèrent de plus belle. La coalition des lords, des banqiuers et des traîtres ne parvint point à restaurer la confiance en un pays qui manifestement allait à la faillite. Et l'immonde coalition qui s'était constituée, soi-disant pour « sauver la livre », dut décréter la mort de la livre : le cours forcé fut établi, et la livre perdit aussitôt 20 % de sa valeur. La transformation de la crise privée en crise publique atteignait ainsi son apogée.

Il est un quatrième acte, qui n'est qu'amorcé, et sur la véritable importance duquel il est encore trop tôt pour se prononcer. Il a, comme théâtre, les Etats-Unis.

Ces derniers jours, à la suite d'importants retraits d'or opérés par l'étranger, et d'une recrudescence des faillites de banques américaines, Hoover, d'accord avec les principaux chefs de son Parlement, décida la création d'un nouveau grand institut bancaire, sorte de superbanque, chargé de venir au secours des banques privées en difficultés.

Comment leur viendra-t-il au secours ? En fournissant aux banques qui n'ont pas assez d'argent de l'argent emprunté à celles qui en ont de trop, ainsi qu'on le prétend ? Ou, au contraire, en émettant, plus ou moins indirectement, des billets qui ne seraient pas aussi fortement gagés que les billets actuels, ce qui pourrait amener une baisse de la valeur du billet de banque américain, c'est-à-dire du dollar ? Il est difficile, pour le moment, de le savoir.

Mais si les Etats-Unis eux-mêmes, les grands profiteurs de la guerre, l'actuelle avant-garde de l'économie capitaliste, ne pouvaient faire face à la crise économique que par une dépréciation de leur monnaie, cela en dirait long sur le degré de déséquilibre auquel, de par sa croissance même, le système capitaliste est aujourd'hui parvenu.

LA RIPOSTE OUVRIÈRE

On pose la question : la crise actuelle est-elle une crise cyclique, ou une crise de régime ? — C'est là quelque chose qui ne veut rien dire : il n'est point de crise qui soit, par elle-même, une crise de régime. Les faussaires attitrés du marxisme, les social-démocrates allemands, ont créé la légende que le capitalisme s'effondrerait de lui-même, un beau jour, en vertu de ses contradictions internes. D'où l'idée d'une « crise de régime », qui mettrait fin, par elle-même, au régime capitaliste.

Il ne saurait y avoir de conception plus fausse. Le capitalisme peut être bourré d'autant de contradictions qu'on voudra, celles-ci pourront accroître leurs ravages, toutes les catastrophes financières, économiques et autres pourront s'abattre sur le capitalisme ...celui-ci n'en continuera pas moins à subsister, s'il n'y a personne pour le pousser à la tombe et prendre sa place. Si le prolétariat ne renverse pas le capitalisme, aucune crise ne mettra fin au capitalisme ; celui-ci se prolongera simplement dans un chaos et une anarchie de plus en plus prononcée. Il ne saurait donc exister de crise de régime en soi.

Par contre, il est évident que toute crise est un moment particulièrement favorable pour que le prolétariat tente de renverser le capitalisme. La « crise de régime » sera la crise, quelle qu'elle soit, grave ou bénigne, cyclique ou non cyclique, qui trouvera la classe ouvrière résolue à profiter des circonstances pour faire sa révolution.

Or les très graves événements que nous avons plus haut signalés, n'ont amené que des réactions très faibles de la part de la classe ouvrière.

En Allemagne, le coup de tonnerre de la fermeture des banques, en affolant la petite bourgeoisie, et la fermeture des caisses d'épargne, en

exaspérant la classe ouvrière, eussent semblé devoir amener une vigoureuse réaction communiste. Celle-ci a été nulle.

La situation actuelle de l'Allemagne est d'ailleurs fort curieuse. On dirait que malgré sa marche accélérée, mais fort récente, dans la voie de la grande industrie et du capitalisme, l'Allemagne ne parvient point à se défaire de ces traditions d'anarchie féodale qui ont été si fortement enracinées chez elle. On se croirait encore presque à l'époque de la guerre de Trente Ans. Les conflits qui, chaque dimanche, mettent aux prises communistes et nationaux-socialistes, évoquent beaucoup plus les conflits des guelfes et des gibelins, ou même plutôt ces duels qui mettent aux prises les membres des divers clubs d'étudiants, que des batailles de classes. On a l'impression de gamins batailleurs qui se forment en clans ennemis afin de pouvoir se livrer à leur sport favori, plutôt qu'à des classes qui s'affrontent.

En Angleterre la réaction a été un peu plus importante, bien qu'entourée de toutes les formes habituelles à ces gentlemen respectables, et bien que tout le monde jure de ne point quitter le terrain constitutionnel.

Cependant, si nulle part la riposte ouvrière n'a pris un caractère bien vif, si nulle part elle n'a égalé par exemple les grands mouvements sociaux qui ont succédé à la crise de 1847, elle s'est néanmoins manifesté un peu partout par une certaine réaction contre les endormeurs de la social-démocratie.

En Allemagne, par sa soumission totale à toutes les mesures anti-ouvrières et dictatoriales de Brüning, la social-démocratie a amené une rébellion dans ses propres rangs. Ses éléments de gauche l'ont quitté pour fonder un nouveau parti. Nous ne connaissons pas suffisamment les hommes qui sont à sa tête, ni, avec assez de précision, les circonstances qui lui ont donné naissance, pour formuler un avis sur son avenir. Sa constitution n'en est pas moins un symptôme.

En Angleterre, l'Independant Labour Party, qui se place à l'aile gauche du Labour Party, et qui a vu les événements de ces dernières semaines confirmer remarquablement toutes les critiques qu'il avait dirigées contre le gouvernement travailliste depuis que celui-ci était au pouvoir, accentue son opposition à l'égard de la politique générale du Labour Party. Nous pensons cependant qu'il commettrait une très grosse faute s'il poussait son opposition jusqu'à la rupture. Le Labour Party, c'est-à-dire, en fait, les trade-unions, c'est la classe ouvrière britannique elle-même. On ne se sépare pas de la classe ouvrière. Que nos camarades de l'Independant Labour Party luttent avec ardeur, avec violence même, pour amener les trade-unions à mettre sur leurs drapeaux, selon le mot de Marx, non plus : un bon salaire pour une courte journée de travail, mais l' « abolition du salariat », c'est leur devoir de socialiste ! Mais cette lutte, qu'ils la mènent au sein même du Labour Party ; on ne convainct point la classe ouvrière en se dressant contre elle.

En France, enfin, il faut mettre aussi sur le compte de la crise, les résultats du Congrès de Japy. La crise démentait d'une manière trop frappante toutes les pseudo-théories ressassées depuis dix ans par Jouhaux et consorts, théories selon lesquelles la constitution d'un néo-capitalisme, trustant, cartellisant, et rationalisant, conduisait à l'équilibre économique et à l'amélioration du sort des travailleurs, pour que, même les suiveurs les plus endurcis, ne commencent à se cabrer. Si les discours de Dumoulin et de Digat contre la politique de la « présence » ont tellement remué le Congrès, c'est qu'ils avaient pour eux l'autorité des faits. Leur argumentation, qu'ils l'aient explicitement voulu ou non, s'appuyait sur la crise.

Depuis dix ans la classe ouvrière européenne souffre avant tout de ce fait, qu'elle ne possède pas de mouvement révolutionnaire propre. Ce qui lui en tient lieu, le mouvement communiste, est un mouvement bureaucratique et d'importation, qui disparaîtrait du jour au lendemain si la bureaucratie soviétique cessait de le subventionner et de le commander. Si la crise actuelle donnait naissance à un véritable mouvement ouvrier révolutionnaire, issu de la classe ouvrière elle-même, et dans chaque pays, de la classe ouvrière du pays lui-même, la crise aurait rempli son rôle de crise : elle aurait accru la capacité révolutionnaire du prolétariat.

SERAIT-CE DÉJA LA GUERRE DU PACIFIQUE ?

En dehors de la crise et de ses conséquences, l'événement de ces temps derniers, assez inattendu d'ailleurs, est l'offensive japonaise en Mandchourie.

Assez inattendu car l'actuel gouvernement du Japon, est, contrairement à ses prédécesseurs, le représentant de la tendance de non-intervention en Chine, comme d'ailleurs, le ministère de gauche de Viviani en France et le cabinet libéral de Asquith en Angleterre, étaient, en 1914, les représentants officiels du « pacifisme ».

Au début le gouvernement japonais a semblé vouloir rejeter sur le dos des « militaires » l'initiative des opérations. Mais comme il n'a pris aucune mesure contre eux, qu'il les a laissés bombarder des villes chinoises, même situées en dehors du chemin de fer, au lendemain même du jour où il assurait la S.D.N. qu'il allait reti-

rer ses troupes, il faut bien admettre qu'il a été le complice de l'attentat commis par ses généraux, si même il n'en est point l'auteur principal. Il est probable qu'en faisant courir le bruit que son général en chef avait agi de lui-même, il se ménageait simplement une porte de sortie pour le cas où l'Amérique aurait fait sonner le branle-bas sur ses cuirassés. Mais l'Amérique n'ayant jusqu'ici à peu près pas bougé, les ministres responsables n'ont pas désavoué leurs généraux.

Il faut reconnaître que le moment est vraiment bien choisi pour tenter la grande opération de conquête de la Chine du Nord que le Japon poursuit avec une inlassable ténacité depuis plus d'un quart de siècle.

La Chine vient de voir son artère maîtresse, sa région la plus riche et la plus peuplée, la vallée du Yang Tse Kiang, ravagée par l'une des inondations les plus effroyables que l'on ait jamais vues. Quant au grand adversaire, celui devant lequel le Japon a toujours jusqu'ici reculé, les Etats-Unis, l'intensité de la crise économique et financière qui les frappe est telle qu'elle semble devoir leur déconseiller le risque d'une guerre.

Il reste, il est vrai, la Russie. Mais depuis que celle-ci s'est conduite, il y a deux ans, sur le chemin de fer nord-mandchou, exactement comme le Japon est en train de le faire sur le chemin de fer du sud, depuis que, répudiant l'engagement solennel pris par la révolution d'octobre d'abandonner toutes les concessions czaristes, et notamment le chemin de fer de l'est chinois, elle a bombardé, mitraillé, massacré des milliers de chinois en Mandchourie du nord, pour conserver les droits du czar, elle est sans force, car sans crédit, pour défendre l'indépendance chinoise.

Lorsque l'U.R.S.S. n'avait point complètement encore abandonné les principes de l'internationalisme prolétarien pour prendre ceux de l'impérialisme czariste, elle pouvait s'unir avec la Chine et constituer cette force redoutable qui, du petit gouvernement de Canton a fait le maître du Yang Tsé et de Pékin. Mais aujourd'hui que cette union est devenue impossible, il ne reste à l'U.R.S.S. que l'arme des manifestes grandiloquents, et sans rapports avec la situation. D'ailleurs, si elle crie trop fort, le Japon sait bien qu'il n'aura pour la faire taire, qu'à lui offrir une part des dépouilles !

Le monde blanc ploie aujourd'hui sous le poids de la crise. L'avant-garde du monde jaune en profite pour tenter de lui enlever ce marché chinois dont la maîtrise lui est indispensable pour qu'il puisse conserver sa place de maître du monde. Le monde blanc se laissera-t-il définitivement faire ? Et sinon, le Japon reculera-t-il ? Ou bien sera-ce déjà la grande guerre prévue, la guerre du Pacifique ?

Encore à propos des crises

La crise n'est pas un phénomène réversible

En relisant les lettres de camarades publiées dans le dernier numéro de la *R. P.* je m'aperçois que j'ai oublié de répondre sur un point important.

On me dit : si le manque de main-d'œuvre est la cause des crises, dès que celui-ci cesse, que le chômage apparait, la crise doit prendre fin.

C'est inexact, car il ne s'agit pas ici, comme disent les hommes de science, d'un phénomène « réversible », à la manière de ceux qu'étudie la physique, mais d'un phénomène « irréversible », comme certaines maladies qui, à la différence des phénomènes physiques, ont la propriété de subsister bien après que la cause qui les a engendrées a disparu.

Par exemple, sous l'influence d'une élévation de la température, de l'eau va se transformer en vapeur, mais si la température redevient ce qu'elle était auparavant, cette vapeur va immédiatement se retransformer en eau. Tout au contraire, si vous attrapez une fluxion de poitrine parce que vous avez eu froid, vous aurez beau ne plus avoir froid, la fluxion de poitrine n'en continuera pas moins à se développer, à évoluer selon son rythme propre, bien que le froid qui l'a causée ait depuis longtemps disparu.

Eh bien ! les crises économiques rentrent dans le cas des phénomène de la seconde catégorie et non dans le cas de ceux de la première. De même que le froid « déclanche » la fluxion de poitrine, le manque de main-d'œuvre « déclanche » la crise, et celle-ci, une fois déclanchée, se poursuit, chacun des phénomènes qui la constitue entraînant par là-même le suivant, alors que le fait initial, celui qui a déclanché toute la suite, a depuis longtemps cessé d'exister.

On peut même pousser plus loin la comparaison. On peut remarquer que le froid qui a causé la fluxion de poitrine amène de la fièvre, c'est-à-dire son contraire : une haute température : la conséquence du froid sera donc le chaud. Or, de même, la pénurie de main-d'œuvre qui déclanche la crise économique produit son contraire : le chômage.

Mais, pas plus que du fait que le malade a chaud on ne peut prétendre que ce n'est pas le froid qui l'a rendu malade, on ne peut prétendre que du fait que la crise économique est caractérisée par le chômage, ce n'est pas le manque de main-d'œuvre qui l'a causée.

Le chômage aux Etats-Unis

J'avais indiqué dans mes réponses que les statistiques de l'*American Federation of Labor* présenteraient un grand intérêt pour la question qui nous occupe. Malheureusement, j'ai appris depuis, que les statistiques de l'*A. F. of L.* ne remontent pas plus loin que l'année qui a précédé l'actuelle crise, si bien qu'on ne peut y suivre l'évolution du chômage pendant tout le cycle.

Pour éclairer la question

A côté des objections écrites qu'a publiées la *R. P.*, plusieurs camarades m'ont fait des objections verbales. A l'un d'eux qui me demandait ironiquement de lui expliquer pourquoi il allait être mis en chômage du fait que son patron n'avait pas assez trouvé d'ouvriers, je répondis de la manière suivante qui lui parut éclaircir la question, et qu'il me demanda de publier. Voici :

Suppose que ton patron qui faisait d'énormes bénéfices et qui les employait jusque là pour agrandir son affaire, ne puisse plus l'agrandir parce qu'il ne trouve plus personne à embaucher, que va-t-il faire de ses bénéfces ? Il est bourgeois, il faut donc à tout prix que son argent lui rapporte ; puisque ses bénéfices ne peuvent plus rien lui rapporter s'il les

laisse dans son affaire, il va essayer de les faire rapporter d'une autre manière, en les utilisant pour jouer à la Bourse par exemple. Or, un jour, il ramasse à la Bourse une culotte monstre, telle que le montant des bénéfices qu'il a employé à jouer à la Bourse, ne suffit pas pour faire face à ses pertes. Il lui faut, pour y faire face, taper dans la caisse de son affaire, et réduire ainsi son fonds de roulement, voire même vendre une partie de son matériel. Il est dès lors obligé de réduire ses affaires, et de renvoyer un certain nombre de ses ouvriers, ce qui fait que c'est bien parce qu'à un moment donné ton patron n'a pas trouvé assez d'ouvriers que tu risques d'être débauché, et ton chômage peut durer tant que les bénéfices que le patron fera sur le dos des ouvriers qu'il conserve, et que, cette fois, il laissera dans son affaire, ne lui auront pas permis de reconstituer celle-ci sur le même pied qu'auparavant.

Suppose maintenant que cette histoire arrive à tous les patrons à la fois, — et ce n'est pas là une supposition gratuite puisque le fait originel, l'absence de nouveaux ouvriers va se produire pour tous en même temps — et tu as la crise, avec bien entendu, toutes les aggravations qui résulteront de ce que la crise de chacun se répercutera sur celle des autres (réduction des débouchés, etc...)

Pourquoi une « culotte » générale ?

Il reste cependant un point à expliquer, c'est que toutes les « culottes » à la Bourse se produisent en même temps, autrement dit : quelle est la raison de la crise boursière qu'on trouve toujours à l'origine de la crise économique.

La raison profonde, je l'ai indiquée dans mon article : c'est le déséquilibre dans lequel l'existence de ces capitaux employés à la spéculation et non à la production, donc donnant droit à des bénéfices bien que ne fournissant pas de plus-value, plonge tout le système capitaliste. Mais j'ai omis d'indiquer les formes concrètes (qui sont essentiellement d'ordre monétaire) sous lesquelles ce déséquilibre fait sentir son action. Je tâcherai de réparer cette omission à la première occasion.

R. L.

Emile POUGET

Emile Pouget, mort cet été, neuf ans après Griffuelhes, son cadet de beaucoup, restera l'une des figures les plus représentatives du mouvement ouvrier révolutionnaire français sous la IIIe République.

Sa vie militante comporte deux phases : le « Père Peinard » et la fondation de la C.G.T., l'une prologue de l'autre.

***

Qu'on me permette un témoignage personnel. Tout jeune, porté par une force instinctive irrésistible vers le mouvement ouvrier, je dévorais tout ce que je trouvais, toute la littérature alors fort abondante publiée par les socialistes de toutes écoles : depuis les articles de Rochefort jusqu'au Manifeste Communiste et aux œuvres de Kropotkine. Un jour, au hasard d'un kiosque, je découvris le « Père Peinard ». Ce me fut une révélation. Pouget me révélait à moi-même mes propres idées, celles que, depuis lors, — imbécile indécrottable — je n'ai point quittées.

Le style particulier dans lequel étaient écrits les articles du » Père Peinard » constituait-il un véhicule particulièrement favorable pour les idées qu'il exprimait ? Peut-être. L'argot est une langue à la fois directe et imagée qui donne à la pensée une force singulière. Pourtant, lorsque, plus tard, Pouget écrivit dans le style académique, c'est avec la même force qu'il exprima les mêmes idées.

***

Dans son fond, la formation de la C.G.T. fut l'œuvre véritablement collective de toute la classe ouvrière française, elle fut le résultat des efforts de toute une pléiade de militants admirables, mais dans sa forme, elle fut l'œuvre de deux hommes : Griffuelhes et Pouget. Ce furent eux qui coulèrent dans le moule la riche substance que l'expérience ouvrière de chaque jour leur apportait.

Griffuelhes et Pouget, ils sont, à cette époque, aussi inséparables que le furent Lénine et Trotsky à l'époque d'Octobre. Chacun d'eux représente l'un des deux courants de militants dont la fusion fit le syndicalisme révolutionnaire : Griffuelhes, d'origine blanquiste, tout entier tourné vers l'action, Pouget, d'origine anarchiste, plus occupé des principes. L'un, synthétique, voyant l'essentiel, le voyant profondément, mais par cela même, sous une forme pas toujours parfaitement accessible à autrui ; l'autre, analyste, éclaircissant les questions jusqu'à ce qu'elles soient complètement compréhensibles pour tous.

C'est de cette époque que datent les écrits de Pouget qui font de lui le classique du syndicalisme révolutionnaire : ses brochures et ses articles de la « Voix du Peuple ».

Classique, il l'était profondément. Il en avait les deux qualités maîtresses : l'idée claire et la logique. C'est ce qui fit de lui un grand révolutionnaire. La logique est l'arme par laquelle les vieilles institutions sont sapées ; les idées claires sont celles autour desquelles se rassemblent les classes.

Pouget se retira relativement jeune — à moins de 60 ans — de la vie militante active, aussitôt après la disparition du quotidien, « la Révolution », qu'il avait fondé avec l'aide financière de Francisco Ferrer. Est-ce coïncidence ? Sa retraite se produisit au moment même où ses deux qualités maîtresses, la clarté et la logique, allaient disparaître du mouvement ouvrier français.

Le mouvement ouvrier français reprendra son cours révolutionnaire le jour seulement où, se débarassant du verbiage des catéchismes, il aura réacquis les qualités dont Pouget fut l'une des plus hautes expressions.

R. L.

LA SITUATION POLITIQUE DE L'ESPAGNE

Le camp ouvrier et le camp bourgeois

L'exposé qui suit n'est pas une étude approfondie de la situation en Espagne. J'ai trop vu de pélerins rentrant de Russie après deux ou trois semaines de séjour et disant avec sang-froid les plus grandes stupidités sur le « monde nouveau » qu'ils avaient découvert. Je n'imiterai pas Bernard Shaw, « l'homme le plus intelligent du monde », établissant des jugements catégoriques sur un pays dont il ignore totalement la langue et où il a séjourné dix jours. De pareils exemples, j'ai au moins tiré l'enseignement de ne pas agir de la même façon quand je me trouve dans des situations analogues.

Je comprends assez l'espagnol pour pouvoir me mêler à la foule ouvrière et entendre, sans recourir à des intermédiaires, ce qu'elle veut et ce qu'elle redoute. Mais, tant d'autres difficultés se dressent devant une enquête sérieuse !

Au visiteur étranger, le Russe oppose, au cours des premières rencontres et pendant très longtemps, un silence méfiant coupé de quelques paroles ambiguës, qui permettent toujours au besoin d'être interprétées dans un sens favorable à l'autorité. Par contre, l'Espagnol parle avec abondance, très librement, semble-t-il, mais au moment où l'on croit commencer à comprendre l'enchaînement de ses idées, il vous sert un argument inattendu, renversant complètement vos déductions ; il y aura d'ailleurs toujours un repli de la pensée, une formule à double sens, qui permettra de justifier ce retour en arrière; cela permet d'assister aux accouplements des tendances les plus disparates que l'on puisse imaginer : communistes présidentialistes, c'est-à-dire partisans d'une forte autorité du Président de la République, socialistes défendant les couvents contre les prolétaires, monarchistes libéraux formant un groupement se targuant d'être au service de la République, anarchistes pour qui Démocratie et Anarchie se confondent, syndicalistes parlant avec emphase des libertés de la Catalogne, et tant d'autres choses qui, au premier moment, vous ébahissent. Après, on s'habitue.

En plus de ceci vient s'ajouter la diversité des régions, insoupçonnée par l'ouvrier moyen de France ou de Belgique ; toutes les observations faites pour la Catalogne doivent être complètement révisées lorsqu'il s'agit de l'Andalousie, elles ne s'appliquent plus du tout en Galicie, et sont à renverser totalement en Navarre. En outre, les divers groupements sociaux et politiques ont une tendance à se ramifier et à se différencier à l'infini, quand ils ne se déchirent pas tout simplement à belles dents. Ainsi le mouvement communiste espagnol, déjà très faible au point de vue numérique, se partage entre quatre tendances au moins ; les régionalistes catalans sont divisés en six tendances. Aussi tous les événements des derniers mois deviennent extrêmement compliqués du fait des heurts de ces divers groupements qui présentent les faits, chacun à leur façon.

D'autre part, il est difficile de se retirer dans le domaine plus sûr des chiffres, car la statistique n'est guère développée en Espagne, et de plus l'actuelle ébullition sociale ne permet pas à un observateur prolétarien de s'enfermer dans un cabinet de savant et d'apprécier avec sérénité la situation en confrontant les données fournies par les divers camps ennemis.

Ces réserves faites, j'offre néanmoins mes observations aux lecteurs de la R. P. S'il m'arrive de commettre des erreurs ce sera de bonne foi. Ce dont je réponds c'est de ne pas falsifier ce que j'ai vu ; si certains faits font perdre quelques illusions, attristent, désorientent au premier abord, qu'on ne cesse point de regarder le problème dans son ensemble, et on retrouvera ce qui permettra au prolétariat espagnol de marcher de l'avant malgré ses erreurs. Passer sous silence des difficultés, cacher des gaffes commises, sous prétexte de ne pas entamer l'enthousiasme, c'est participer à un « pieux mensonge » qui ne peut que porter préjudice au prolétariat. Je veux donc dans ce qui suit rester fidèle à la vérité ouvrière.

LE PROBLEME RELIGIEUX

En incendiant les couvents, les éléments les plus actifs du prolétariat tentaient simplement d'en finir radicalement avec l'oppression que l'Eglise exerçait sur eux. Ils semblent avoir agi spontanément, sans plan préconçu, écoutant uniquement leur sentiment de classe. Peut-être les ouvriers les plus clairvoyants virent-ils là une occasion favorable pour détruire quelques dépôts d'armes et quelques locaux de réunion des réactionnaires.

L'influence de cette action directe de grand style persista longtemps après les événements.

Les luttes économiques qui se produisirent dans toute la période qui suivit ont repoussé le problème des couvents à l'arrière plan ; exception faite du conflit de la Corogne, il n'y eut plus de couvents brûlés, même au cours du soulèvement de Séville. A la Corogne l'expulsion violente des capucins chassés par la colère prolétarienne avait été causée par l'attitude provocante des jésuites d'une localité voisine. La classe ouvrière de la Corogne tout entière soutint la protestation des incendiaires en opposant une grève générale de 24 heures aux coups de fusils de la garde civile qui avaient blessé plusieurs prolétaires.

La bourgeoisie avait compris qu'en brûlant les couvents le prolétariat donnait un nouveau coup de balai aux éléments féodaux encore incrustés dans

quelques coins de la société bourgeoise ; mais les bourgeois craignaient qu'après avoir liquidé les moines le prolétariat ne prenne goût à la méthode et ne se retourne contre eux. Car, au point de vue économique, les 50.000 religieux qui habitent les 5.426 couvents d'Espagne ne sont pas que de très grands propriétaires terriens, ils sont aussi des capitalistes : les jésuites par exemple ont sous leur contrôle certaines banques comme celle d'Urquijo (capital : 126 millions de pesetas), et ils possèdent des capitaux dans des entreprises de transports comme les tramways de Madrid, la Compagnie Transméditerranéenne, ainsi que dans nombre d'exploitations minières.

La bourgeoisie fit donc donner son appareil policier, mais en même temps, elle chercha à agir par l'intermédiaire du Parti Socialiste sur la volonté de lutte du prolétariat. Non seulement des hommes importants de ce parti condamnèrent la forme violente du mouvement anti-monacal, mais nombre de ses militants s'engagèrent dans des gardes civiques volontaires, munies d'armes, dont certains détachements gardèrent des couvents d'accord avec les autorités, et à côté des forces policières régulières, jusque longtemps après ; un communiqué du Directeur de la Police licenciant le dernier de ces groupes reconnaît ces faits implicitement.

Toutefois, le gouvernement bourgeois jetait en même temps du lest devant la poussée révolutionnaire. Certaines des mesures qu'il concéda alors ont une valeur réelle : c'est ainsi que l'Eglise ne pourra plus avoir dorénavant de représentant dans le Conseil supérieur de l'Instruction Publique ; d'autre part, l'enseignement religieux cesse d'être obligatoire.

D'autres mesures qui n'avaient pourtant plutôt qu'un caractère symbolique ont cependant provoqué une grande colère de la droite. Evidemment, dans ce pays de tradition catholique, elles frappaient plus l'attention, bien qu'elles ne soient en réalité que le corollaire logique du décret sur la liberté des cultes. C'est ainsi que dorénavant les gouverneurs de provinces ne pourront plus participer officiellement aux offices religieux ; l'armée ne devra plus envoyer de délégations aux messes solennelles, et les soldats ne devront plus présenter les armes au passage du Saint-Sacrement.

Ces mesures déchaînèrent l'opposition violente du cardinal Segura, chef suprême des ecclésiastiques espagnols ; non seulement il lança une lettre pastorale, qui provoqua un grand émoi dans tout le clergé, mais il tenta de réunir celui-ci en une sorte de congrès clandestin à Guadalajara. Tout en y mettant des formes, le gouvernement fut obligé de l'expulser, ou plus exactement de le reconduire à la frontière avec toutes sortes d'honneurs ; ainsi l'Eglise catholique compte un martyr de plus, autour duquel elle fit grand bruit.

Les dernières menées du cardinal Segura avaient coïncidé avec d'immenses réunions catholiques dans les provinces basques, groupant 20.000 assistants à Pampelune et 12.000 à Estella. Ces régions qui constituent la Vendée espagnole sont pourtant loin d'être unanimes dans leurs sentiments réactionnaires ; aussi les trains et autobus ramenant les manifestants furent en de nombreux endroits accueillis à coups de pierre. Néanmoins, le clergé y a, dans l'ensemble, le soutien des masses. Quand, au cours des dernières élections, on demandait aux paysans basques pour qui ils allaient voter, ils répondaient : « En faveur de Dieu ».

Cette situation a sa répercussion sur la question du régionalisme. Nombre de défenseurs d'une Espagne unitaire et centralisée prétendent en effet refuser l'autonomie à la Catalogne afin de ne pas être obligés d'accorder l'autonomie aux Basques et Navarrais, chez lesquels s'organiseraient alors impunément des foyers de réaction monarchiste.

Ces craintes sont tellement fortes que les régionalistes catalans ont renoncé à insérer dans leur statut la séparatioin de l'Eglise et de l'Etat,afin de ne pas fournir de prétexte aux Basques et Navarrais pour introduire dans leur propre statut des dispositions exactement contraires. Cette précaution a d'ailleurs été inutile puisque l'Assemblée des municipalités basques vient de décider que l' « Estado » basque traitera directement avec Rome pour établir un concordat spécial.

En dehors de ces régions, le clergé espagnol n'a, pour l'instant, pas grande prise sur la population masculine ; mais son influence est encore très forte sur les femmes, quoique des associations culturelles féminines commencent à se former pour émanciper les esprits.

Toutefois, au cours des siècles, les moines ont réussi à se retrancher dans deux domaines, d'où il sera excessivement difficile de les déloger : les écoles et les hôpitaux.

On assure de source catholique qu'au cours des derniers 50 ans les moines ont donné l'instruction primaire à plus de 5 millions d'enfants ; en outre il y aurait, à l'heure actuelle, dans les collèges dirigés par les religieux, 25.000 élèves. Même en faisant la part de l'exagération, il n'en reste pas moins que l'élimination des moines de l'enseignement ne pourra être réalisée que si elle est accompagnée simultanément d'une formation en masse d'instituteurs nouveaux, sans quoi le niveau culturel, déjà très bas en Espagne, baisserait encore.

Les instituteurs en Espagne comptent d'ailleurs parmi les corporations arriérées ; la plupart en sont encore aux Amicales, et les plus progressifs songent seulement à adhérer à l'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs, Centrale Syndicale Réformiste) ; la C.N.T. ne compte, dans ses rangs, parmi les instituteurs que quelques individualités.

Dans les hôpitaux, moines et religieuses occupent quantité de services ; si le gouvernement congédiait du jour au lendemain tous ces éléments confessionnels, bon nombre de malades ne pourraient être soignés. Ici encore, les syndicats ont un rôle immense à jouer en s'occupant de la formation rapide d'infirmiers et d'infirmières civiles pouvant remplacer avantageusement frères et béguines. Les médecins et les infirmiers se syndiquent au sein de la C. N. T. avec beaucoup plus de facilité que les instituteurs, mais, absorbés par leurs luttes corporatives, ils n'ont pas encore envisagé cet aspect de la question ; ils devront pourtant y venir ; le conflit qui a mis aux prises infirmiers civils et moines dans les hôpitaux de Barcelone le montre.

LE CAMP BOURGEOIS

A l'extrême droite de la bourgeoisie, s'apparentant presque aux monarchistes, il existe plusieurs groupes liés avec les féodaux ; cela s'explique par ce fait que nombre de bourgeois sont à la fois propriétaires de grands domaines et actionnaires importants dans l'industrie.

Ces éléments se concentrent surtout autour du groupement dit d' « Action Nationale » ; ils disposent d'un grand journal, « El Debate », plus réaliste que l' « A. B. C. » des monarchistes ; ils mettent tant qu'ils peuvent en évidence un de leurs rares députés, Madariaga, de Tolède, en faisant sonner bien haut sa qualité d'ouvrier catholique ; ce personnage est assez médiocre, mais il permet à l'Action Nationale de continuer sa besogne de bourrage de crânes en vantant la paix sociale, tout en soutenant, encourageant et faisant aggraver toutes les mesures réactionnaires prises par le gouvernement.

Faut-il parler de la minuscule équipe des jeunes réactionnaires qui se groupent autour d'un hebdomadaire batailleur portant hargneusement le titre de « La Conquête de l'Etat » ? A l'heure actuelle, les forces de ce groupe sont excessivement restreintes ; leur « chef », Ramiro Ramos, qui prétend jouer le rôle d'un Mussolini espagnol n'arrive pas à la cheville du tyran italien. Mais la situation espagnole est si compliquée, la position de ce groupe tellement analogue à celle occupée autrefois par les fascistes italiens,qu'il est intéressant d'en mentionner l'existence. Ces fascistisants veulent une Espagne nouvelle, jeune, une et indivisible, débarrassée de tout impérialisme étranger. Ils luttent pour une Espagne délivrée de tout le vieux libéralisme parlementaire et dans laquelle l'intérêt de l'individu serait complètement subordonné à celui de la Nation-Collectivité, incarnée dans l'Etat ; pour y arriver, les fascistes en herbe espagnols font risette à tous les mouvements révolutionnaires. Dans leur organe, voisinent des articles élogieux à l'adresse de Mussolini et d'Hitler, et des chroniques enflammées en faveur de Staline et du plan quinquennal, voire même des encouragements à la C. N. T. dans sa lutte contre les grandes compagnies étrangères. La « Conquista del Estado » compte sur l'enthousiasme de la jeunesse intellectuelle et petite bourgeoise d'Espagne. En aura-t-elle l'appui ?

Les partis de droite

Revenons aux groupements qui représentent, dès à présent, des forces réelles. Et d'abord la « Droite Républicaine Libérale ». Les éléments qui la constituent semblent avoir définitivement accepté la république. Ils mettent leurs espoirs dans la création d'une petite bourgeoisie agraire, qui serait attachée à la République parce que celle-ci lui aurait permis d'acquérir des terres à des conditions avantageuses. Cette Droite compte quelques gros propriétaires, comme Alcala Zamora, le chef actuel du gouvernement ; mais ces seigneurs ont compris qu'en Andalousie surtout, il est grand temps d'ouvrir la soupape de sûreté ; ils espèrent y arriver par une répartition des « latifundia », après qu'aurait été payée une bonne indemnité aux actuels propriétaires, qui sauveraient ainsi une partie de leur avoir, qui risquerait autrement d'être complètement perdu au cours d'une révolution paysanne.

Très près d'eux, ayant même fait partie de leur groupe, mais s'en étant détaché afin de tenter un rapprochement avec les radicaux républicains, il y a Maura, « Maura-Hijo », comme l'appelle la presse révolutionnaire, qui est bien « Maura le fils de son père », l'assassin de Francisco Ferrer. Cet homme a, dès à présent, bien mérité de la bourgeoisie espagnole par sa répression anti-ouvrière sanglante.

Monarchiste hier encore, il fut pour ou contre le dictateur Primo de Rivera, selon les fluctuations de l'opinion de la haute finance, car Maura, à cette époque, n'était que l'instrument de son beau-père, le Comte Moral de Calatrava, le puissant directeur de la Banque de Castille. On comprend pourquoi Maura redoute l'avènement de la révolution ouvrière, dont il est un des ennemis les plus nets. C'est Maura l'inspirateur des ordres donnés à la garde civile de tirer « sans préavis » sur ceux qui approcheraient des points d'accès aux réseaux aériens ou souterrains de la Compagnie des Téléphones ; c'est Maura qui ordonna « d'arrêter tous les grévistes connus, dans tout endroit où se produirait un acte de sabotage » ; c'est Maura l'auteur du fameux projet de décret « sur la défense de la République » qui n'alla pas plus loin que le Conseil des ministres, parce que Maura, sur l'insistance des ministres socialistes, trouva plus adroit de l'appliquer sans l'édicter. Maura ne voulait rien moins que codifier la mise hors la loi de la C. N. T., en proclamant illégale toute organisation syndicale qui ne reconnaissait pas les Comités paritaires et se refusait d'annoncer toute grève 10 jours à l'avance.

Au moment des événements de Séville, tandis que la répression faisait rage, Maura avait coutume de répondre aux journalistes qui l'assaillaient de questions sur la situation en Andalousie, que, là-bas, « no pasa nada » (il ne se passe rien). Cette phrase était dite avec un petit sourire froid, en songeant au bombardement des maisons évacuées et au massacre des prisonniers désarmés. Mais dès que Maura fut certain de l'écrasement de Séville, il sortit de son silence, pour dire sa joie du triomphe, prenant l'entière responsabilité de la répression, couvrant entièrement tous les actes du gouverneur Bastos, bourreau de la capitale andalouse. A la honte de l'Espagne bourgeoise et intellectuelle il faut rappeler que quand ce petit tyran vint se vanter de ses haut faits devant les Cortès il ne se trouva que trois hommes, Franco, Jimenez et Sediles, mais pas un seul parti pour voter nettement contre le maintien de cet assassin au pouvoir ; les fractions parlementaires catalanes, basques et navarraises n'osèrent pas aller plus loin que l'abstention, devant le vote de confiance quasi-unanime que la bourgeoisie espagnole accordait à Maura, responsable du massacre de Séville.

Les radicaux

Maura fut grandement aidé dans l'ensemble de son œuvre de répression par le Directeur de la Sûreté, Gallarza, membre en vue du Parti Radical Socialiste. Ce renégat fut autrefois communisant et socialiste très révolutionnaire. Il connaît personnellement la plupart des militants syndicalistes et anarchistes de Madrid pour les avoir rencontrés

dans les milieux conspirant contre la Dictature. C'est lui maintenant qui ordonne, suggère et couvre toutes les mesures de répression extrajudiciaires, surtout les nombreuses arrestations et détentions pratiquées et maintenues en dehors de toute intervention des tribunaux. C'est de lui qu'émana l'ordre de fermer les locaux syndicalistes de Madrid ; c'est lui encore qui fit arrêter tous les téléphonistes touchant de près ou de loin au Comité de grève de cette ville. C'est Gallarza encore qui encourage et excite la brutalité de la garde d'assaut, formation policière spécialement créée et stylée par lui. A noter que les gardes d'assaut, si vaillants dans leurs attaques contre la foule et les femmes, n'osèrent pas tenter de déloger les bâtimenteux du chantier du théâtre de l'Opéra quand celui-ci avait été occupé par les ouvriers.

Une autre étoile du même Parti Radical Socialiste est Victoria Kent, actuellement directrice générale des prisons. Quand elle occupa ce poste, elle commença par faire des promesses magnifiques, assurant qu'elle introduirait dans la vie des prisonniers tous les adoucissements possibles et imaginables. Ce fut un concert général d'attendrissement. Quel rôle magnifique cette femme allait jouer dans une fonction infâme ! Or, dès à présent, on peut dire qu'au point de vue du régime politique dans les prisons, toute l'œuvre de Victoria Kent s'est réduite à tenter d'apporter des difficultés à reconnaître comme prisonniers politiques certains détenus arrêtés à la suite de la grève des téléphones. Pour le reste, si le régime politique reste en Espagne moins dur que celui qui existe dans les prisons de Pologne et de Russie, Victoria Kent n'y a aucun mérite ; les droits des prisonniers politiques en Espagne furent toujours très vigoureusement défendus du dedans et du dehors par les prisonniers eux-mêmes et par les représailles qui frappaient les gardiens trop brutaux. Ce sont des choses avec lesquelles comptaient, hier, les geôliers de Primo de Rivera, et avec lesquelles compte aujourd'hui la citoyenne radicale.

Mais le secteur le plus solide de la bourgeoisie demeure l' « Alliance Républicaine ». Celle-ci constitue la représentation de la grosse bourgeoisie industrielle qui aspire à rationaliser la production dans le pays, à exploiter au maximum toutes les richesses naturelles qui y existent. Ces bourgeois voient d'un assez bon œil le nettoyage radical des restes du féodalisme ; ils consentiraient volontiers à une réforme agraire créant dans les campagnes une masse de consommateurs nouveaux qui pourraient, en jouissant d'un niveau de vie plus élevé, élargir le marché intérieur. Par contre, en face de la montée syndicaliste, ils sont précis et violents, car ils se sentent en face de l'Ennemi. Trop violents même, de l'avis de leurs alliés d'aujourd'hui, les dirigeants socialistes, qui estiment plus prudent de faire jouer certaines soupapes de sûreté comme l'instauration d'un contrôle ouvrier légal dans l'industrie, contrôle domestiqué et pratiquement annihilé, mais qui donnerait une satisfaction de forme aux aspirations du prolétariat.

L' « Alliance Républicaine » appuie et appuiera toutes les mesures de répression anti-prolétarienne ; son chef, son symbole, son drapeau est Alexandre Lerroux, dont le discours programme de Soria en dit long. En voici un passage caractéristique :

Je ne me sens aucun appétit pour exercer le pouvoir ; j'aurai pour devoir d'aider celui à qui on le remettra ; mais, si je reçois ce mandat, je me sacrifierai pour ma patrie ; je maintiendrai l'ordre, je défendrai la paix sociale et réaliserai une œuvre de justice. On me qualifie d'autoritaire et c'est là une de mes qualités que je ne saurais nier ; j'admets que l'on me présente des avertissements, bien entendu si cela se produit avant le moment de décider ce qu'il y a lieu de faire ; mais quand vient le moment d'accomplir le devoir, je n'admets pas d'observations, ni même de discussion. Il y a une façon d'éviter que je puisse exercer la charge de chef du Gouvernement, c'est de ne pas me désigner en tant que tel ; mais si l'on me nomme, je réponds que l'ordre ne sera troublé par rien et par personne, et que je réduirai les révoltés de la manière qui sera nécessaire.

LE CAMP INTERMEDIAIRE

La bourgeoisie cherche à influencer les prolétaires espagnols par l'intermédiaire de deux grands courants politiques dont les membres de la base comme les dirigeants les plus en vue se recrutent parmi les petits bourgeois et les intellectuels : ce sont le Parti Socialiste et les Groupes Républicains d'Extrême Gauche.

Les socialistes

Le Parti Socialiste a véritablement pris pied dans la classe ouvrière, surtout par son alliance, son entrelacement avec l'organisation syndicale qu'il a grandement contribué à développer, l' « Union Générale des Travailleurs ». La logique exige d'examiner l'activité de cette dernière en même temps que celle des autres forces du camp prolétarien.

Par contre, la plupart des militants socialistes en vue, qui agissent dans l'organisation politique elle-même, sont, par leur genre de vie, en tant que professeurs, intellectuels, médecins, avocats, journalistes, fonctionnaires supérieurs des municipalités ou de l'Etat, de véritables intermédiaires entre les deux classes et des intermédiaires bien plus proches de la bourgeoisie que du prolétariat. Leur position à l'égard des événements des derniers mois le confirme.

Les socialistes russes, et surtout Kerenski, qui est vraiment connaisseur en la matière, n'ont pas manqué une occasion, depuis le 14 avril, de conseiller à leurs confrères espagnols de se montrer énergiques dans la défense de la République contre les dangers qui la menacent du côté ouvrier. Ces conseils ont été suivis. Sur la voie de la coalition avec la bourgeoisie contre tout élément ouvrier qui tentait de dépasser les cadres de la République capitaliste, les socialistes espagnols ont été plus loin que n'importe lequel des autres partis socialistes d'Europe, y compris même les Noskistes. Dans les cadres du Parti socialiste espagnol, de la part des militants en vue, jamais on n'entend une parole incitant à se comporter envers les autres courants du mouvement ouvrier, sinon avec amitié, tout au moins avec objectivité ; au contraire, quand, à la base, de rares voix s'élèvent pour protester nette-

ment contre la réaction policière et la garde civile, ainsi que le fit la délégation de Jaca au Congrès, on les réduit au silence ; pas de tribune libre dans l'organe central du Parti « El Socialista » ; pas le moindre signe qu'il existe dans le parti, un semblant de gauche mécontente de la politique de répression réactionnaire ; pour retrouver des socialistes méritant nettement la sympathie prolétarienne il faut descendre jusque dans les nids vendéens basques, où certains noyaux du Parti socialiste ont une position vraiment courageuse. Parfois, dans quelques milieux syndicaux de l'U.G.T. peut-on voir des gestes qui permettent d'espérer que toute trace de probité ouvrière n'est pas complètement effacée, mais, en ce qui concerne les cadres dirigeants socialistes, ils affichent comme un défi leur renoncement à ce qui constituait autrefois l'essentiel des traditions socialistes.

En cherchant très attentivement ce que l'on pourrait qualifier, au point de vue ouvrier, de progressif dans l'activité du Parti socialiste au cours des derniers mois, on ne trouve guère que son opposition au projet de réforme agraire ; les socialistes estiment ce projet comme nettement insuffisant parce que ne s'étendant qu'à quelques provinces et ne favorisant qu'un nombre très restreint de familles paysannes.

D'un autre côté, le Parti socialiste constitue une opposition à la prise du pouvoir par la dictature Lerroux ; « El Socialista » a publié une note violente contre le discours-programme de Soria cité plus haut ; le journal socialiste va jusqu'à préconiser l'action violente des ouvriers et de la jeunesse universitaire pour s'opposer à l'établissement du régime Lerroux.

Mais, en dehors de ces points, les socialistes sont intervenus nettement contre les intérêts ouvriers. Qu'une grève quelconque inspirée par les syndicalistes se prépare ou se déclanche, et immédiatement du haut en bas des organisations socialistes, c'est un concert d'insultes et d'insinuations les plus viles. Dans ces conflits les socialistes, (tout au moins dans leurs organisations politiques, car il y a eu quelques rares exceptions dans les organisations syndicales) ne se contentent pas de rester neutres, ils prêchent, au contraire, que briser la grève est un acte de civisme, de dévouement à la République. Les cas ne sont pas rares où des fonctionnaires socialistes dénoncèrent les autorités locales comme trop modérées quand celles-ci hésitaient à donner des ordres brutaux à la garde civile chargée de protéger les jaunes. Il est impossible d'oublier que si le ministre du Travail fit ajourner la promulgation du décret contre les grèves, il expliqua en même temps qu'actuellement sans promulguer pareil décret il était parfaitement possible d'étrangler toute grève en fermant par ordre administratif les locaux syndicaux. Un autre socialiste connu, Araquistain, un de leurs journalistes les plus brillants, trouva même qu'il fallait faire consacrer par la loi de pareils procédés. Au lendemain de la tentative Maura, il écrivit dans le grand journal bourgeois « El Sol » un article intitulé : « Une loi nécessaire contre l'abus de la grève », où il préconisait la restriction du droit ouvrier le plus essentiel, celui de la résistance à l'exploitation patronale par le refus du travail.

A l'égard du mouvement régionaliste, les socialistes, pour autant qu'ils osent parler un langage net, se présentent comme partisans d'une Republique unitaire et centralisée. (Exception faite pour la Catalogne où une grande partie des socialistes forment l' « Union socialiste de Catalogne », qui soutient Macia et la « Gauche catalane », amalgame des divers partis catalans). Toutefois leur attitude n'est pas motivée dans ce domaine par des arguments internationalistes, par le refus de créer de nouvelles frontières entre les prolétaires. Au contraire, les socialistes espagnols invoquent officiellement contre le régionalisme l'idée patriotique d'une Espagne forte et rénovée ; pratiquement, ils redoutent que dans une Catalogne quasi indépendante, la C.N.T. ne devienne une force groupant complètement et définitivement les syndicats de cette importante région. Peu leur importe que ce soit Macia qui réussisse à rendre la C.N.T. pacifique et collaboratrice pour la plus grande gloire de la Catalogne, ou qu'au contraire la C.N.T. reste fidèle à ses traditions de lutte et s'impose à un gouvernement catalan trop faible parce que trop frais au pouvoir ! dans les deux cas les leaders socialistes espagnols seraient éliminés de Catalogne, ils préfèrent donc que le pouvoir central garde d'importantes attributions lui permettant de paralyser le développement de la centrale syndicale rivale.

Il n'est pas rare de trouver des articles, des interviews, ou des discours de chefs socialistes espagnols, même chez ceux dits de gauche, comme Téodomire Menendez par exemple, défendant la thèse que « le capitalisme peut faire encore de grandes choses en Espagne », d'où la nécessité de ne pas lui causer trop de peine. Cela permet de justifier tout.

Cela a notamment permis aux socialistes espagnols de défendre la pratique des détentions administratives. Au moment où l'on ne peut ouvrir un organe socialiste italien sans y voir dénoncer l'exil administratif aux îles, au moment où les mencheviks russes n'ont pas assez de larmes pour pleurer le sort de leurs compagnons incarcérés et déportés par le Guépéou sans procès public, les socialistes espagnols, après avoir hissé un des leurs, Fernando de los Rios, au ministère de la justice, approuvent entièrement l'application des « prisiones gubernativos », c'est-à-dire la possibilité donnée à un gouverneur de province, au ministre de l'Intérieur, ou à un de ses fonctionnaires, à un Directeur de la Sûreté, d'arrêter qui que ce soit en Espagne et de le maintenir en prison pour un temps illimité, sans procès, sans jugement, sans même indiquer les raisons de l'emprisonnement. Et quand un juriste bourgeois, Ossorio y Gallardo, républicain excessivement modéré, vient protester au nom du Droit pur contre de pareils procédés, ce sont des socialistes, conduits par leur leader Saborit, qui défendent les méthodes de détention par décision de police.

Faut-il s'étonner, après cela, que le Parti socialiste s'accroisse parce que recevant beaucoup de nouvelles adhésions de la part de bourgeois, petits et moyens Faut-il s'étonner de voir arriver parmi ces recrues de l'Ordre Social, le général Burguete, organisateur de la répression en Asturie en 1917,

qui vient, en 1931, officiellement, à Madrid pour s'inscrire dans les rangs du « Parti socialiste ouvrier espagnol » ?

L' « Extrême-Gauche »

Il est un autre canal par lequel l'influence bourgoise s'infiltre, menaçant d'empoisonner d'autres fractions du prolétariat : c'est par le canal des différents groupements politiques républicains d'extrême gauche.

Contrairement au Parti socialiste, il s'agit là d'organisations très élastiques méritant à peine le nom de parti ; autant les socialistes ont une organisation ordonnée, méthodique, pratiquant une discipline interne stricte,autant les républicains d' « extrema izquierda » sont dépourvus de cadres solides, charpentant leurs organismes.

L'un d'eux est le « parti républicain révolutionnaire » qui s'affirma surtout avec la personnalité de l'aviateur Franco, au cours de la campagne électorale en Andalousie ; son programme, par quelques-uns de ses points, entraînait les paysans de cette contrée. La paysannerie d'Espagne ne s'est pas groupée jusqu'ici dans un parti spécial ; il n'y a pas aux Cortès de députés vraiment paysans ; le groupe agraire des Cortès représente les intérêts de quelques propriétaires terriens et non des travailleurs des champs. Il semble y avoir à cela deux raisons : l'une est le faible niveau culturel des paysans espagnols qui manquent des cadres nécessaires pour l'agitation et la propagande en faveur des revendications strictement paysannes, l'autre est l'entrée des éléments paysans les plus actifs du Midi dans la C.N.T., ceux-ci renonçant donc consciemment à constituer un parti politique. Toutefois la popularité de Franco, jointe au caractère antiféodal de ses revendications, réussit à lui amener un certain nombre de partisans. Pensez donc ! à cette Andalousie frappée par un chômage cruel, mourant littéralement de faim, il promettait l'autonomie régionale mais, et surtout, il l'engageait à abolir complètement les latifundia, à les répartir en parcelles qui seraient la propriété individuelle des journaliers actuellement sans terre, et cela sans rachat d'aucune sorte.

Parmi ces groupements figure aussi le « Parti démocratique fédéral ». Il demande la constitution de l'Espagne en une République fédérale groupant les diverses régions, qui seraient complètement autonomes ; il se trouve ainsi apparenté aux différents partis régionalistes, mais il généralise les revendications de ceux-ci en les étendant à tous les peuples ibériques. Ce parti compte dans ses rangs une partie des éléments intellectuels estudiantins et militaires qui combattait la Dictature. Au point de vue social, ils restent sur des formules vagues relatives à la grandeur du rôle des producteurs, le respect dû à ceux-ci, la justice de leurs revendications, etc... Ils ont été élus grâce à bon nombre de voix d'adhérents de la C. N. T. qui ont voté pour les fédéralistes sans tenir compte des principes antiparlementaires de l'organisation syndicaliste.

Leur succès électoral fut assez grand ; au premier tour en effet dans la circonscription environnant Barcelone le candidat fédéral, le capitaine Sediles, recueillait 33.000 voix tandis que le communiste du Bloc Ouvrier et Paysan, Hilario Arlandis, n'en obtenait que 480. Dans Barcelone ville, au deuxième tour, le candidat le plus populaire du bloc communiste, Maurin, se voyait octroyer 12.000 voix (ce qui d'ailleurs au point de vue électoral représente une avance notable), tandis que le candidat fédéraliste en groupait approximativement 33.000. Ce grand nombre de voix s'explique aussi par l'auréole de courage personnel qui entoure certains des leaders fédéraux. Le capitaine Sediles fut condamné à mort à la suite du soulèvement de Jaca. Le frère de Hernandez, le compagnon de Galan dans la lutte et dans la mort, est également parmi les républicains d'extrême-gauche. Franco est connu non seulement comme aviateur courageux, mais aussi comme conspirateur contre la Dictature. Rada, le mécanicien d'avion, ne fut pas seulement son compagnon technique, il dépista pendant des semaines toute la police républicaine après les incidents de la base aérienne de la Tabelada et il se trouve actuellement dans le même bagne de Cadix que celui où est interné le docteur Vallina. Le commandant Jimenez a été avocat du Syndicat des transports de la C. N. T. Rodrigo Soriano, le journaliste batailleur, toujours traqué et exilé, qui sut lancer son organe fédéraliste, « Espana Nueva », en pleine monarchie, est maintenant, lui aussi, dans les rangs de l' « extrema izquierda ». Assez voisins d'eux sont des hommes comme Barrioberro, avocat élu à Gijon grâce aussi à cause de ses sympathies verbales pour la C.N.T., et Balboutin, avocat du Secours Rouge, dissident du Parti Radical Socialiste, parce que ne trouvant pas celui-ci assez radical à son goût.

Enfin, il existe un groupe s'appelant I.R.Y.A. (Gauche révolutionnaire et antiimpérialiste) composé d'éléments intellectuels très communisants ; il édite un hebdomadaire combattif « Nosotros » (Nous), prêchant le front unique des travailleurs et exaltant les merveilles du régime russe. Ce groupe a dans son programme, entre autres, l'abandon de Gibraltar par les Anglais, et, ce qui est plus intéressant. un programme agraire très radical dressé nettement contre les gros propriétaires.

Certains leaders régionalistes et catalanistes du type de Samblancat, le député populaire de Barcelone, rude et brutal au Parlement, ont envers les prolétaires sympathisant avec la C.N.T. une position analogue à celle des gens d' « extrema izquierda » ; mais la question de l'attitude des catalanistes envers la C.N.T. mérite d'être examinée encore plus en détail par la suite.

Pour l'instant, il suffira de constater que tous ces « extrema izquierda » n'ont été jusqu'à présent « extrêmes » qu'en paroles, à l'égard de la République bourgeoise ; à l'exception de Franco, qui, semble-t-il, disposait de certaines forces réelles chez les officiers, ils se sont bornés à de beaux discours ; leur programme laisse entièrement debout les bases de l'ordre social actuel : l'Etat et la Propriété. Ils n'offrent rien de concret aux ouvriers espagnols, de plus en plus écrasés par la crise économique.

Pourtant ces politiciens, grâce à leur verbiage radical, jouissent d'un certain prestige dans les mi-

lieux prolétariens, même parmi les ouvriers syndicalistes. La direction de la C.N.T. n'a jamais recommandé de voter pour eux, mais son porte voix « Solidaridad Obrera » qui ne ménage point ses attaques à la droite et à la gauche républicaine, aux socialistes et aux communistes de toutes nuances, n'attaque presque jamais les républicains d'extrême gauche. Il y a plus : leurs interventions aux Cortès sont précédées de titres flatteurs, le quotidien syndicaliste publie les ordres du jour de l'I.R.Y.A. sans aucun commentaire et annonce certains de ses meetings ; enfin c'est dans le même « Solidaridad Obrera » qu'on pouvait lire (6-8-31) « qu'après l'auguste voix de Macia s'opposant avec vaillance aux projets ultra-réactionnaires du gouvernement, a retenti celle de Barrioberro, celle de Soriano attaquant les socialistes » ; et « Solidaridad » ajoutait : « Ces trois hommes (Jimenez, Sediles et Rosell, députés fédéraux), ainsi que le parti qui les suit peuvent faire beaucoup pour les syndicalistes ». Il naît de ces commentaires une atmosphère confuse à travers laquelle les républicains d'extrême-gauche apparaissent comme des députés syndicalistes, non reconnus officiellement par la C.N.T., mais en remplissant néanmoins la fonction. Un pareil procédé « d'action indirecte » parlementaire a tous les inconvénients du parlementarisme ordinaire sans permettre le contrôle des députés par l'organisatioon qu'aux yeux de l'opinion publique ils finissent par représenter. Il appartient un peu aux syndicalistes révolutionnaires des autres pays d'Europe, qui ont mieux connu les torts causés au mouvement ouvrier par l'illusion parlementaire, de dire à la C. N. T. sur laquelle ils ont tous les yeux fixés : nous admirons le caractère de masse de votre mouvement ; nous approuvons votre lutte contre les leaders socialistes trahissant la cause du prolétariat ; nous partageons votre méfiance envers les politiciens communistes, exécuteurs de la politique extérieure du gouvernement russe, et frayant la voie aux monopoles d'un Etat dominé par les intellectuels ; mais nous ne saurions être solidaires de l'attitude bienveillante observée par votre presse quotidienne envers des éléments qui ont beau se prétendre à l'extrême gauche, mais qui n'entendent pas moins ne jamais sortir des cadres de l'ordre bourgeois.

Il nous reste maintenant à étudier les forces ouvrières.

LE CAMP OUVRIER

L'Union Générale des travailleurs

Il a déjà été dit plus haut que le Parti socialiste a réussi à se souder intimement à cette centrale syndicale. Officiellement ces deux organisations sont complètement indépendantes l'une de l'autre ; pratiquement la plupart des fonctionnaires de l'U.G.T., du haut en bas des rouages syndicaux, occupent en même temps des postes importants dans le Parti socialiste. Bien des secrétaires de syndicats ou de fédérations exercent, simultanément avec leurs fonctions syndicales, le mandat de député ou de conseiller municipal. Et, pour couronner dignement cet édifice, Largo Caballero, secrétaire général de l'U. G.T., est le ministre du Travail de la République bourgeoise espagnole. A côté de cet entrelacement des cadres, il existe, auprès de la plupart des syndicats, de véritables fractions socialistes portant le nom de Groupes Syndicaux Socialistes. Ces organismes sont particulièrement actifs en temps d'élections, mais il leur arrive, même en temps normal, de parler au nom de l'ensemble du syndicat ; trop rarement, les organisations syndicales exigent une rectification, comme ce fut le cas cependant, récemment, du Syndicat des Métallurgistes, « El Baluarte », de Madrid.

Il est assez difficile d'avoir des données précises et surtout objectives sur le chiffre total des adhérents. La Commission exécutive publie bien, toutes les quatre ou cinq semaines, de longues listes de sections nouvelles comportant onze mille ou quinze mille nouvelles adhésions. Un jour, Largo Caballero dans une interview a même dit qu'au cours des derniers temps la cadence de l'augmentation atteignait deux mille nouveaux adhérents par jour. Cette affirmation apparait comme étant très exagérée. Les déclarations de Martinez, Secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs de la Terre, prétendant que son organisation, à elle seule, comprend 300.000 membres, ne reposent non plus que sur des appréciations approximatives et fortement gonflées. En général on accorde plus de confiance aux chiffres établis par Sender, journaliste syndicaliste, et qui parle d'un total de 300.000 membres.

Au cours des derniers mois, d'après les informations syndicalistes, l'influence de l'U.G.T. s'est à peu près maintenue à Madrid ; par contre, elle a légèrement baissé parmi les mineurs ; d'autre part les U.G.T.-istes ont perdus les quelques rares coins catalans, comme Mataro et Calella, où ils avaient encore des partisans dans l'industrie de la bonneterie. Dans l'ensemble, les effectifs de l'U.G.T. grandissent encore, mais par recrutement d'éléments étrangers jusque là à l'organisation syndicale.

Je ne connais point d'exemples de syndicats de la C.N.T. passant à l'U.G.T. ; en revanche, les cas contraires sont assez nombreux. Cela se comprend : l'U.G.T. fait tout ce qu'elle peut pour endiguer la vague de grèves qui déferle sur le pays. Sa thèse est celle que présentèrent toutes les républiques bourgeoises lors de leur avènement : l'ouvrier, dit la direction de l'U.G.T., doit faire le sacrifice de quelques mois de misère pour le bien du régime nouveau. « On ne doit pas détruire, explique Manuel Cordero, un des fonctionnaires réformistes les plus importants, mais créer des organisations qui fassent que le capital aille vers des buts utiles à la collectivité ». Luis Araquistain ajoute : « Ainsi, chez l'ouvrier socialiste ou adhérent aux organisations de tendance socialiste, l'homme, c'est-à-dire le facteur politique passe avant celui de la profession ; l'Etat et la Société sont au-dessus du Syndicat. Chez le syndicaliste pur c'est le contraire qui se produit : son Syndicat, son intérêt corporatif, sont au dessus et, s'il le faut même, contre l'Etat et la Société. »

L'exploitation de l'ouvrier espagnol

Ces arguments sont servis à des ouvriers dont l'exploitation atteint la plus haute limite. « Solidaridad Obrera » le démontre aisément en se basant

sur les chiffres fournis par le ministère du Travail lui-même. La bourgeoisie espagnole est nettement réactionnaire au point de vue technique. Elle n'engage des capitaux que dans les entreprises faciles, où elle travaille en ne perfectionnant que très peu l'outillage. Elle compte surtout sur la protection exercée par les tarifs douaniers d'une part et sur le maintien de salaires extraordinairement bas. En prenant comme base 24 journées de travail par mois on arrive aux données suivantes correspondant aux salaires moyens pour toute l'Espagne.

	Salaire journ.	Salaire annuel
Ouvrier qualifié	7.36 pesetas	2 119 pesetas
Manœuvre	4.79 »	1.359 »
Ouvrière qualifiée	3.41 »	990 »

Tout dernièrement le gouvernement républicain fut amené à porter à 3.000 pesetas le traitement annuel des instituteurs ruraux ; à cette occasion la presse bourgeoise fut unanime à reconnaître que l'existence du maître d'école habitant les campagnes et touchant 2.500 pesetas par an était tout à fait misérable. Que dire alors des salaires cités plus haut, payés à des ouvriers habitant les villes où le coût de la vie est beaucoup plus élevé ?

Toutefois l'ouvrier des champs vit plus durement encore ; il y a des centaines de mille de journaliers agricoles qui touchent 3 pesetas pour une journée de travail de 14 heures ; le chômage saisonnier réduit le revenu annuel de ces prolétaires à 500 pesetas.

Pour situer l'ouvrier espagnol à la juste place qu'il occupe par rapport aux prolétaires des autres pays il faut recourir à la statistique suivante établie par le B.I.T. mais dans laquelle l'unité dollar a été convertie en pesetas :

	Sal. journalier	Indice coût vie
Etats - Unis	84 pesetas	131
Canada	64,60 »	132
Australie	56,25 »	117
Suecia	39,35 »	107
Angleterre	31,85 »	100
Hollande	28,15 »	98
Allemagne	26 44 »	81
Tchécoslovaquie	20,62 »	88
France	21,09 »	97
Pologne	15,93 »	78
Autriche	17,25 »	102
Italie	15,85 »	116
Espagne	14,06 »	102

Il faut rappeler aussi qu'au moment où le chômeur anglais perçoit un subside hebdomadaire de 90 pesetas (indice du coût de la vie : 100) l'ouvrier qualifié espagnol gagne par semaine 44 pesetas (indice 102).

L'U.G.T. et les grèves

En présence de cette situation Largo Caballero déclare gravement (et l' « ABC. », journal monarchiste, s'empare immédiatement de cette déclaration) que les améliorations au sort de la classe ouvrière ne s'obtiennent pas par des grèves mais par l'arbitrage ! L'U.G.T. en effet, recommande de résoudre tous les conflits qui peuvent surgir en recourant aux comités paritaires dont la structure et l'activité sont réglées par des décrets établis sous la dictature de Primo de Rivera. Il est vrai qu'à cette époque Largo Caballero portait le titre de conseiller d'Etat ! Mais il est curieux de constater que tandis que le ministre du Travail continue à attacher une valeur propre à ces comités, d'autres militants socialistes comme Araquistain, prétendent expliquer la propagande faite par les socialistes en faveur de ces institutions sous le régime dictatorial par l'assurance que cette propagande servait uniquement de camouflage légal à l'activité réelle du Parti socialiste. On se rendra aisément compte de l'utilité concrète des comités paritaires quand on saura par exemple que « El Socialista » (l'U.G.T. ne possède pas d'organe lui appartenant en propre) présente comme un triomphe éclatant de la méthode de l'arbitrage l'obtention d'une augmentation de 75 centimes par jour accordée aux terrassiers des chemins de fer basques-asturiens et de 40 centimes aux mineurs.

Une autre « conquête » dont se vante beaucoup l'U.G.T. est le décret sur les 8 heures édicté en juillet par Largo Caballero. En réalité, cette mesure législative ne fait que confirmer un état de choses obtenu en fait par la vague de grèves ; malheureusement, ce décret comporte une série de restrictions et de dérogations qui, dans quelques industries, constituent même un recul sur la législation monarchiste. Exemple : le personnel des machines sur les bateaux naviguant au cabotage se voit retirer l'application des 8 heures dont il bénéficiait sous Primo de Rivera.

Le décret sur la journée de 7 heures dans les mines n'a lui aussi qu'une valeur de principe. Si la Dictature n'avait pas hésité à biffer d'un trait de plume le droit aux 7 heures qui était reconnu autrefois aux mineurs espagnols, le ministre socialiste du travail n'ose pas rétablir par voie de décret l'ancienne situation. La mesure législative théorique promulguée par Largo Caballero ne doit devenir une réalité qu'après que son application aura été discutée par une conférence minière mixte comprenant des représentants des patrons, des ouvriers et des techniciens de l'Etat.

Malgré tous les efforts développés par les leaders de l'U.G.T. pour empêcher les ouvriers socialistes de se défendre par la grève, il arrive, rarement il est vrai, que les éléments de la base imposent leur volonté de lutte. C'est ainsi que les traminots de la ligne de Ciudad-Lineal, malgré tous les efforts de persuasion employés par les dirigeants de l'organisation, finirent par obliger ceux-ci à admettre le fait de la grève. Une augmentation variant de 25 centimes à 1.25 peseta fut arrachée après deux jours d'arrêt de travail.

Mais si les cadres de l'U.G.T. ne conduisent pas eux-mêmes de grèves, ils sont très actifs pour s'opposer à celles déclanchées par les syndicalistes. On vit à Madrid des gardes civiques portant le brassard rouge reconduire jusqu'aux portes de la fabrique de Linoleum les ouvriers social-démocrates décidés à rester au travail malgré la grève déclanchée par la majorité du personnel. A la fabrique de meubles de « Tres Aquilas » il y eut un autre exemple de

la même mentalité. Les ouvriers, et surtout les ouvrières, de cet atelier s'étaient mis en grève pour obtenir le renvoi d'un employé qui cherchait à imposer par son autorité ses prétentions de brute aux ouvrières occupées dans l'usine. L'organisation syndicaliste se mit en rapport avec les syndicats correspondants siégeant à la Maison du Peuple de Madrid, en lui demandant de prononcer d'un commun accord la mise à l'index de l'entreprise. La direction du syndicat Ugétiste répondit en qualifiant les syndicalistes de perturbateurs et en les engageant à attendre que les Cortès établissent une législation générale punissant de pareils abus !

Les leaders de l'U.G.T. entretiennent continuellement dans leurs articles et dans leurs discours l'esprit de haine envers les syndicalistes. Ils ne sauraient parler de ceux-ci sans leur appliquer l'épithète de « pistoleros » (chevaliers du revolver), expliquant la croissance rapide de la C.N.T. par le fait que celle-ci recruterait ses adhérents en recourant à la menace des armes. Cette argumentation est mensongère. En allant à l'extrême limite de l'objectivité, on ne saurait, à ce point de vue, reprocher aux syndicalistes que quelques écarts de langage dans certains milieux syndicalistes. Mais en aucun cas on ne rencontrera chez les syndicalistes de faits pouvant être comparés à l'assassinat du syndicaliste Aranda, de Bilbao ; ce meurtre fut commis froidement par un contremaître, membre de l'U.G.T., qui n'avait même pas l'excuse d'être surexcité par la lutte puisque Aranda fut tué au moment de la reprise du travail, après qu'un conflit gréviste venait d'être liquidé. Les conséquences de ces semailles de haine sont incalculables : témoins les faits de Bilbao où communistes et socialistes se révolvérisent pendant plusieurs soirs de suite, en se guettant réciproquement à la sortie des réunions.

Au milieu de cette atmosphère odieuse, surgissent quelques cas particuliers d'entente qui, malgré leur rareté, méritent d'être signalés comme les derniers vestiges d'une conscience de l'unité prolétarienne et aussi comme des signes permettant d'espérer qu'un jour la classe ouvrière espagnole y reviendra. Le tout petit syndicat métallurgiste adhérent à l'U.G.T. de Barcelone déclare que tout en étant en désaccord sur le choix du moment adopté pour proclamer la grève par les syndicalistes, il recommande à ses membres de se joindre à celle-ci. Après les assassinats commis par la garde civile à Malaga, à la suite des élections, 25 syndicats de cette ville, adhérents à l'U.G.T., réclament le retrait de cette force policière, et, pendant plus de 48 heures, font grève à côté des syndicalistes. En juillet, les ouvriers social-démocrates de l'industrie chimique de Saragosse se refusèrent à rentrer dans leurs usines malgré toutes les mesures de précautions policières qui leur étaient offertes par le gouverneur, et cela parce que leurs collègues de travail syndicalistes se refusaient à reprendre le travail. Ne pas oublier non plus que les éléments de base socialistes obligèrent l'organe central du Parti « El Socialista » à infliger un démenti au ministre Maura annonçant que tous les postes demeurés vacants à la suite de la grève des téléphonistes allaient être occupés par de nouveaux ouvriers et employés, membres de l'U.G.T. Chez les syndicalistes, comme signe heureux de tolérance, on peut citer le grand discours de Pestagna prononcé à Cordoue, engageant ses camarades d'idées à traiter les ouvriers de l'U.G.T. avec un maximum de cordialité. Plus récemment, des charpentiers syndicalistes de Madrid se présentèrent par inadvertance sur un chantier où leurs collègues socialistes faisaient grève. A peine mis au courant de la situation ils prévinrent l'organisation syndicaliste correspondante qui de suite mit le chantier à l'index et cela en dépit de l'attitude contraire pratiquée par les ugétistes dans la grève du « Linoléum » et des « Tres Aquilas ».

Malheureusement ce ne sont là que des faits isolés et qui ne sont pas caractéristiques de l'attitude des cadres de l'U.G.T. envers les syndicalistes. L'avenir seul montrera si cette situation peut changer. Il y a bien quelques signes de répression contre les socialistes pratiquée par le gouverneur civil de Grenade ; dans cette province, nombre de fonctionnaires syndicaux, de conseillers municipaux, d'instituteurs socialistes furent arrêtés et emprisonnés pour avoir tenté de faire appliquer strictement le décret relatif à la journée de travail. Est-ce là un signe précurseur de réaction préparant doucement le chemin à une dictature Lerroux qui frapperait non seulement les syndicalistes mais aussi les socialistes ? Si, en une telle occurence, la masse de l'U.G.T. venait à se resaisir, l'unité spontanée et provisoire dans l'action se verrait réalisée, et ferait fléchir à nouveau le fléau de la balance du côté de la révolution prolétarienne.

En face de l'U.G.T. se dresse la véritable forteresse ouvrière, la Confédération Nationale du Travail, ou C.N.T., dont il nous faut maintenant examiner l'action.

(*A Suivre*). L. NICOLAS.

La révolte est une folie ! Il est fou de s'insurger contre les puissants du jour qui ont pour eux police, armée, magistrature... Il est fou, pour les ouvriers, de faire grève sans avoir un liard en poche et sans savoir comment ils mangeront demain... Il est fou de propager l'idée de grève générale... Mais ces folies et nombre d'autres qu'il est superflu d'énumérer, sont des folies héroïques et fécondes. C'est à coup de folies de ce genre que s'est réalisée l'évolution humaine.

***

Qu'elle soit nette ou confuse, l'idée dominante dans les Syndicats est que les travailleurs doivent faire leurs affaires eux-mêmes et que l'émancipation sociale ne peut être que leur œuvre.

Emile POUGET.

L'AVENIR DE L'ESPAGNE

LES POSSIBILITES D'UNE ECONOMIE SOCIALISTE

La caractéristique de l'Espagne est d'être un immense plateau inculte et désert entouré d'une bordure littorale cultivée, peuplée, et partiellement industrialisée.

Le plateau, la *Meseta*, comme on le dénomme, ce sont les Castilles, l'Estremadure, etc... : le pays de don Quichotte, des grandes propriétés et des troupeaux de moutons. C'est aussi le pays qui fut le berceau de la monarchie, celui qui, usant de sa position centrale et dominante, parvint toujours, jusqu'ici, à imposer sa domination aux régions littorales.

Les régions littorales, ce sont la Galice, les Asturies, la Biscaye au nord, la Catalogne, Valence à l'est, l'Andalousie au sud. Pays de cultures souvent intensives, pays de jardins. C'est de là que viennent le vin, les oranges et l'huile, les trois grands produits d'exportation de l'agriculture espagnole. Pays minier aussi, avec le charbon en Asturies, le fer en Biscaye, le cuivre en Andalousie. Pays qui regardent vers la mer, et qui regardent dans des directions différentes, sur des *mers différentes*. Les uns vers le Nord sur l'Atlantique, d'autres vers l'Est sur le golfe de Lion, d'autres enfin vers le Sud sur le détroit de Gibraltar. Pays qui sont dès lors sans liens entre eux, sans vie commune, n'ayant pour les unir qu'un grand plateau central — qui est un désert.

De là la tendance incoercible de toutes les provinces littorales à l'autonomie, à l'indépendance : séparatisme galicien, séparatisme basque, séparatisme catalan, séparatisme andalou, tradition républicaine de Valence. Tendance qui jusqu'ici n'a pu être maîtrisée que par la main de fer des seigneurs du plateau, eux profondément centralisateurs, une Espagne unie sous leur joug étant leur seul moyen de vie.

C'est de la transformation du plateau que dépend donc la transformation de l'Espagne. Que le plateau cesse d'être un désert, qu'il devienne un pays doté d'une activité économique propre, fournissant aux régions littorales et recevant d'elles, l'Espagne, alors, deviendra une réalité ; elle cessera d'être autre chose que la simple soumission commune à quelques gueux guerriers.

LA TRANSFORMATION DU PLATEAU

La transformation du plateau central espagnol, par sa mise en culture, est-elle possible ?

C'est une question à laquelle on ne pourrait répondre avec précision qu'après une longue et minutieuse enquête sur place. Le climat est rude, froid en hiver, chaud en été ; le vent règne en maître ; l'eau est assez rare, et les pluies sont loin d'être abondantes. Que la totalité du plateau ne puisse être mise, avec fruit, en culture, cela est certain, mais ce n'est point là chose indispensable. Il suffirait que des parties suffisamment importantes puissent l'être. Or cela semble très possible. C'était là en particulier l'opinion d'Elisée Reclus.

En tout cas, une chose est certaine. Ces terres, dont le rendement sera certainement assez faible, et pour lesquelles il faudra compenser le manque d'eau par la multiplicité des labours (*dry farming*) ne peuvent être cultivées économiquement que par des moyens mécaniques.

Il s'agit d'un plateau, c'est-à-dire de vastes étendues plates où la culture mécanique peut procéder facilement, aussi facilement que dans les prairies de l'Ouest américain. Le Canada, grâce à la culture mécanique, fait du blé au plus bas prix du monde, malgré des rendements moyens qui ne dépassent guère 6 à 7 quintaux à l'hectare ; ce sont des rendements qui ne peuvent pas ne pas être obtenus sur la plus grande partie des plateaux de Castille ou d'Estremadure.

Mais qui peut faire cette culture mécanique ?

Ce ne sont certes par les grands propriétaires actuels, les nobles « hidalgos », rentiers endurcis qui ne voudraient pour rien au monde faire autre chose qu'encaisser des fermages et redevances, dont la modicité est compensée par l'étendue sur laquelle ils les perçoivent.

Ce ne seraient pas davantage les paysans, si on leur partageait les terres. Ils n'en auraient pas les moyens. Ils n'auraient point, chacun en particulier, l'étendue de terre suffisante, ni les outils nécessaires, ni la capacité, car la culture devenue mécanique est un travail industriel, et le travail industriel leur est complètement étranger.

La transformation du plateau ne peut donc être réalisée qu'au moyen d'un immense effort collectif, fournissant gratuitement à des collectivités paysannes, de grands domaines, des instruments de travail et des instructeurs. Ce qui n'est évidemment possible qu'avec une organisation socialiste (1) de la production.

D'autre part, la sécheresse peut, sur ces terres arides, être, en partie, compensée par un emploi intensif des fertilisants.

Je sais que la question des engrais est une chose très complexe, et qu'on est à la veille, peut-être, d'une révolution dans ce domaine. Néanmoins, à l'heure actuelle, on ne connaît encore qu'un moyen certain d'accroître la fertilité des terres, c'est d'y ajouter l'un ou plusieurs des trois grands corps fondamentaux : phosphate, potasse, azote.

Mais pour que cela soit « payant », pour que l'accroissement de récolte dû à l'engrais soit supérieur à ce qu'a coûté l'engrais, il faut que l'engrais soit bon marché.

(1) Je donne naturellement au mot « socialiste » son sens large.

Or, justement, l'Espagne a la bonne fortune de pouvoir se procurer deux au moins des engrais fondamentaux, l'engrais phosphaté et l'engrais potassique, dans de très bonnes conditions.

La fabrication des superphosphates, forme habituelle de l'engrais phosphaté, comporte en effet l'emploi de deux matières qui y jouent un rôle presque aussi important l'une que l'autre : le phosphate naturel et l'acide sulfurique. Or, si l'Espagne est déjà pas mal placée pour le phosphate dont tous les grands gisements de l'ancien monde sont à ses portes (Afrique du Nord et, notamment, Maroc), elle l'est encore mieux pour l'acide sulfurique. L'acide sulfurique est en effet produit en partant de minerais sulfurés naturels dénommés pyrites, dont les plus grands gisements d'Europe se trouvent dans le Sud de l'Espagne (province de Huelva).

En ce qui concerne la potasse, il s'agit d'une chose plus récente. Il y à a peine un couple d'années, on a découvert en Catalogne des gisements de sels potassiques capables de rivaliser avec ceux fameux de l'Alsace et de l'Allemagne centrale, sinon même de les surpasser.

Mais il ne suffit pas que superphosphates et sels potassiques puissent être produits dans le pays même et à très bon marché, c'est-à-dire avec beaucoup moins de travail qu'ailleurs, pour qu'ils n'y soient pas vendus cher. Si les mines de pyrite de Huelva et les mines de potasse de Catalogne restent la propriété de sociétés privées capitalistes, supers et potasse seront en Espagne aussi chers qu'ailleurs, aussi chers que si on devait les faire venir à grands frais de pays éloignés ne possédant que des gisements plus pauvres. Dès lors ils ne pourront jouer leur rôle pour la remise en culture du plateau espagnol.

L'engrais bon marché, indispensable pour la transformation du désert de la Meseta, peut être produit en Espagne, mais il ne sera bon marché qu'après l'élimination du profit capitaliste par la socialisation des mines et de leurs usines. Pour cette seconde raison l'instauration d'un régime socialiste (1) est la condition *sine qua non* de la création d'une Espagne unie.

L'UTILISATION DES RICHESSES DU LITTORAL

Bien entendu, même avec un régime socialiste, la mise en valeur du plateau espagnol reste une œuvre immense.

Une œuvre qui demandera notamment un outillage considérable.

Il faudra des charrues, des tracteurs, des moissonneuses-batteuses par dizaines ou centaines de mille ; il faudra des bâtiments, des routes, des écoles, etc., etc...

Il faudra donc acheter à l'étranger, qu'on y achète directement les produits dont on aura besoin, ou ceux qui seront nécessaires à l'équipement et au fonctionnement des fabriques nationales qui les produiront. Aucun pays, pas plus l'Espagne que tout autre, ne peut se bercer de l'illusion qu'il peut tirer tout de son propre sol, qu'il n'a besoin de rien d'étranger.

Donc, une Espagne socialiste devra acheter à l'étranger, même à l'étranger capitaliste. Il lui faudra, bon gré mal gré, commercer avec le monde capitaliste. Or, la règle des échanges en société capitaliste c'est « donnant, donnant ». Pour obtenir de l'étranger les moyens de production qui lui seront nécessaires, l'Espagne devra fournir en échanger d'autres marchandises.

Ces marchandises, ce sont les régions littorales qui les fourniront. La région côtière est dès maintenant largement exportatrice. Elle produit beaucoup plus de vin, d'huile, d'oranges, de minerais de fer et de cuivre que ce dont l'Espagne a besoin.

Comment s'y pose le problème d'une organisation socialiste de la production ?

La culture qui y prédomine est la culture intensive. Les « huertas » (vastes jardins irrigués) en sont la caractéristique. Il en résulte que la politique agraire à y suivre ne sera peut-être pas la même que sur le plateau. Alors que sur les vastes et pauvres plaines du plateau le travail collectif est peu coûteux et le seul payant, il se peut que dans les jardins il n'en soit pas de même. Les Soviets ont, il est vrai, pratiqué la collectivisation au Turkestan, région où il s'agit aussi de culture intensive et irriguée, et ils prétendent que, contrairement à ce que certains prédisaient, la collectivisation y a réussi aussi bien, sinon mieux, que sur les terres à culture extensive de la Volga. C'est là un fait qui mériterait confirmation. Pour le moins, une grande prudence semble devoir s'imposer dans la socialisation des terres sur lesquelles se pratique la culture intensive, base de la richesse agricole actuelle de l'Espagne.Tout en y débarrassant le cultivateur du capitaliste, en le libérant des fermages et autres redevances qu'il doit payer à son propriétaire, et en lui interdisant du même coup l'emploi du travail salarié, il se peut qu'il y ait intérêt à y maintenir, momentanément du moins, la possession individuelle, le travail « artisanal ».

Quant à l'industrie, on sait que, sauf en Catalogne, elle est à peu près inexistante.

Il y a en Espagne beaucoup de mines. Au point de vue des mines métalliques, l'Espagne est même le plus riche des pays miniers d'Europe, mais, une fois extraits, les minerais sont envoyés tels quels, ou après, tout au plus, une préparation élémentaire, en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, où ils sont traités, raffinés et travaillés. C'est le cas pour les riches minerais de fer de Bilbao au nord et ceux de la Sierra Nevada au sud, c'est le cas pour les importants minerais de cuivre de la province de Huelva, c'est le cas pour le plomb de la région de Linarès, etc... Pas d'industrie lourde, pas ou peu (sauf en Catalogne) d'industrie de transformation.

Ce qui apparaît à première vue comme la cause de cette situation, c'est, comme en Italie, le manque de charbon, le charbon « pain de l'industrie ».

---

(1) Ne pas confondre *régime socialiste* avec *gouvernement social-démocrate*, ce sont deux choses entièrement opposées.

L'Espagne ne possède en effet qu'un bassin houiller pauvre et ne contenant qu'un charbon de mauvaise qualité, le bassin des Asturies. Néanmoins, la position de l'Espagne est bien meilleure que celle de l'Italie. Celle-ci a en effet son industrie concentrée dans le nord, Piémont et Lombardie, c'est-à-dire dans une région continentale, loin de la mer ; le charbon étranger ne peut y parvenir qu'après un long parcours en chemin de fer, donc il est cher. En Espagne, au contraire, où toute l'activité économique et les principales richesses minières sont disposées sur le littoral, où l'industrie existante s'est installée et ne peut se développer que sur le littoral, l'industrie peut recevoir le charbon étranger à très bas prix. L'Angleterre peut livrer à l'Espagne autant de charbon que celle-ci aura besoin, de l'excellent charbon à bas prix, à plus bas prix que celui que paient la plupart des usines de pays continentaux comme la France et l'Allemagne qui disposent pourtant de bassins houillers sur leurs propres territoires.

Mais à une condition : c'est que l'Espagne veuille bien acheter son charbon à l'étranger. Or, précisément, cela n'a guère été le cas jusqu'à présent. Pour permettre aux propriétaires des mines asturiennes de faire des bénéfices, les gouvernements espagnols ont mis des barrières à l'entrée du charbon étranger. Obligée dès lors de payer son charbon très cher, l'industrie espagnole a été frappée de paralysie.

Ce serait, à mon sens, une erreur très grave pour un régime socialiste de suivre les mêmes errements. Il est absurde de vouloir, à toute force, employer le produit de son sol — surtout lorsqu'il s'agit d'un produit aussi essentiel que le charbon — alors que ce produit ne peut être obtenu sur le sol national qu'avec grandes difficultés, moyennant un gros travail, tandis qu'à l'étranger le même produit est obtenu avec un moindre travail.

Il faut avoir le courage de le dire : le bassin des Asturies est à sacrifier. Certes ! je sais ce qu'en régime capitaliste cela signifierait pour les milliers de mineurs qui y sont employés : être jetés à la rue et réduits à crever de faim. Mais le propre d'un régime socialiste est précisément de ne pas faire supporter aux individus les conséquences des nécessités économiques. Les frais de retraites, de transplantation et de réapprentissage des mineurs que la fermeture des mines libèrera, seront infiniment moins onéreux que le travail supplémentaire qu'il faudrait indéfiniment dépenser dans ces mines par rapport au travail que pour un même nombre de calories il faut dépenser dans les mines étrangères.

L'Espagne peut donc, à condition de sacrifier ses charbonnages, plus exactement ses similicharbonnages, avoir du charbon dans de bonnes conditions.

Ces conditions suffiront-elles cependant pour permettre à l'Espagne de créer, avec l'aide de ses minerais, une industrie lourde ? La réponse me semble devoir être réservée, car elle dépend essentiellement de l'état actuel des mines métalliques espagnoles, du tonnage et de la teneur des minerais qui y sont encore.

Par contre, ce qui est certain, c'est que sur tout l'immense littoral de l'Espagne il peut se créer, avec le charbon de l'étranger, une importante industrie de transformation. Cela suffira pour faire de l'Espagne un pays industriel. On peut être un pays industriel sans posséder d'industrie lourde, de même que sans posséder de charbon. La Suisse, qui n'a pas d'industrie lourde, qui n'a pas de charbon, qui, pays essentiellement continental, ne peut se procurer le charbon étranger que dans de fort mauvaises conditions en est un remarquable exemple : par rapport à son étendue et à sa population elle est un des pays les plus industriels. De même la Suède qui, cependant, ne possède pas de grands bassins houillers.

Mais, pour cela, une condition est nécessaire : il faut avoir une industrie de *qualité*. Il faut, comme la Suisse et comme la Suède, produire à peu près exclusivement des produits de qualité supérieure, produire ce qui ne se trouve pas ailleurs.

Sur le littoral espagnol peut se créer toute une industrie exportatrice de produits de qualité, capable d'apporter son concours à la culture pour fournir à l'étranger la contre-partie de ce qu'il sera nécessaire de lui demander pour la mise en valeur du plateau.

LA PAROLE EST A LA C.N.T.

En résumé, l'Espagne est, comme l'était la Russie tsariste, un pays en retard ; son développement économique retarde considérablement sur celui des grandes nations capitalistes. Tout comme pour la Russie, ce retard ne peut être rattrapé par les voies capitalistes ; il ne peut l'être qu'au moyen d'une économie socialiste. C'est là un atout de premier ordre pour un régime socialiste.

En second lieu l'Espagne n'a point à craindre d'être isolée. Si, sur ce point, le problème se pose d'une manière assez différente pour elle que pour la Russie, si elle n'a pas, comme cette dernière, un immense territoire contenant à profusion des richesses naturelles, elle n'en a pas moins, grâce au climat remarquable d'une partie de son littoral et au grand développement de celui-ci qui lui permet de s'approvisionner à bon compte à l'étranger, les moyens d'obliger les autres pays, même capitalistes, à traiter avec elle et à lui fournir ce dont elle aura besoin. Le blocus de l'Espagne n'est pas plus possible que ne le fut celui de l'U.R.S.S.

La voie est donc grande ouverte pour la classe ouvrière espagnole. Elle doit se persuader qu'elle seule pourra redonner à l'Espagne vie et grandeur. Les perspectives sont claires, mais la lutte, bien entendu, est rude ; il faut avoir l'audace de s'y engager. La parole est à la C.N.T.

R. LOUZON.

AVANT LE CONGRÈS DE LA C.G.T.U.

REPONSE A LOSOVSKI

La C.G.T.U. aura près de dix années d'existence quand son congrès va se réunir le mois prochain. C'est en effet vers la fin de 1921 que les délégués de plus de 1500 syndicats confédérés se réunirent à la Grange-aux-Belles et donnèrent naissance à la Confédération Générale du Travail Unitaire, après avoir tenté une dernière fois de faire revenir la direction confédérale « régulière » sur les nombreuses exclusions de syndicats révolutionnaires prononcées dans plusieurs fédérations d'industrie.

Aux 1500 syndicats réguliers sont immédiatement venus s'ajouter les minorités révolutionnaires des syndicats réformistes, et, du jour au lendemain, la G.G.T.U. acquit une force qui laissait loin derrière elle la C.G.T., avec ses cadres à peu près intacts, mais des troupes extrêmement clairsemées.

Plus de 500.000 travailleurs avaient rejoint la C.G.T.U.; moins de 300.000 étaient restés à la C.G.T. Et c'étaient les éléments les plus combatifs, les plus allants, les plus jeunes qui formaient la nouvelle C.G.T., force montante qui pouvait sérieusement inquiéter la bourgeoisie.

Hélas ! la C.G.T.U. fut, dès ses premiers pas, tourmentée, déchirée par des luttes internes qui ont compromis son développement. Sa direction provisoire — sous le couvert du syndicalisme pur — voulut donner à la C.G.T.U. un caractère de secte anarchiste. Cette tentative échoua et la plupart de ceux qui l'avaient tentée ont peu à peu quitté l'organisation dont la direction leur échappait, montrant par là combien peu ils étaient syndicalistes.

Mais ce que les anarchistes n'ont pas réussi, les communistes, eux, l'ont réalisé. Ils ne se sont pas contentés d'avoir la direction de l'organisation, ils ont tenu à en faire la chose du parti ou plutôt la chose de l'Internationale Communiste.

Car en réalité, ce n'est pas le Parti Communiste français qui joue le rôle de fraction dirigeante, c'est l'Internationale communiste. C'est elle qui commande, c'est elle qui dirige... et c'est elle qui conduit à la catastrophe ! C'est sa politique à elle qui a fait perdre à la C.G.T.U. la moitié de ses effectifs, car les dirigeants français, que ce soit ceux du parti ou de la C.G.T.U., ont complètement abdiqué devant les chefs de l'I.C., lesquels ont certainement beaucoup à nous apprendre sur la façon de conduire une insurrection, mais ne sont nullement qualifiés pour diriger le mouvement syndical international.

Quelle est en effet leur expérience dans ce domaine ? Infiniment moins riche à coup sûr que celle des militants de n'importe quel pays capitaliste !

Avant la révolution, les syndicats russes étaient peu nombreux et les bolcheviks n'y jouaient pas un rôle prépondérant.

Aujourd'hui, les syndicats russes sont extrêmement nombreux et puissants, mais leur rôle est totalement différent des nôtres. Là-bas les syndicats sont chargés de développer la production, d'aider à la bonne organisation du travail, de concilier les intérêts des travailleurs avec les besoins de l'économie nationale, etc., non de combattre.

C'est parce qu'ils dirigent notre C.G.T.U., en lui imposant leurs théories et leurs préjugés, c'est parce qu'ils s'efforcent constamment de lui appliquer des méthodes qui ne lui conviennent pas que les militants russes affaiblissent le mouvement révolutionnaire qu'ils se sont donné pour tâche de renforcer.

Ils sont assez clairvoyants pour discerner le mal. Nous voudrions les aider à en trouver la cause.

LE CRI D'ALARME

De Moscou même est venu un cri d'alarme : devant une délégation de la C.G.T.U., Losovski a tracé le plus sombre tableau de notre centrale syndicale, au point que des camarades furent fondés à parler du « discours minoritaire » du secrétaire de l'I.S.R.

Puis arriva l'invitation aux fédérations minoritaires ; les minoritaires que l'on affectait de traiter par le mépris, étaient pour la première fois invités à venir s'expliquer devant le Bureau de l'I.S.R.

Les fédérations minoritaires de l'Alimentation, des Ports et Docks, ainsi que l'Union des Cheminots du réseau de l'Etat avaient envoyé des délégués. La fédération de l'Enseignement, également invitée, ne put se faire représenter à Moscou faute de passeports.

Devant l'Exécutif de l'I.S.R., nos camarades Engler, Boville et Rambaud ont présenté des rapports tout à fait remarquables — publiés par le « Cri du Peuple » — sur la situation respective de leurs organisations. « L'Humanité », qui ne tient pas à fournir à ses lecteurs les moyens de se faire une opinion, s'est contentée de publier la résolution de clôture condamnant les minoritaires, et le discours de Losovski, reprenant contre la minorité toutes les attaques que nous avons l'habitude de lire dans la presse bolchevique.

Il nous faut l'avouer : Nous attendions mieux des débats devant l'I.S.R. Nous pensions que, du moment que l'on se rendait compte dans quelle situation désastreuse on avait conduit notre C.G.T.U., on allait enfin changer de méthode, que la majorité modifierait son attitude à notre égard, et que l'I.S.R. renoncerait à son ambition de contraindre le syndicalisme français à une homogénéité bolchevique impossible, à admettre par conséquent au sein de la C.G.T.U. l'existence d'autres courants ouvriers que celui représenté par le parti communiste.

Nous nous sommes trompés. Les « grands révolutionnaires » qui dirigent l'I.S.R. ne sont pas capables de se hausser à une véritable conception de classe ; ils placent l'intérêt de leur tendance au-dessus de l'intérêt du prolétariat. Ils préfèrent affaiblir et diviser nos organisations syndicales plutôt que de permettre à d'autres conceptions que les leurs de s'y exprimer et de s'y développer.

Peut-être qu'à Moscou on ne s'attendait pas à voir les délégués de la minorité s'en prendre aux dirigeants de l'I.S.R. eux-mêmes. Si nos camarades s'étaient contentés de dénoncer les fautes, les maladresses des exécutants en France, si eux aussi avaient dit : « c'est l'aiguilleur qui a tort », on aurait peut-être cherché un terrain d'entente ; on aurait alors avoué que les minoritaires avaient été calomniés, que leurs actes, leurs paroles avaient été déformées et qu'à tout prendre, malgré leurs divergences d'opinion, ils peuvent rendre à la classe ouvrière infiniment plus de services que beaucoup de chefs parfaitement dans la ligne, mais aussi parfaitement incapables.

Mais voilà ! Nos camarades n'ont pas craint de dire que la direction de l'I.S.R. était à l'origine du mal dont souffre notre mouvement syndical.

Cela, les partisans de l' « autocritique » pour les autres ne peuvent l'entendre. Ils sont là pour donner des leçons, et non pour en recevoir. Ils sont trop habitués à distribuer des semonces à des élèves obéissants et respectueux, pour ne pas considérer ceux qui viennent déranger l'ordre et la hiérarchie établis comme d'affreux contre-révolutionnaires.

Vous pouvez en effet reprendre toute l'abondante littérature répandue par l'I.S.R. depuis dix ans. Vous trouverez toutes sortes de reproches contre les militants des syndicats de tous les pays, mais jamais la moindre critique à l'égard de chefs de l'I. S. R.

QUI EST LOSOVSKI ?

Losovski, qui préside aux destinées de l'I.S.R. depuis sa création, est placé très haut dans l'esprit des militants français ; il passe à leurs yeux pour un des chefs clairvoyants et courageux qui ont conduit le prolétariat russe à la lutte et à la victoire. Monmousseau nous dira que son autorité « s'est forgée au cours de 25 années de lutte révolutionnaire au travers de la guerre civile et de toute l'expérience de la révolution d'octobre 1917 » et qu'il représente « l'admirable combativité du prolétariat russe ».

Nous allons peut-être aggraver le crime commis par le « Cri du Peuple », qui a reproduit l'appréciation de Trotsky sur le secrétaire général de l'I. S.R., mais nous tenons à dire deux choses :

D'abord qu'il est d'autres militants de Russie et d'ailleurs « dont l'autorité s'est forgée au cours de nombreuses années de lutte révolutionnaire » et qui incarnent la combativité du prolétariat russe, que Monmousseau traite avec beaucoup moins de déférence ;

Ensuite que Losovski n'est nullement qualifié pour représenter « l'admirable combativité du prolétariat russe, en octobre 1917 », car si le prolétariat russe n'avait eu que des Losovski pour le servir, sa révolution aurait pris un tout autre chemin, et l'Union Soviétique serait encore dans les limbes.

Quelle a été en effet l'attitude de Losovski pendant la révolution d'octobre 1917 ?

Si nous nous en reportons au livre de John Reed : « Dix jours qui ébranlèrent le monde » — lequel, d'après Lénine, donne « un tableau exact et extraordinairement vivant » de ces journées historiques, voici ce que nous apprenons :

Le 10 novembre 1917, au moment où Pétrograd était menacé par les troupes de Kerenski et de Kornilov, au moment où toutes les forces révolutionnaires étaient tendues pour la défense de la capitale menacée, au moment où Trotsky organisait de toutes pièces la défense de la ville en envoyant des ouvriers creuser des tranchées, élever des barricades et poser des fils barbelés, au moment où on s'efforçait de rassembler toutes les forces révolutionnaires, où la moindre défection, le moindre découragement pouvaient avoir les effets les plus graves, Losovski, lui, n'avait pas confiance dans « l'admirable combativité du prolétariat russe » et donnait libre cours à son pessimisme : **« Quelles chances avons-nous ? disait-il, nous sommes seuls... Une cohue impuissante contre des troupes entraînées ! »**

La « cohue impuissante » est parvenue quand même à refouler les armées bourgeoises.

Lénine prit alors un certain nombre de mesures pour consolider le pouvoir du prolétariat, parmi lesquelles la confiscation des imprimeries et l'interdiction des journaux bourgeois.

Nous voyons alors Losovski se joindre à la coalition dressée contre Lénine pour tenter d'arracher la liberté de la presse en faveur des ennemis du régime et protester contre la répression politique exercée par les bolcheviks.

Oui, en pleine guerre civile, le « bolchevik » Losovski déclarait qu'il lui était « impossible de voter une restriction quelconque de la liberté de la presse », ce qui signifiait qu'il fallait restituer aux capitalistes les imprimeries et le papier, qui leur avaient été confisqués, pour leur permettre de continuer à empoisonner l'esprit public.

C'était, comme le marqua avec force Trotsky, «une capitulation devant la volonté du capital, l'abandon d'une des positions les plus importantes de la Révolution ouvrière et paysanne, en un mot, une mesure incontestablement contre-révolutionnaire ».

Au vote, le bloc des S.R. de gauche auxquels s'étaient joints Losovski et quelques autres, fut battu, et la résolution de Lénine triompha par 34 voix contre 24.

Mais la lutte ne se borna pas au vote d'une résolution. Ceux qui avaient été battus avec Losovski abandonnèrent les postes qui leur étaient confiés en déclarant : « Nous ne pouvons pas accepter la politique désastreuse du Comité central, politique menée contre la grosse majorité du prolétariat et des soldats ».

Le pays tout entier se souleva alors contre les « déserteurs », les « hommes de peu de foi » qui capitulaient ainsi devant la bourgeoisie. Et, « plusieurs jours durant, Smolni fut inondé de délégations et de comités qui venaient dire l'indignation du front, de la Volga, des usines de Petrograd... »

Voilà donc, ce que fut, d'après un témoin impartial, le rôle de Losovski pendant les journées d'octobre.

Le jugement de Trotsky, donné par le « Cri du Peuple » du 2 septembre, ne fait que confirmer et compléter le témoignage de John Reed.

« Losovski — nous dit le grand révolutionnaire proscrit du pays de la révolution — fut toujours un droitier, défendant le longuettisme en France et la

démocratie petite bourgeoise en Russie. Il polémique contre la Révolution d'octobre, contre la terreur rouge, contre la guerre civile... »

Voici d'ailleurs un échantillon de la prose de Losovski, parue en **décembre 1917,** que Digat vient de reproduire. Elle nous montre le secrétaire de l'I.S.R. essayant de dresser les syndicats contre la révolution et défendant (qui l'eût cru ?) ...l'indépendance syndicale !

« La censure préventive, écrivait Losovski, la suppression des journaux, l'abolition de la liberté d'agitation pour les partis socialistes et *démocratiques*, toutes ces mesures ne peuvent pas être approuvées par les syndicats. Les syndicats doivent aussi protester contre les arrestations des minimalistes et des socialistes révolutionnaires pour la propagande qu'ils mènent parmi les ouvriers ; ils doivent protester contre les perquisitions dans les cercles. On ne peut pas résoudre toutes les questions sociales à l'aide des baïonnettes des gardes rouges.

« Pendant des années et des dizaines d'années, nous devrons mener la lutte pour le socialisme, et c'est pourquoi l'existence indépendante des syndicats ouvriers est une nécessité absolue. »

Ces quelques citations nous permettent de discuter les actes et les paroles du secrétaire de l'I.S.R. sans voir cette discussion faussée par le poids d'une autorité usurpée.

Ceci dit, examinons les deux discours qu'il vient de consacrer au mouvement syndical français.

Le premier discours de Losovski

Dans le premier de ces discours, prononcé en juin, les dirigeants de la C.G.T.U. sont secoués d'importance : ils disent toujours « Amen » lorsqu'ils sont à Moscou, mais ne remplissent jamais bien leurs engagements quand ils retournent à Paris.

« Quand nos camarades viennent à Moscou, dit Losovski, ils raisonnent fort bien, ils font de l'autocritique, ils reconnaissent leurs faiblesses, et souvent même plus qu'il ne faudrait. Mais à mesure qu'ils s'éloignent de Moscou pour se rapprocher de Paris... il semble qu'on ne s'entend plus. »

Ça ne peut pas continuer ainsi :

« C'est pourquoi il faut tâcher que l'autocritique exprimée par vous ici ne reste pas à Moscou, mais qu'elle soit transportée devant la C.G.T.U. et posée devant tous les membres du mouvement syndical unitaire, devant tous les ouvriers. »

Car Losovsky en a assez de voir ses subordonnés reconnaître toutes les fautes qu'il leur demande, et même plus qu'il ne leur en demande puisque « les faiblesses mille fois signalées se renouvellent quand même d'une façon systématique... et se répètent aussi régulièrement que la haute et la basse marée de l'Océan » !

Losovski pose cette question : Le mouvement syndical unitaire s'est-il développé, a-t-il progressé depuis le Ve Congrès de l'I.S.R. ? Et il répond : Non, il s'est développé à rebours. Les ouvriers ne viennent pas dans nos organisations et, ce qui est plus grave, une certaine partie d'entre eux s'en éloignent.

Parce que « nos syndicats font tout leur possible pour que dans la tête de chaque ouvrier l'organisation syndicale soit identifiée avec l'organisation du parti communiste ».

Parce que l'on oublie que « le syndicat est une organisation qui n'a sa raison d'être que si, dans son action de tous les jours, dans ses méthodes de travail, il se distingue de l'organisation politique de la classe ouvrière. »

Parce que « les grèves sont très mal organisées et très mal conduites ».

Parce que l'on ne sait pas « faire comprendre à chaque ouvrier quand, comment, en quoi les réformistes trahissent la grève ».

Parce que « l'on présente des revendications toute faites, rédigées dans le bureau d'une fédération et tombant à l'improviste sur la tête des ouvriers ».

Parce que « la C.G.T.U. n'a pas su défendre l'unité ».

Parce qu' « il n'y a pas chez nous de véritable démocratie syndicale ».

Parce que « le mouvement français est trop rectiligne, et ne sait pas s'adapter à la situation actuelle ».

Nous n'allons pas prendre ici la défense des dirigeants confédéraux puisqu'eux-mêmes — à l'instar des ingénieurs du parti industriel ou du professeur Moulin — reconnaissent tout ce dont on les accuse !

Mais examinons les fautes relevées, et voyons si les principaux responsables sont les exécutants de Paris ou les chefs de Moscou ?

Deux fautes capitales

Le syndicalisme unitaire « se développe à rebours » ? Depuis quand ? Depuis qu'il est devenu la chose du Parti communiste. Depuis que la mise en application du « rôle dirigeant » a fait commettre aux syndicats bêtises sur bêtises : grèves aventureuses, grèves générales loupées, grèves corporatives artificielles, grèves sabotées par la politisation, etc... et l'impossibilité de s'opposer à ces bêtises sans se faire injurier, et traiter d'agent de la bourgeoisie !

Deux fautes capitales ont donné une allure catastrophique à ce « développement à rebours » de nos syndicats : l'abandon par l'I.S.R. de l'unité syndicale à son congrès de 1928 ; la proclamation du rôle dirigeant au congrès confédéral de 1929.

Or, ces deux fautes capitales ont été commises sur l'ordre de Moscou ! Et la plupart des fautes que dénonce Losovski découlent directement de ces deux décisions, qui n'ont pas seulement fait fuir les syndiqués par centaines de mille, mais ont de plus défiguré notre mouvement syndical et désaxé les militants désireux de demeurer dans la ligne, parce qu'ils confondent la soumission aux chefs de l'I. C. et de l'I.S.R. avec l'attachement à la révolution russe.

Nos syndicats, dit Losovski, font tout leur possible pour que dans l'esprit de chaque ouvrier le syndicat soit identifié avec le parti. A qui la faute ? N'est-ce pas l'I.S.R. qui faisait les recommandations suivantes dans son message au congrès de 1929 : « Vous devez plus que jamais raffermir les liens qui se sont établis au cours des luttes de la période écoulée entre les syndicats unitaires et le parti communiste. »

Les syndicats ont leur action, leur méthode qui se distingue de celles du parti ? Il ne fallait alors pas pousser à la « politisation » des grèves en envoyant des députés y palabrer Il ne fallait pas mêler les syndicats aux campagnes électorales du parti.

Des grèves sabotées

Les grèves sont mal organisées, mal conduites ? C'est parce que les militants n'ont pas la liberté de les organiser, de les conduire comme ils l'entendent. Les méthodes de commandement de l'I.S.R. font que chaque militant soucieux de sa réputation révolutionnaire, applique, tel un automate, les méthodes fixées par l'I.S.R. Il doit, dans chaque grève, faire de la grande politique, parler de la Chine et de l'U.R.S.S., parler de crise et de rationalisation, de dangers de guerre, dénoncer les minoritaires, même s'ils sont absents, condamner les réformistes, même s'ils n'ont pas encore mérité de reproche. Il se croit obligé de faire de la surenchère, sans attacher autrement d'importance au succès des revendications, heureux et satisfait s'il a pu enregistrer la constitution d'un comité de luttes, qui disparait huit jours après, et l'adhésion d'une douzaine de confédérés, que l'on ne revoit plus après la grève.

On ne sait pas faire comprendre aux ouvriers en quoi les réformistes trahissent la grève ? Parbleu ! Lorsque Losovski dit : « Il est certain qu'ils trahiront », à quoi bon se fatiguer les méninges ? On est sûr de ne pas se tromper en répétant du 1er janvier à la saint Sylvestre que tous les réformistes sont des traîtres !

Le système de revendications toutes faites, non soumises préalablement aux ouvriers ? Cela découle aussi du centralisme de l'I.S.R. Les dirigeants des syndicats ne se mettent pas à la remorque des ouvriers, ils sont là pour les diriger ! Comme la direction de l'I.S.R. dirige les syndicats affiliés, au lieu d'être dirigée par eux !

L'I. S. R. contre l'unité

La C.G.T.U. n'a pas su défendre l'unité syndicale? Il faudrait reconnaître que cela lui est extrêmement difficile si elle veut demeurer dans la ligne de l'I. S. R. !

C'est l'I.S.R. en effet, qui, depuis son IVe Congrès, a fabriqué toute une théorie de la scission ; elle a fait dire en France que l'unité était impossible ; elle a reproché à ses partisans dans les pays où l'unité existe d'avoir peur de la scission ; elle a fait briser l'unité dans plusieurs organisations allemandes ; elle a préconisé la « direction autonome des grèves ».

Elle a même fait pire : Dans son message au dernier congrès de la C.G.T.U., en 1929, elle conseillait d'étendre la lutte jusqu'aux militants de base dans les usines. **« Il s'agit d'appliquer à leur égard la même tactique qu'à l'égard des fascistes et des jaunes, en exigeant qu'ils soient boycottés, expulsés, hors des entreprises, etc. »**

Et au dernier congrès de l'I.S.R. en 1930, Losovski récidivait en préconisant la constitution de groupes d'auto-défense pour lutter contre « la police, les fascistes et les **social-fascistes. »**

Je vous le demande, comment voulez-vous que la C.G.T.U. sache défendre l'unité avec des ouvriers qu'on lui recommande de boycotter, d'expulser hors des entreprises et qu'on assimile aux flics et aux fascistes !

Non, si la C.G.T.U. n'a pas su défendre l'unité, c'est parce qu'elle s'est confinée à la politique de l'I.S.R., et lorsque Monmousseau a écrit sa phrase fameuse : « C. G. T. unique, C. G. T. de trahison », il était tout à fait dans la ligne des deux derniers congrès de l'I.S.R.

« Démocratie à rebours »

Il n'y a pas dans la C.G.T.U. de véritable démocratie syndicale ? Mais à l'I.S.R., y en a-t-il davantage ? Et n'est-ce pas la conception centraliste de l'I.S.R. qui s'oppose à une véritable démocratie syndicale ? Du haut en bas de l'échelle ne voyons-nous pas les « chefs » hiérarchiques censurer l'action de leurs subordonnés, leur distribuant des ordres, au lieu de soumettre leur propre activité au jugement de leurs mandants ! Du moment que ce sont les chefs qui dirigent, à quoi bon demander l'avis à ceux qui seront contraints d'obéir ? Et les militants majoritaires français semblent très bien s'arranger de cette démocratie à rebours.

Un exemple frappant : A la veille du dernier Congrès de l'I.S.R., la C.G.T.U. a mené une agitation intense pour la préparation du Congrès.

En quoi pensez-vous qu'a consisté la préparation de ces « assises mondiales » ? Reprenez les articles et discours prononcés ; vous trouverez dans tous l'affirmation que les perspectives tracées précédemment étaient justes, que le mouvement français avait mal appliqué la décision du IVe Congrès et qu'il fallait s'y prendre mieux pour appliquer celles du Ve Congrès... dont personne ne se souciait même de connaître l'ordre du jour. Il ne venait à l'esprit d'aucun délégué ni la pensée d'avoir à examiner une gestion, ni le souci d'élaborer des décisions qu'on se propose seulement d'appliquer...

Les représentants de notre C.G.T.U. n'auraient jamais cette pensée sacrilège de discuter l'attitude des dirigeants de l'I.S.R. et, encore moins de participer à l'élaboration d'un programme.

Eh ! bien, ceux qui sont trop respectueux de la hiérarchie pour se dresser à l'I.S.R. contre Losovski, jouent ici aux Losovski en commandant aux syndicats et aux syndiqués, au lieu d'être commandés par eux.

Et de même, pourquoi « le trait le plus caractéristique et le plus dangereux du mouvement français, est d'être rectiligne » ? Pourquoi les militants français se comportent-ils de façon identique ? Pourquoi manquent-ils de « souplesse révolutionnaire » ? C'est encore, c'est toujours par souci de demeurer dans la ligne. Pour ne pas être accusés de direction gauchiste ou opportuniste les militants communistes se dépouillent de toute originalité, de toute personnalité, et là est la cause de leurs faiblesses et de leur incapacité. Si ces militants redevenaient eux-mêmes, s'ils agissaient chacun selon les méthodes qui lui apparaissent les meilleures, nul doute que les résultats aussi seraient meilleurs.

D'ailleurs le mal est-il limité à la France ? Est-ce seulement ici que l'influence de l'I.S.R. est en recul ? Non pas. C'est partout que l'I.S.R. perd du terrain au bénéfice du réformisme.

Et si l'on veut que cela change, il faut renoncer à vouloir faire du mouvement syndical révolutionnaire un mouvement purement bolchevick.

Le second discours

Losovski voudrait bien nous voir hors de l'I.S.R. — et cela aussi indique pourquoi ses partisans en France ne savent pas lutter pour l'unité syndicale. Visiblement, il n'est pas satisfait par les réponses des délégués minoritaires, qui déclarent, unanimement : « Oui, nous sommes membres de l'I.S.R. et entendons le demeurer ». Il dresse alors la somme des désaccords, pour aboutir à cette conclusion : « Il n'y a rien de commun entre nous ; il faut par conséquent nous séparer. »

S'il faut se séparer chaque fois que l'on n'est pas d'accord, alors il faut dire clairement qu'on ne veut pas d'organisation syndicale de masse, groupant tous les ouvriers, quelle que soit leur conception ; il faut dire que les révolutionnaires ont eu tort en France de lutter en 1921 contre la scission ; il faut dire aux communistes allemands et anglais qu'ils n'ont rien à faire dans les syndicats réformistes.

Non, camarade Losovski, il vous faut apprendre ou réapprendre à distinguer vous-même entre syndicat et parti. S'il est normal que les membres d'un parti s'unissent autour d'un programme, les syndicats, eux, n'ont pas besoin de cet aimant artificiel ; tous les exploités, qui veulent défendre leurs intérêts, y ont tout naturellement leur place, quelle que soit leur conception. Par conséquent, nous pouvons être en désaccord avec la direction de l'I.S.R. sans que cela puisse motiver la question : « Etes-vous membres de l'I.S.R. ? »

NOS DESACCORDS

Losovski a dressé une liste de nos désaccords. Nous allons la reproduire telle quelle.

Nous sommes en désaccord, dit Losovski :

1. *Sur l'appréciation de la situation du capitalisme international et français.*
2. *Sur la question de savoir s'il y a une radicalisation de la classe ouvrière et sur les causes et les indices de la radicalisation.*
3. *Sur la question des relations réciproques entre l'économique et le politique ; sur les relations entre les syndicats et le Parti Communiste.*
4. *Sur les formes et méthodes de lutte pour l'unité syndicale, et sur la question de savoir ce qu'est l'unité de la classe ouvrière et quelles fins elle doit servir et comment.*
5. *Sur l'attitude à observer contre le réformisme et les organisations politiques et syndicales réformistes.*
6. *Sur la tactique des grèves et sur les devoirs des syndicats révolutionnaires à l'égard du mouvement gréviste dans les autres industries et dans les autres pays.*
7. *Sur la structure, la vie intérieure et le travail quotidien des syndicats, car nous interprétons la démocratie syndicale dans un sens révolutionnaire, et vous autres, dans un sens réformiste.*
8. *Sur les rapports entre l'organisation centrale et les organisations locales et dans la question de savoir comment redresser la ligne, si c'est nécessaire.*
9. *Sur la question de savoir si la guerre est proche et comment, quand, par quelles méthodes, l'Internationale révolutionnaire et ses sections doivent lutter contre la guerre.*
10. *Sur la question des relations entre l'Internationale et ses sections et les organisations locales de celles-ci.*
11. *Nous sommes en désaccord avec vous sur la question de savoir* qui vous êtes.
12. *Nous sommes en désaccord avec vous sur la question de savoir* où vous allez.

La situation du capitalisme

L'appréciation de la situation du capitalisme prend vraiment une importance démesurée chez nos camarades russes. Ils apportent constamment des thèses massives sur l'état du capitalisme et concluent chaque fois par l'annonce de bouleversements... qui tardent à se réaliser ! « L'ère de la prise du pouvoir est ouverte », nous dit-on un jour ; le lendemain, c'est le fascisme qui est là, ou la guerre qui est imminente...

Il nous faut avouer que nous sommes loin de posséder les connaissances générales permettant de définir avec certitude l'état du capitalisme mondial à une époque déterminée. Nous voudrions bien croire qu'il existe beaucoup de militants ouvriers capables de posséder cette science, mais nous plaignons sincèrement ceux qui osent se prononcer sur un pareil problème en s'abreuvent uniquement aux sources du journal l' « Humanité »...

Avec nos connaissances fragmentaires, avec notre expérience de la lutte des classes, nous avons émis, quelques appréciations qui ne cadrent pas avec les pronostics changeants des bolcheviks.

Au Congrès confédéral de 1929, Chambelland avait déclaré que le capitalisme aurait pu trébucher après la guerre, mais qu'il s'était consolidé depuis, qu'il n'est pas au bout de son rouleau et qu'il a encore de nombreuses années à vivre. « Nous sommes, disait-il, dans une période qui va se continuer pendant 20 ou 30 ans. »

On a beaucoup exploité contre nous les formules de Chambelland. Et l'on s'est efforcé de faire oublier qu'en face de lui il y avait les déclarations de la majorité confédérale et de l'I.S.R. affirmant que le capitalisme se débattait dans une crise sans issue et que l'ère de la prise du pouvoir était ouverte pour le prolétariat.

Or, ceux qui ont toujours eu des « perspectives justes » admettent à présent que la bourgeoisie peut surmonter ses difficultés actuelles et que l'issue de la crise reste une question de force entre la bourgeoisie et le prolétariat.

C'est parfaitement notre avis. Et c'est à rendre le prolétariat mieux organisé et plus combatif que tout révolutionnaire doit travailler, même s'il ne croit pas à l'imminence du triomphe de sa classe sur ses exploiteurs.

Actuellement, le capitalisme traverse de graves difficultés pour l'écoulement de ses produits. Des entreprises ferment, d'autres travaillent au ralenti.

Quel est le devoir des organisations ouvrières en de pareilles « conjonctures » ? Pour nous, c'est, en tout premier lieu, la lutte contre les diminutions des salaires qu'il importe d'organiser, parce que c'est là et là seulement que la bourgeoisie porte et portera surtout son offensive ! Il faut aussi arracher aux pouvoirs publics le maximum de secours pour les chômeurs. Sans que cela dispense les ouvriers qui travaillent de l'effort de solidarité en faveur de leurs camarades sur le pavé, parce que c'est à nos

yeux le meilleur moyen de lier ensemble les ouvriers chômeurs et non chômeurs et d'empêcher le patronat d'utiliser les chômeurs pour abaisser les salaires.

Les dangers de guerre

« La guerre est imminente ». Voilà exactement trois ans que l'Internationale Communiste et, à sa suite, l'I.S.R., ont lancé cette affirmation. Il y a trois ans toute l'agitation de notre C.G.T.U. tournait autour de cette idée.

Actuellement, on veut encore faire croire à l'imminence des dangers de guerre. On en parle beaucoup moins, mais on ne peut davantage supporter notre doute à cet égard. Ne pas croire en l'imminence de la guerre, c'est, paraît-il, faire le jeu de l'impérialisme.

Certes, les dangers de guerre en régime capitaliste sont permanents, mais malgré tous les arguments de Losovski, nous continuons à penser qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de menace immédiate d'une guerre mondiale. Nous voyons bien des causes de conflits nombreuses. Pour ne parler que de la France, nous la voyons aux prises alternativement avec chacun de ses voisins, mais on ne peut encore dire avec certitude duquel de ses différends sortira la guerre. Le soldat français ne sait pas encore contre qui on lui demandera de se battre. Or, il faut, pour entraîner une nation à la guerre, il faut une préparation psychologique de longue haleine, il faut faire croire au pays qu'un voisin en veut à son existence. Cette préparation n'est pas au point.

Quant à la guerre contre l'U.R.S.S., nous pensons que la bourgeoisie a dû se rendre compte que c'était là un mauvais moyen pour abattre le régime soviétique. Ses tentatives au cours des premières années de la révolution lui ont coûté cher et ont abouti à renforcer le bolchevisme. L'idée d'agression n'a peut-être pas complètement disparu de l'esprit de quelques généraux, mais la bourgeoisie dirigeante n'écoute pas leurs suggestions et semble au contraire s'engager de plus en plus dans une politique de collaboration avec le gouvernement des Soviets.

Mais, voyons maintenant les méthodes de lutte envisagées par les bolcheviks contre la guerre.

Avant 1914, on disait : plutôt l'insurrection que la guerre ! Et cette formule a été vite oubliée lorsque sont arrivées les feuilles de mobilisation.

Que préconise actuellement l'I.S.R. ? L'agitation ? D'accord ! Et ensuite ? La soumission à l'ordre de mobilisation ! C'est du moins ce qu'a défendu « l'Humanité » les rares fois où elle a indiqué l'attitude que devaient avoir les communistes en cas de guerre : Répondre à l'ordre de mobilisation pour transformer ensuite la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire.

La formule de 1914 a fait faillite, parce que les militants qui devaient s'efforcer de la mettre en pratique ont trahi leurs engagements. Mais elle nous semble plus facilement réalisable que la formule de l'I.S.R. En tout cas, elle pourrait influer davantage sur les décisions des gouvernants.

Tandis que répondre à l'ordre de mobilisation, se mettre à la disposition de l'autorité militaire, c'est tout de suite réduire au minimum les possibilités d'action révolutionnaire en permettant à la bourgeoisie de disperser les militants à son gré et de les mettre dans l'impossibilité d'agir.

La radicalisation des masses

Nos communistes prennent trop leurs désirs pour des réalités. Comme ils ont besoin de croire que la révolution est proche, il leur faut affirmer aussi que les masses ouvrières se radicalisent et qu'elles vont bientôt se lancer à l'assaut du pouvoir. Cela ne les prépare d'ailleurs pas à profiter des possibilités qui s'ouvrent à eux, et ne les a pas empêché de dire, par exemple, que la chute de la royauté en Espagne était une chose sans importance pour le prolétariat. Ils n'ont pas compris que cet événement allait donner une impulsion au mouvement ouvrier qui, bien dirigé, pourrait permettre les plus grands espoirs.

Les masses se radicalisent ? Mais nous ne demandons qu'à le croire ! Et nous pensons même qu'il serait impossible au plus fieffé contre-révolutionnaire de nier la radicalisation des masses si vraiment elle se manifestait.

Mais il ne suffit pas de s'emparer de tel ou tel fait isolé, de le grossir à dessein, puis de dire : Voilà la preuve de la radicalisation des masses !

Au Congrès de la XXe Union régionale, en avril 1930, la minorité a présenté une résolution qui définissait clairement à quels indices on peut reconnaître qu'il y a radicalisation des masses :

« Une véritable radicalisation des masses, si elle avait existé, se serait manifestée par des démonstrations révolutionnaires imposantes, l'augmentation des effectifs de nos organisations, une fréquentation plus grande des assemblées et des meetings, une augmentation du tirage de la presse révolutionnaire, un afflux de voix aux différentes consultations électorales.

« Le fait qu'aucun de ces signes n'a pu être enregistré, indique suffisamment que la période actuelle ne peut être caractérisée par un essor révolutionnaire et ne pose pas, comme un problème actuel, la question de la guerre civile et de la prise du pouvoir. »

Voilà dix-huit mois que la minorité a tenu ce langage. Nous ne croyons pas, malheureusement, pouvoir modifier cette appréciation en face du recul continuel du mouvement révolutionnaire constaté officiellement aujourd'hui par l'I.S.R. et la C.G.T.U.

Le parti, fraction dirigeante

D'après Losovski, défendre l'indépendance du syndicalisme, c'est faire le jeu de la bourgeoisie ; vouloir que les ouvriers soient les maîtres de leurs syndicats, c'est trahir leurs intérêts. Pour bien défendre les intérêts des ouvriers, il faut les placer sous la direction de groupements dont font partie des bourgeois ! les syndicats qui ne groupent que des salariés ont besoin d'être dirigés par des partis où pénètre n'importe qui !

Nous voulons, nous, que la classe ouvrière fasse ses affaires elle-même. Nous disons qu'il n'y a qu'une organisation de classe : le syndicat, parce que là seulement tous les salariés ont leur place et qu'eux seuls y ont leur place.

Nous estimons que pour qu'ils puissent accomplir leur mission, il faut que les syndicats demeurent indépendants à l'égard de tous les partis.

Nous n'avons jamais défendu cette idée que le politique et l'économique sont choses distinctes. Nous savons que toute action de classe a toujours un double caractère : politique et économique. Nous savons que dans les luttes importantes, même si les revendications ouvrières ne sont que des revendications de salaires ou d'heures de travail, les grévistes trouvent aussitôt contre eux les agents du pouvoir.

Le syndicalisme a par conséquent à prendre en main les intérêts de classe des travailleurs et à les défendre sur le double terrain : politique et économique.

Mais sa politique ne peut être liée à celle d'un parti quel qu'il soit ; les partis sont trop tentés de substituer leur intérêt de parti à celui de classe. Pour s'en convaincre,il suffit de voir combien la lutte contre le patronat et la bourgeoisie tient infiniment moins de place chez les socialistes et les communistes que la lutte que mènent les uns et les autres pour leur destruction réciproque.

Le parti communiste, fraction dirigeante ? A quel titre ? Est-ce en raison des ravages qu'il fait dans toutes les organisations où il pénètre ? Est-ce en raison des défaites auxquelles il conduit systématiquement les ouvriers ?

Certes, nous admettons bien que chaque tendance s'efforce d'être la meilleure interprète des intérêts ouvriers, qu'elle tâche de gagner la confiance de la classe ouvrière et d'être son avant-garde. Mais ce n'est pas ce que font les communistes, qui ne cherchent qu'à s'emparer des directions syndicales pour mettre ensuite les syndicats à la remorque de leur parti.

C'est faux, dit Losovski, il n'y a pas **subordination,** il y a seulement **accord.** Mais que signifie, je vous prie, **l'accord** avec un groupement que l'on proclame « la seule avant-garde prolétarienne **dirigeante** ? »

Et comme Rambaud lui signale certain article qui donne tout son sens à ce texte, Losovski devient formaliste et déclare que les décisions de congrès sont plus importantes que les articles.

Mais alors, si c'est vrai, pourrait-on nous dire ce qu'est devenue, précisément sur cette question, la décision du 2e Congrès de l'I.S.R. retirant des statuts la liaison organique entre syndicats et partis et comment l'on en tient compte à l'I.S.R. ?

Nous sommes, d'après Losovski, attaché à de vieilles traditions, puisque nous nous réclamons encore de la charte d'Amiens, qui date de 1906. Lui et ses partisans ne s'attachent pas aux vieilles formules, ils vont toujours de l'avant. Mais savent-ils que la charte d'Amiens ne fut qu'une réaction contre les conceptions des social-démocrates bolcheviks d'alors, qui ne concevaient le syndicalisme que sous la tutelle des partis ? En croyant rénover le syndicalisme, nos communistes ne font que le ramener un demi-siècle en arrière.

L'indépendance du syndicalisme mène, paraît-il, au réformisme. Et Losovski nous cite l'exemple de Sirolle. Si une hirondelle devait faire le printemps nous demanderions alors où mène le communisme en rappelant qu'à l'époque où Sirolle défendait l'indépendance du syndicalisme, un seul délégué au congrès de Saint-Etienne avait osé défendre la liaison organique : il s'appelait Lauridan !

Des bourgeois tiennent le même langage que nous, en faveur de l'indépendance syndicale ? Possible. Ils n'y mettent sûrement pas le même contenu ; ils n'y voient que l'affaiblissement du bolchevisme ; nous y voyons, nous, une renaissance du mouvement ouvrier. Mais, dites-moi donc, quand « l'Humanité » reprend contre le « Populaire » le langage d'Herriot, de Coty ou du « Temps », est-ce que cela signifie qu'elle fait cause commune avec eux contre les socialistes ?

L'unité syndicale

Losovski ne fait nulle difficulté pour avouer qu'il a changé d'opinion sur l'unité. Nous pourrions clore ce chapitre tout de suite en disant que toutes les bonnes raisons invoquées jadis par Losovski en faveur de l'unité conservent encore leur valeur à nos yeux, parce qu'il ne nous semble pas du tout que la situation ait changé. En 1922, 23, 24, 25 et 1927, nous savions déjà ce que valait la politique de Jouhaux. Et nous voulions l'unité précisément pour mettre fin à la politique de Jouhaux. Celle-ci s'est aggravée? C'est douteux,mais même en ce cas, le seul moyen d'y mettre fin est de redoubler d'efforts en faveur de l'unité.

Losovski prétend que ses méthodes ont changées, il est toujours pour l'unité ; mais seulement avec les ouvriers, sans les chefs.

Voilà bientôt quatre ans qu'on a adopté cette formule. Quels en sont les résultats ? Il ne faut tout de même pas se contenter de répéter d'aussi « bonnes » formules et se refuser à voir que leur résultat est au-dessous de zéro, puisqu'au lieu de détacher les ouvriers des chefs réformistes, on a fait tout le contraire ! L'expérience est concluante.

La vérité est que Losovski est contre l'unité ; il est contre l'unité parce qu'il n'a plus confiance dans le triomphe de ses conceptions au sein d'une organisation unique et qu'il préfère régner sur une organisation squelettique que de ne pas régner du tout. L'intérêt de secte d'abord !

Et il dresse des fantômes contre l'unité : « Vous ne le voyez pas que, dans tous les pays y compris la France, ce sont les syndicats réformistes qui non seulement aident l'offensive patronale, non seulement la soutiennent, mais souvent prennent la direction des mouvements pour briser les grèves au cours de leur développement. »

Voilà donc Losovski qui ne condamne plus seulement les chefs, mais « les syndicats » réformistes eux-mêmes.

Mais admettons qu'en effet des syndicats brisent les grèves. Comment les en empêcher ? Est-ce en leur adressant des imprécations du dehors ? Ne

croit-on pas au contraire que l'unité est le meilleur moyen de mettre un terme à cette situation, comme elle mettrait aussi un terme aux grèves déclenchées par une petite minorité, contre la volonté de la majorité des ouvriers, et par conséquent vouées à un échec certain ?

Pour mieux déconsidérer l'unité, Losovski cite l'exemple de l'Angleterre où il y a un mouvement syndical et où cependant on enregistre des échecs. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que l'unité ne suffit pas pour vaincre ? D'accord ! Au temps de l'unité en France, nous avons aussi subi des échecs. Mais l'on peut répondre sans hésiter qu'en Angleterre comme ailleurs le mouvement syndical serait encore plus faible s'il était divisé. L'unité n'est pas une panacée, mais elle permet d'augmenter les chances de victoire du prolétariat.

Losovski s'est aussi attaqué à la composition du comité des « 22 ». Comment ! l'unité avec Dumoulin, avec Digat, « l'ami de Renaudel et de Paul-Boncour » ? Mais oui, avec ceux-là et avec les autres, avec Jouhaux et avec Mounousseau ! L'unité que vous vouliez faire avec ces mêmes hommes avant votre tournant de 1928, l'unité non pas pour abdiquer devant le réformisme mais pour le combattre plus efficacement, et aussi plus honnêtement que vous ne le faites.

La lutte contre le réformisme

Losovski nous accuse de tomber dans le réformisme. Nous ne sommes pas assez agressifs contre les chefs et ne dénonçons pas avec assez de vigueur leurs trahisons.

Ici encore une question : A quoi servent votre vigueur et vos injures contre le réformisme ? Il était très affaibli au moment de la scission. Il s'est beaucoup renforcé depuis. Est-ce parce que sa politique est meilleure ? Pas du tout. Il a recruté parce que vous recrutez pour lui. Les ouvriers qui vont aux syndicats confédérés y vont moins parce qu'ils sont séduits par la politique de Jouhaux, que parce que la vôtre de politique les éloigne.

Nous pensons que notre attitude, que notre mouvement d'unité inquiètent beaucoup plus Jouhaux et ses amis que vos attaques à vous, qui ne font que leur jeu.

Peut-être que certains minoritaires glissent vers le réformisme. C'est une chose tout à fait regrettable. Mais la politique du parti communiste y est pour quelque chose : on y fabrique des soldats habitués à tout approuver, et du jour où ils se trouvent hors du parti, ils ne savent plus résister à l'envie de tout désapprouver...

Et, si nous voulons les retenir, nous devons juger avec moins de parti pris le réformisme. Par exemple, au début de la grève du textile, le « Cri du Peuple » a eu raison de rapporter l'opinion d'un communiste du Nord disant que l'attitude des chefs réformistes était jusque là irréprochable. Comme il a eu raison de s'élever véhémentement contre ces chefs et contre le « Populaire » qui ont eu une attitude inqualifiable au lendemain des bagarres avec les gardes mobiles, dans la rue des Longues-Haies à Roubaix.

Losovski oublie bien vite ses propres paroles, lorsqu'il se permet de demander aux délégués minoritaires où et quand le parti communiste et la C.G.T.U. ont organisé des luttes fratricides entre ouvriers. Si elles ne l'ont jamais fait, tant mieux, mais Losovski, lui, le leur a recomandé, comme nous le rappelons au début de cette étude. Il leur a demandé de boycotter, d'expulser des entreprises les ouvriers réformistes. Il a préconisé la constitution de groupes d'auto-défense pour lutter contre la police, les fascistes et les social-fascistes.

Nous aimons mieux combattre le réformisme par d'autres méthodes !

La stratégie des grèves

Losovski, qui avait en face de lui les représentants de trois organisations, s'est bien abstenu de discuter de leurs grèves corporatives ; il lui était difficile de les condamner ; il lui était par exemple difficile de dire à Engler que la fédération des ports et docks ne savait pas organiser et diriger des grèves. De toute la C.G.T.U., c'est peut-être la fédération qui a obtenu le plus de victoires sur le patronat. Il n'a pas plus discuté avec Boville de la grève des boulangers où les communistes ont joué un si triste rôle.

Non, mais il s'est attaqué au syndicat des mineurs de la Loire, qui n'était pas représenté. Et en quels termes ! Jaunisse, cochonnerie, renégats, vendus, provocateurs. Cela parce que le syndicat des Mineurs de la Loire, après consultation des syndiqués, a décidé de ne pas participer à la grève nationale des mineurs lancée dans les plus mauvaises conditions.

Des injures à Arnaud, mais rien aux dirigeants des autres bassins miniers qui n'ont pas fait mieux.

Rien à la direction confédérale, qui a saboté le mouvement dans le Nord, en racontant que les compagnies minières et le gouvernement reculaient, en transformant la grève générale en grève de 24 heures, et en prenant cette décision en l'absence même du secrétaire du syndicat des mineurs du Nord. Cette faute initiale a condamné le mouvement à un échec certain, et la reprise du mot d'ordre de grève générale illimitée, 24 heures après, ne pouvait qu'augmenter le désarroi chez les mineurs, il n'avait plus aucune chance d'entraîner les confédérés dans la lutte.

Comme stratégie gréviste, vraiment, vous vous y entendez !

Losovski a retenu aussi la grève du textile du Nord. Le « Cri du Peuple » a, naturellement, eu tort de parler au début de la grève d' « attitude irréprochable » des chefs confédérés ; mais son « crime », sa « trahison », son attitude « dégoûtante », c'est d'avoir exprimé son regret de l'absence d'unité syndicale au moment où les confédérés essoufflés, décidaient la reprise du travail, alors que les unitaires et les autonomes voulaient continuer la lutte. Comme si un autre langage du « Cri » aurait pu sauver de la défaite les grévistes du textile !

Mais ce reproche de Losovski montre que pour la direction de l'I.S.R., ce qui importe par-dessus tout, c'est la lutte contre le réformisme. Tandis que pour nous, le plus important est de vaincre le patronat. On nous dira, certes, que les deux choses

sont liées, mais l'expérience de ces dernières années nous a montré que lorsque dans les grèves on mettait au premier plan la lutte contre le réformisme, on aboutissait invariablement à faire battre les ouvriers, les ouvriers révolutionnaires comme les ouvriers réformistes, sans affaiblir le réformisme.

Et nous disons qu'une tactique qui a donné de tels résultats doit être modifiée. Ce n'est pas pour combattre le réformisme que les ouvriers partent en grève. Au contraire, un certain nombre d'entre eux placent leur confiance dans le réformisme. Et leur déclarer à priori que leurs chefs les trahiront, n'est pas le moyen de les amener à l'action commune : c'est briser l'unité ouvrière dans la lutte et, par conséquent, travailler à la victoire du patronat.

La formule du front unique à la base, par-dessus la tête des chefs n'a rien donné. Il faut donc revenir au véritable front unique des **organisations** existantes, seul capable, en l'absence de l'unité syndicale, d'entraîner l'ensemble des ouvriers dans la lutte.

La critique des chefs réformistes... et des autres, on la fera après la grève. Après la grève, on discutera des fautes commises. Au cours de la lutte, il est indispensable de présenter un front uni au patronat et il vaut mieux faire triompher une revendication qui ne donne qu'à moitié satisfaction aux militants que de se faire battre en défendant une plate-forme plus révolutionnaire.

En un mot, ce qui importe par-dessus tout, c'est de réunir le maximum de chances de victoires, car c'est par des victoires, même fragmentaires, que le prolétariat prendra conscience de sa force, qu'il se sentira capable d'entreprendre des luttes plus larges et de renverser la bourgeoisie.

La démocratie syndicale

Losovski nous pose une série de questions se rapportant à la vie intérieure de nos organisations et aux rapports devant exister entre l'I.S.R. et ses sections, entre la C.G.T.U. et ses fédérations, entre celles-ci et leurs syndicats.

Losovski envisage la démocratie syndicale à la manière d'un chef d'état-major qui présenterait la vie d'une armée comme un modèle de démocratie.

Nous pensons différemment.

Et nous disons que l'organisation syndicale, si elle veut être une organisation de classe, groupant l'ensemble des salariés, quelles que soient leurs conceptions, doit laisser certaines libertés à ses adhérents.

Sous réserve de discipline **dans l'action**, le syndiqué doit être libre de défendre ses conceptions dans son syndicat, le syndicat dans sa fédération, et ainsi de suite jusqu'à l'organisation internationale.

Notre conception de la démocratie veut que le secrétaire d'un syndicat soit tenu d'obéir aux ordres de ses syndiqués, de ceux qui l'ont placé à la tête de leur syndicat, de ceux qui le paient. Il doit appliquer la politique définie par ses mandants et ne subir aucune injonction des organismes supérieurs.

Comme le secrétaire d'une fédération est tenu de suivre la ligne tracée par son congrès fédéral, et ainsi de suite.

Avec la conception de l'I.S.R., tout le monde doit obéir aux ordres d'en haut : C'est-à-dire que tout le monde doit appliquer la politique de l'Internationale Communiste.

C'est une conception qui présente incontestablement certains avantages. Mais elle a l'inconvénient d'être absolument inconciliable avec l'idée de syndicats de masses, parce qu'elle interdit aux autres courants ouvriers de s'exprimer et de se développer au sein de l'organisation et qu'elle aboutit à faire des syndicats des doublures du parti communiste.

Si encore les décisions des organismes centraux étaient prises dans des conditions normales ! Mais les délibérations de la C.G.T.U. sont toujours faussées par les décisions préalables du Parti communiste ; les questions tranchées par la direction de l'I. S.R. ne sont jamais soumises à la discussion des syndiqués.

Losovski appelle cela interpréter la démocratie dans un sens révolutionnaire. Pour employer une de ses expressions, nous dirons que c'est de la « démocratie à rebours ».

QUI SOMMES-NOUS ?

En conclusion de son réquisitoire contre la minorité le secrétaire de l'I.S.R. nous a posé ces questions : Où allez-vous ? Qui êtes-vous ? Acceptez-vous d'appliquer les décisions de l'I.S.R. ? Allez-vous continuer à créer des commissions mixtes avec des réformistes ?

Cette dernière question concerne le Comité des « 22 ». Losovski trouve insupportable que des membres de l'I.S.R. puissent collaborer dans un Comité avec des militants réformistes.

Nous voulons simplement rappeler qu'au temps où l'I.S.R. voulait l'unité, elle nous avait précédé dans cette voie. Avant nous, l'I.S.R. était entrée en collaboration avec des chefs de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, puis avec les dirigeants des Trade Unions anglaises.

Nous avons, à l'époque, approuvé l'I. S. R. dans ses efforts de collaboration avec Fimmen. Nous avons ensuite applaudi à la constitution du Comité Anglo-russe.

Et si ces deux tentatives ont échoué, nous considérons que ce n'est pas suffisant pour nous faire renoncer à l'unité, à l'unité syndicale qui ne peut honnêtement se concevoir sans collaboration avec les réformistes, qui représentent une fraction importante du prolétariat.

Losovski représente cette collaboration comme un glissement des minoritaires de la C.G.T.U. vers le réformisme. Si c'était vrai, on ne comprendrait pas alors pourquoi l'état-major réformiste est également dressé contre le Comité des « 22 » et s'efforce, par des moyens différents, de le détruire.

En réalité cette conjonction des efforts des deux états-majors signifie que, des deux côtés on a peur de l'unité, parce que l'unité risquerait de mettre fin et à la collaboration avec la bourgeoisie et à la subordination à l'Internationale Communiste. L'unité sonnerait le glas de ces deux expériences désastreuses et redonnerait naissance à un véritable syndicalisme révolutionnaire.

Nous restons donc au Comité des « 22 », — parce que nous sommes des unitaires. Nous y resterons

parce que nous sommes des révolutionnaires. Des révolutionnaires qui n'ont jamais attendu les ordres d'un Losovski pour connaître et accomplir leur devoir de classe.

Et puisqu'on nous demande de dire qui nous sommes, rappelons qu'au « noyau » de la **Révolution Prolétarienne,** nous sommes quelques-uns qui avons su rester internationalistes durant toute la guerre de 1914-1918, que nous avons été les premiers à travailler à la reprise des relations internationales ; que nous avons été parmi les premiers à défendre la révolution russe — la révolution d'octobre — en France.

Nous n'avons trempé ni dans l'Union Sacrée, ni dans le Front unique contre le bolchevisme, comme ce fut le cas de plus d'un « communiste » d'aujourd'hui.

Nous fûmes parmi ceux qui n'attendirent pas la certitude de la victoire et la consolidation du régime soviétique pour le défendre.

Nous l'avons défendu, en syndicalistes révolutionnaires et non en bolcheviks. Et, à l'heure actuelle, où le bolchevisme nous donne moins de raisons de l'admirer, nous entendons encore moins abdiquer devant lui.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires qui entendons le demeurer.

Nous sommes pour l'indépendance syndicale, parce que nous considérons que c'est la condition nécessaire à l'existence d'un mouvement syndical puissant. L'autre condition nécessaire à l'existence d'un mouvement syndical puissant est la réalisation de l'unité.

Nous voulons donc travailler à l'unité. Mais nous savons que celle-ci ne peut se réaliser par le renforcement d'une C.G.T. au détriment de l'autre ; ce que nous voulons, c'est la fusion des deux C.G.T., c'est le regroupement de toutes les forces ouvrières.

En attendant, nous sommes membres de la C.G.T.U. et de l'I.S.R. et n'avons nullement l'intention d'en sortir.

F. CHARBIT.

Le Syndicat est un groupement normal qui se crée naturellement et se développe de même, tant qu'il se maintient sur le terrain économique. Qu'il soit composé d'éléments modérés ou révolutionnaires, ou qu'il soit panaché des deux, l'accord persiste entre ces éléments, tant que le groupement corporatif ne dévie pas de la ligne droite : la propagande et l'action économique.

***

Le désaccord et la discorde ne surgissent dans le Syndicat que lorsqu'il s'y infiltre un élément hétérogène, l'élément politique.

Emile POUGET.

LE CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

Impressions de Limoges

Ce n'est ni le lieu, ni l'heure de donner un compte-rendu du Congrès de la Fédération de l'Enseignement, qui s'est tenu à Limoges, les 4, 5 et 6 août ; nous nous bornerons à apporter nos impressions sur ce Congrès.

Malgré tous les coups qu'elle a subis, tant de la part du Gouvernement que de la part de ses adhérents engagés dans les plus fratricides luttes de tendances, la Fédération de l'Enseignement demeure une force. Elle maintient ses effectifs ; elle organise des congrès où la représentation est nombreuse, jeune, où les débats sont animés. (Trop peut-être).

Cette force, elle a pu la manifester à propos de la révocation du camarade Moulin et de la censure qui frappe sa compagne ; l'administration a cru qu'elle pouvait jeter comme un défi ces peines disciplinaire en plein congrès. La réponse est venue par deux fois sous forme de manifestations de rue, décidées et vigoureuses.

Mais cette force de la Fédération demeure inemployée en grande partie ; elle est gâchée par les excès de la lutte de tendances et par la multiplicité des organisations qui, créées pour prolonger l'effort de la Fédération, s'emploient au contraire à contrecarrer son **action** (Groupe des Jeunes, Etudiants, Professeurs). Il n'est pas jusqu'aux manifestations pour Moulin qui, à côté de ce signe réjouissant de force que nous avons noté, ne permettent une pénible constatation : une fois de plus, la fraction communiste essaie de se prévaloir de la répression qui atteint deux de ses membres pour prendre le commandement du congrès et lui imposer ses initiatives, sans débat et sans vote ; ce qui amène en réaction un certain nombre de camarades à croire que nécessairement toute initiative communiste est à rejeter.

Le même esprit de méfiance mutuelle amène des manœuvres de part et d'autre, longues et parfaitement **inutiles,** d'où pertes de temps pour la besogne positive.

Pourtant, il faut finir ces constatations sur une note optimiste : la lutte de tendances n'a pas atteint cette année l'acuité qu'elle avait eue à Marseille. Au total : on a discuté, on a échangé des idées, on a voté des motions pour l'action de la Fédération dans l'année à venir.

LE TOURNANT

L'an dernier, à Marseille, le congrès s'ouvrait en pleine période de **tournant** dans le parti ; mais les congressistes communistes de l'an dernier, mal à la page, nous servirent des discours d'avant le tournant.

Cette année, le tournant politique du parti s'est continué et a été aggravé par le **tournant syndical** de la C.G.T.U.

Livrés à eux-mêmes, nos purs l'eussent sans doute manqué. Fort heureusement, la direction veillait et deux conducteurs avisés, Bouthonnier et Racamond, vinrent aider au virage. Ne plaisantons pas. Voilà des délégués de Syndicats et de Groupes de Jeunes qui arrivent de leur département le 2 août, à Limoges, **avec la conviction** que la Fédération a trahi les intérêts des Jeunes en n'acceptant pas le traitement unique à 20.000 fr. comme revendication immédiate — **avec le mandat** de réclamer que ce traitement unique à 20.000 devienne le mot d'ordre de la Fédération, et, le 4 août, on les voit renoncer comme des enfants à leur conviction et comme de pauvres diables oublier leur mandat dans leur poche.

Que s'est-il passé ? Dimanche 2 août, réunion de la fraction communiste ; les augures parlent et, avec ou sans grincements de dents, les délégués s'inclinent. Ceux qui ont raté la réunion de fraction sont ahuris, stupéfaits : le Saint-Esprit ne les avait pas touchés à domicile.

— Et toi, n'as-tu jamais changé d'idées, m'a dit l'un de ces purs, que j'asticotais.

— Moi, j'ai changé d'idées ; mais les miennes m'ont toujours été trop personnelles pour que je puisse m'en défaire en 48 heures.

Hier, on criait à la direction du parti : « Monolithisme » et tous les fidèles répétaient : « Monolithisme », aujourd'hui la direction crie : « Libre discussion, nom de Dieu ! », et les fidèles de répéter : « Libre discussion, nom de Dieu ! ». Ainsi on n'est pas moins mannequins aujourd'hui qu'hier.

Ce tournant rendait nos hommes d'autant plus perplexes qu'ils ignoraient jusqu'où il pouvait aller. Sait-on jamais avec ces Russes et avec ces délégations minoritaires en Russie ?.. Quelqu'un assurait que le centriste Dommanget allait rentrer de Moscou avec le secrétariat de l'Internationale... A cette heure, le vertige se sera dissipé et nos purs sauront de nouveau comment aboyer, mais il y a eu pour eux un mauvais moment à passer. Jusqu'au citoyen rédacteur de « l'Huma » qui était dans l'embarras. En trois jours de congrès, il n'a pas découvert parmi les centristes et les ligueurs de l'Indépendance un seul garde-blanc, un seul traître à la classe ouvrière, un seul membre du « sinistre » état-major ; il n'a vu et entendu que des dilettantes, des orateurs du Club du Faubourg et des théoriciens subtils.

Tournant exquis.

Exquis ; nous qui pendant des années avions manqué, selon Monmousseau, de directives sur les axes des perspectives, avons cette année oublié, d'après Bouthonnier, les revendications concrètes et immédiates !

LES CENTRISTES ET NOUS

Nos amis centristes n'eurent garde de jeter quelques cailloux dans notre jardin. Rollo nous chercha querelle avec une voix si agréable qu'on ne peut lui en vouloir. Ce fut à propos de la Charte d'Amiens. Il analysa fort minutieusement cette charte, serrant le texte au plus près, tel un exégète, — et il prouva ensuite que les ligueurs syndicalistes eux-mêmes n'appliquent point cette charte dont ils se réclament.

Rollo oublie que si nous nous réclamons de la charte d'Amiens, nous n'avons point manqué de préciser — et cela même dans nos motions — qu'elle peut être amendée sur les points secondaires (tels que les accords circonstanciels avec les partis) et que si la **lettre tue, l'esprit vivifie.** L'esprit de la charte d'Amiens, Rollo l'a laissé échapper, (pourtant nous avions en 1930 insisté sur ce point capital dans l'E.E.) : c'est la proclamation du fait que l'action réformiste n'est pas contraire à l'action révolutionnaire, mais qu'elle lui est préparatoire ; la conséquence, c'est l'affirmation, que nous avons faite nôtre, de la nécessité, aussi actuelle en 1931 qu'en 1906, de grouper « réformistes » et « révolutionnaires » dans la même centrale, pour y travailler en commun et non pour s'y battre comme des insensés, ce qui implique que le syndicalisme ne peut être le champ dans lequel le parti politique réformiste et le parti politique révolutionnaire viendront vider leurs querelles, mais bien celui où leurs membres se rejoindront pour préparer, à côté de la foule sans-parti, par la besogne journalière la besogne d'avenir (1).

Pour les centristes, nous formions nous-mêmes une sorte de parti syndicaliste, organisé avec ses cotisations, et ses journaux, qui n'aurait donc aucun droit de contester aux autres partis le droit de s'organiser en fractions et de conquérir la direction de la Centrale Syndicale. Rollo a même affirmé que notre organisation était la plus ancienne et avait précédé celle du parti communiste.

Rollo ici perd de vue que lorsque nous syndicalistes, nous nous réunissons, de nous-même, pour parler syndicalisme et que nous adoptons, de notre propre mouvement, une plateforme, nous n'attentons en rien à l'indépendance du syndicalisme.

Tandis que lorsque les syndicalistes franc-maçons ou communistes, disciplinés et hiérarchisés, se réunissent par un ordre qui leur vient de l'extérieur, qu'ils y adoptent sous la pression de chefs, indépendants du mouvement syndicaliste, un point de vue qui émane de ces chefs, qu'ils luttent pour le triomphe de ce point de vue avec des moyens (journaux, tracts, etc...) qui leur sont fournis par ces chefs, ils subordonnent le mouvement syndical **effectivement.**

L'INTERNATIONALE

Les dirigeants de l'Internationale de l'Enseignement appartiennent à la tendance communiste ; ils ont mis brutalement l'appareil de cette Internationale au service de leur tendance pour combattre la Fédération.

La Fédération trouve qu'au lieu de faire ce travail, l'I.T.E. devrait remplir sa besogne, une besogne qui corresponde au chiffre des recettes qu'on peut lui supposer, et qu'elle devrait au moins fournir des compte-rendus financiers réguliers.

Sur ce terrain, comme sur bien d'autres, les centristes découvrent un peu tard... l'Amérique. Dès le congrès de Grenoble (1926), je m'étais permis de demander à l'Internationale le nombre de ses per-

(1) Nous écrivons ceci sans avoir une seule note du discours de Rollo et sans avoir le texte de la charte sous les yeux ; nous ne pensons pourtant trahir la pensée ni de l'un ni de l'autre. Si je parle à côté, Rollo voudra bien nous le dire...

manents et employés et de nous fixer sur le chiffre de grandeur de ses dépenses... Je soulevais ainsi une belle indignation dans les rangs de la majorité d'alors, et les centristes d'aujourd'hui n'étaient point les moins fougueux : « Oser parler d'argent ! »

Eh bien, en 1931, les centristes voulaient parler d'argent ; le huis-clos fut prononcé. Nos purs de 1931 firent un tel tapage qu'on se serait cru aux plus belles heures de Marseille. Les motions se succédèrent. On passa au vote sans discussion. On n'avait pas parlé de l'Internationale : le résultat cherché était obtenu ; restait à en faire porter la responsabilité à la majorité : « l'Humanité » n'y manqua point.

ECOLE LAIQUE ET PROLETARIAT

Cette discussion n'eut pas le développement qu'elle méritait. Le pur Boyer reprit et aggrava les idées de la brochure avec une verve telle qu'il n'hésita pas à comparer l'instituteur au lion et le curé au tigre !

Après avoir ri, il eut fallu sans doute passer aux choses sérieuses. Le temps manquait et notre tendance ne put exposer ses remarques essentielles ; l'une visant à la distinction entre l'école laïque telle que la bourgeoisie l'a instituée, telle qu'elle s'efforce de la faire fonctionner, et l'école laïque telle qu'elle fonctionne effectivement ; on ne manquerait pas de s'apercevoir que l'infiltration syndicaliste (et c'est l'honneur de notre Fédération) a transformé **partiellement** (partiellement seulement) l'esprit de cette école bourgeoise, que l'instituteur de 1931 n'est plus dans sa masse celui de 1890, que cette transformation est la cause des préoccupations bourgeoises vis-à-vis des écoles normales et de la répression qui atteint ses élèves, — on en arriverait à conclure qu'il faut donner une partie importante de nos forces syndicales à travailler à la création d'une idéologie prolétarienne parmi le corps enseignant.

LA VOIX DE LA C. G. T. U.

Elle fut puissante, sortant de la gorge de Racamond.

Il se plut à dire que les instituteurs parlaient bien; constatons que les boulangers comme lui parlent mieux. Et constatons-le sans ironie, avec plaisir. Le plaisir de l'homme qui ayant passé pas mal d'heures à réfléchir sur la culture populaire — sans l'école — trouve devant lui un homme du peuple qui sait parler correctement, employer le mot propre, donner un discours qui se tient, où les idées ne s'enchevêtrent pas inextricablement, où les images confuses ne suppléent point au raisonnement et qui enfin apporte devant une assemblée cette preuve essentielle de culture : la maîtrise de soi.

Malheureusement, il me faut noter que Racamond, s'il parle bien, écoute mal. Ainsi un camarade de chez nous parlant de la trahison des chefs confédérés s'écriait : « Qu'y a-t-il de changé depuis 1927 ? sont-ils plus traîtres depuis cette date qu'avant ? » Racamond feint de croire que cet orateur pense qu'il n'y a rien de changé depuis 1927 et il fait là-dessus de l'ironie dans son discours d'abord, dans la V.O. ensuite. Non, camarade Racamond, malgré la poussière de ses lunettes, cet instituteur sait qu'il y a bien des choses de changées : une « nouvelle » crise économique, un plan quinquennal russe, un affaiblissement grave de la C.G.T. Unitaire, un renforcement de la C.G.T. Réformiste, la formation du mouvement des 22 et quelques autres bagatelles du même genre.

Déformer la pensée de l'adversaire pour la combattre, mauvais, Racamond !

Il me faut relever encore un bref incident qui mit Racamond aux prises avec Bouët, quelques minutes avant le meeting public. Ce dernier s'annonçait magnifique. Bouët demandait qu'il fut suivi d'une manifestation de rues. Racamond présentant le point de vue des militants ouvriers locaux préférait qu'il n'y eût pas de manifestation. Quant au fond, Bouët était absolument d'avis que les militants locaux dans les circonstances sérieuses que traversait la classe ouvrière limousine fussent écoutés, mais il tint à bien préciser que le renoncement à la manifestation n'était point le fait de centristes. Racamond se fâcha. Bouët rappela les injures dont « l'Huma » avait abreuvé les centristes. Racamond répondit : « Pas moi, en tous les cas ».

Pas moi, quoi ? Un secrétaire confédéral peut-il se laver les mains des injures que publient les journaux sur lesquels il exerce ou doit exercer un contrôle ? Quand elles émanent de secrétaires confédéraux, de l'Internationale ou du secrétaire de la fraction communiste de l'Enseignement ?

N'insistons pas, mais ne nous réjouissons pas sans réserves que Racamond parle si bien.

De ses interventions, très correctes, je voudrais retenir deux choses : d'abord que l'on peut défendre ses conceptions sans insulter personne et que c'est cela la discussion entre camarades de classe ; ensuite que la pratique du front unique telle qu'elle a été définie par Racamond n'a rien qui puisse nous faire hésiter. « Nommez sur base de l'entreprise les plus dignes sans vous occuper s'ils sont unitaires, confédérés ou autonomes pour votre comité de lutte ; qu'ils se réunissent et qu'ils choisissent à leur tour les plus capables, etc... » Parfait cela. Reste à savoir, si dans la pratique, les comités ont pu être nommés, si les confédérés et autonomes les plus dignes ont accepté d'en faire partie — sans en référer à leur organisation. J'ai fait nommer un comité de lutte par une centaine d'instituteurs : aucun inorganisé n'a voulu en faire partie — aucun confédéré n'a accepté d'en faire partie sans en référer à son syndicat.

Racamond, ensuite, conclut rapidement : « Les comités de lutte ce sont les bases de l'unité syndicale. Ils assureront demain l'unité syndicale. » Comment ? C'est ici que cela devenait intéressant et que Racamond fut muet. Comment le comité de front unique de la Chaussure Limousine (s'il s'est réalisé) peut-il faire place au syndicat unique ? Je le vois bien s'il y a un congrès de fusion des syndicats existants ; je ne le vois plus s'il s'agit de créer une nouvelle C.G.T. selon la méthode de la C.G.T.U. en réunissant les délégués de ces comités — car qui dit que les confédérés et les autonomes accepteront de briser leur organisation au profit de la centrale organisatrice ?

Une remarque encore sur le front unique.

Boursicot, secrétaire du syndicat autonome des

Indirectes, a pris la parole lors de la dislocation de la deuxième manifestation de rues ; il l'a reprise au meeting public avant Racamond, apportant la solidarité des Indirectes, hier frappées dans la personne de Piquemal, et celle des Douanes actives, aujourd'hui frappées en la personne d'une quarantaine de douaniers.

Boursicot, des Autonomes, et Racamond, de la C.G.T.U., côte à côte dans un meeting, n'est-ce point là le front unique **par le sommet** tant honni du P.C.? Aussi pudiquement l' « Humanité » n'a-t-elle point nommé Boursicot...

Autre manifestation du front unique par le sommet.

Lorsqu'a été apprise la révocation Moulin, un délégué de la M.O.R. demanda l'envoi d'un télégramme au Congrès du S.N. qui fut voté à l'unanimité, Bouthonnier présent. Tentative encore là de front unique au sommet qui ne donna d'ailleurs rien qu'une réponse vague de Roussel.

PERSPECTIVES

Les votes du Congrès marquent une stabilisation des tendances. Rectification faite d'une erreur provenant du Syndicat d'Ille et Vilaine, nous nous maintenons exactement. Les centristes perdent quelques mandats que regagnent les communistes.

Cette stabilisation peut-elle durer ? Il est probable qu'elle ne sera pas rompue de plusieurs années par la vie propre de la Fédération. Elle ne pourra l'être que par suite d'événements qui dépasseront le cadre corporatif et qui affecteront la vie des deux C.G.T. et sans doute des deux Internationales.

Marquons encore que le vote sur l'unité a marqué que la **thèse des 22** avait mordu dans celle de l'**opposition unitaire.** En effet, alors que sur l'orientation nous avons groupé 79 demi-mandats (83, chiffres rectifiés), sur la question de l'unité nous en avons groupé 105.

Il faut penser que cela incitera encore les centristes à rapprocher leur position de la nôtre.

Un autre vote souligne le rapprochement par la force des choses, des positions centristes et vieille minorité. Traditionnellement, les ligueurs présentaient un ordre du jour où tout en affirmant leur décision de défendre la Révolution Russe, ils demandaient au pouvoir soviétique de changer sa politique brutale vis à vis des oppositions ouvrières. L'an dernier, pareille motion mordit sur le centre et provoqua des abstentions. Cette année une motion commune a été votée par l'ensemble, le centre et la vieille minorité.

Au total, le Congrès de Limoges présente un certain nombre de signes qui permettraient l'optimisme sur l'avenir du syndicalisme révolutionnaire dans l'Enseignement. Mais il demeure évident que le sort de la Fédération se décidera en grande partie hors de celle-ci, au sein de la C.G.T.U. et de l'I.S.R.

Souhaitons encore, malgré ce que nous apprennent nos camarades retour de Russie, que les instances supérieures n'imposent pas à cette Fédération une nouvelle guerre folle qui serait un vrai suicide.

B. GIAUFFRET.

FAITS & DOCUMENTS

La misère allemande Le correspondant particulier du « Petit Marseillais » à Berlin donnait dans le numéro du 4 septembre de ce journal, les faits et les chiffres suivants, qui se passent, hélas ! de commentaires :

Berlin, septembre.

Dernièrement, un médecin examinait, au point de vue hygiénique, les conséquences de la crise économique qui frappe si durement l'Allemagne.

Ses conclusions étaient nettement pessimistes. D'après le docteur Ludwig Günzburg, de Francfort, l'auteur de l'étude en question, il n'y a pas que les chômeurs qui soient atteints par la crise : tous les employés en subissent plus ou moins le contre-coup dans leur santé.

En effet, ceux qui, favorisés par les circonstances, ont pu garder un emploi et ont dépassé un certain âge, tremblent à l'idée d'être renvoyés. Leur déséquilibre mental est rompu, et souvent ils finissent par devenir neurasthéniques.

Tous, par suite des restrictions des employeurs, de la concentration ou de la rationalisation, sont soumis à un surmenage intense, à une obligation de travail qui souvent dépasse la limite de leurs forces. Cet excès de besogne, qu'ils acceptent toujours dans l'appréhension d'un licenciement, entraîne à bref délai le manque d'appétit, l'insomnie et l'épuisement nerveux.

Beaucoup d'employés ne réussissent à rester debout qu'à coups de drogues et d'excitants qui détériorent leurs organes.

Les privilégiés sont les jeunes employés, les ouvriers qualifiés ou les spécialistes qui ne craignent pas le renvoi et les fonctionnaires qui, depuis la mise en vigueur des décrets-lois, ne sont, du reste, plus immunisés.

Si l'étude du docteur Günzburg nous ouvre des perspectives peu rassurantes sur l'état physique des employés, nous trouvons la confirmation de ses sombres pronostics dans les récentes statistiques de morts violentes publiées dans les gazettes du Reich.

L'an dernier, à Berlin, qui compte 4 millions d'habitants, on a dénombré un total de 3.734 morts violentes, c'est-à-dire imputables à des suicides, des accidents ou des crimes. Le nombre des assassinats a été de 79, celui des accidents mortels de 1.464 ; les suicides tiennent la tête de cette funèbre liste avec le total impressionnant de 1.827 cas, auxquels il y a lieu d'ajouter 364 personnes dont les causes de la mort n'ont pu être exactement déterminées. Il s'agit, bien entendu, de décès rentrant dans l'une ou l'autre des trois catégories ci-dessus, mais presque toujours de suicides.

Au total, il y a donc eu, à Berlin, presque 2.200 suicides dans une année, c'est-à-dire que l'on y met volontairement fin à ses jours à la cadence de six personnes par jour !

Y a-t-il une autre ville au monde qui puisse se glorifier **d'un pareil mépris de la vie ?**

.....

Cette nécrophilie n'est pas seulement propre à la capitale du Reich ; elle s'étend à toute l'Allemagne : c'est une gangrène qui ronge toutes les couches de la société, qui atteint toutes les professions et tous les âges.

On a dénombré, en 1930, dans tout le Reich, 16.036 suicides, parmi lesquels 12.235 hommes et 4.797 femmes, soit une moyenne journalière de 44 suicides.

Il est possible de comparer ces chiffres avec la moyenne des autres pays par rapport à la densité de leur population.

Alors que la Grande-Bretagne accuse 12 suicides par an pour 100.000 habitants, la France 16 et les Etats-Unis d'Amérique 13, on en compte 39 en Allemagne, trois fois plus qu'en Grande-Bretagne, où, pourtant, le désœuvrement fait des ravages, mais où les chômeurs, croyons-nous, jouissent d'une situation privilégiée.

La situation des noirs dans l'Afrique du Sud Nous extrayons de la revue de la Société de Géographie (Nos 3-4), l'analyse suivante de récents articles parus dans diverses revues de géographie :

Dans l'Union sud-africaine (Cap, Natal, Transvaal et Orange) vivent plus de 5 millions de noirs, environ 1.875.000 blancs, 680.000 Asiatiques et métis. Dans les Rhodésies il y a 44.000 blancs pour plus de 2 millions d'indigènes. Les protectorats du Basoutoland, du Betchouanaland et du Swaziland comptent 5.500 blancs pour 787.000 indigènes. Le problème à résoudre avec ces données est de faire de l'Afrique du sud un « pays de l'homme blanc ». M. J. Weulersse, dans les *Annales de Géographie* (15 janvier 1931) rapporte par quels moyens l'entreprise est tentée dans le dominion — c'est-à-dire non compris les Rhodésies et les protectorats où les Anglais font une politique d'équilibre entre les deux races.

A la suite de la conquête, les tribus furent refoulées dans des réserves, les noirs fournissant la main-d'œuvre aux agriculteurs qui mettaient les meilleures terres en valeur. Dans les régions de colonisation, la législation inspirée par les agriculteurs afrikanders rend l'acquisition individuelle des terres à peu près impossible aux indigènes, là où elle est autorisée ; et là où elle ne l'est point, l'indigène est en fait obligé de se mettre au service du blanc à n'importe quelle condition. Dans les réserves indigènes (par exemple au Transkeï) les noirs qui ont conservé leur organisation prospèrent sous l'égide des missionnaires et des administrateurs — mais leur pullulement pose un problème qui serait insoluble sans l'émigration aux mines du Rand et aux villes industrielles.

Aux mines et à l'usine, l'ouvrier vit dans cette caserne industrielle qu'est le compound, pendant son engagement de trois mois, six mois ou un an, puis retourne dans sa tribu où il est souvent une cause de troubles. Un certain nombre parviennent à rester autour des villes où ils végètent dans une grande misère. En effet, afin qu'ils ne concurrencent pas les ouvriers blancs, le Colour Bar Act interdit aux indigènes d'exercer aucun métier : ils ne peuvent être que manœuvres. Le taux de leurs salaires est à celui des blancs comme 1 est à 7 et même à 10 ; ainsi ils ne peuvent avoir qu'une vie de sauvages, tandis que l'ouvrier blanc a une existence de bourgeois. En outre, non seulement ils ne peuvent pas entrer dans les syndicats ouvriers, mais ils ne peuvent former aucune association de noirs. D'où la crainte de mouvements révolutionnaires dans un avenir qu'entrevoient bien des Afrikanders.

Un certain nombre de noirs ont cependant pu acquérir une civilisation européenne ; mais on tend à les renvoyer à la vie primitive, dans leurs tribus, où leurs instruction ne sert qu'à en faire des déclassés.

Les noirs n'ont de droits politiques que dans la colonie du Cap ; mais depuis quelques années on y élabore un système de « représentation indigène » compliqué en apparence et en fait destiné à les éliminer totalement de la vie publique. Dans les autres colonies on considère, suivant le mot du général Hertzog, que « le droit pour le noir de voter concurremment avec le blanc pour l'élection d'un membre au Parlement signifierait, à coup sûr, la ruine de la population blanche et de la civilisation dans l'Union ». La statistique démographique explique ces vues.

M. Weulersse a donné, d'autre part, dans le *Bulletin* de l'Association des Géographes français (décembre 1930), une pittoresque description du Lessouto (en anglais : Basoutoland), cet Etat indigène fondé par le presque génial chef Mochech à l'abri des Drakenberg et placé par lui sous le protectorat anglais. Les noirs évangélisés depuis un siècle par nos missionnaires protestants français de Morija (près desquels se sont établies depuis quelques missions catholiques également françaises) ont une vie heureuse d'agriculteurs et d'éleveurs. Leur langue, le sessouto, est aujourd'hui un idiome cultivé et toute leur histoire moderne témoigne de la perfectibilité des noirs sud-africains. Mais le Lessouto est surpeuplé : en outre au fur et à mesure que l'autorité politique passe du gouvernement impérial à celui du dominion, se rapproche le jour où le protectorat — dont le sol contient des diamants et de l'or — perdra son indépendance et où les Bassoutos seront réduits à la même condition que les autres indigènes de l'Union Sud-Africaine.

*
* *

Les négociations franco-soviétiques Dans son numéro du 12 septembre, « Je suis Partout », publie un article extrêmement violent sur les négociations commerciales franco-soviétiques, où, à côté des conneries habituelles sur la révolution russe, on trouve quelques précisions de faits utiles, ainsi que l'expression de la scission toujours latente entre la masse bourgeoise et ses magnats :

Les journaux nous ont appris que M. Rollin, ministre du Commerce, avait reçu une délégation de dix gros capitalistes qui venaient le remercier d'avoir engagé des négociations avec la Russie, pour le rétablissement des relations commerciales entre les deux pays. Le communiqué de M. Rollin nous a donné, par surcroît, le nom de ces dix richards soviétophiles. Ce sont MM. Duchemin, président de la Confédération générale de la production ; Souppe, président de la chambre syndicale des constructeurs de matériel de chemin de fer ; Couturat, président de la chambre syndicale du matériel de bonneterie ; Lacoste, directeur de la Compagnie Hispano-Suiza ; Lecat, directeur général adjoint de la Compagnie générale d'électricité ; Desportes, secrétaire général du Comité des forges ; Detœuf, administrateur délégué de l'Alsthom, président du groupe des constructeurs de matériel électrique ; Du Castel, vice-président du Comptoir sidérurgique de France ; Paul Marcel, directeur de la Société Pont-à-Mousson, et enfin M. Marlio, qui s'intitule modestement président honoraire de la chambre syndicale des forces hydrauliques, mais qui est encore et surtout administrateur délégué de *Péchiney*, administrateur de *Minerais et Métaux*, de *Fives-Lille*, etc...

. . . . . .

Mais hélas ! la combine est trop bien montée pour que vous lâchiez pied. Je le sais, ce n'est pas vous qui en avez eu l'idée. Ni les Soviets non plus. Ils ne vous croyaient pas si sots. On est venu vous chercher. Eux aussi. L'affaire a été imaginée par M. Max Hoschiller, chef de cabinet de M. François-Poncet lorsque celui-ci était à l'économie nationale. M. Max Hoschiller a cru qu'il allait devenir un grand homme. Les Affaires étrangères ont suivi. M. Louis Rollin sert de paravent. La finance des deux mondes applaudit, car...

Mais il faut encore raconter ceci.

Les Américains ont beaucoup vendu aux Soviets. En échange de leurs marchandises, ils ont des traites. Jusqu'à présent, des banques anglaises les leur escomptaient. Aujourd'hui, elles se dérobent. Ils se sont donc tournés vers Paris. Mais à Paris on leur a objecté qu'il existait des fabriques de fausses traites soviétiques et que l'on ne voulait pas s'exposer à négocier du papier truqué dans ces officines. Qu'à cela ne tienne ! Il est entendu que les traites soviétiques seront authentifiées par la signature d'une banque française, et que cette signature, si elle n'en garantit pas la bonne fin, les rendra du moins négociables. Et c'est ainsi que s'introduit en France le papier soviétique. Pour chaque traite escomptée, il y a 25 0/0 de commission.

L'histoire a été dévoilée tout au long par les *Débats*. Il n'y manquait que le nom de la banque. Le voici : c'est la *Banque de Paris et des Pays-Bas*.

. . . . . .

Jusqu'à présent, le capitalisme français avait eu cette force singulière de se confondre avec l'épargne. Et comme, chez nous, tout le monde épargne, le capitalisme, c'était aussi tout le monde. Du plus petit obligataire au plus puissant seigneur de la banque, il y avait une gradation insensible qui rendait l'un solidaire de l'autre. Cette chaîne est désormais rompue. Une fraction du capitalisme français se sépare de la nation. Il se forme chez nous une oligarchie internationale dont les intérêts ne concordent plus avec ceux du pays.

La révolte au Congo belge Le Congo, cette colonie modèle, dont les socialistes belges sont si fiers, a vu les indigènes de toute une vaste province, se révolter. Ci-dessous un article du « Temps », qui, à côté des lieux communs bourgeois habituels à cet organe, contient quelques aveux qu'il convient d'enregistrer. (Ce qui est souligné l'a été par nous).

Bruxelles, septembre.

La révolte du Kwango a été réprimée. Les opérations militaires ont cependant été beaucoup plus longues qu'on ne l'avait prévu. *La résistance des indigènes a été opiniâtre. On compte que 150 à 200 d'entre eux ont été tués dans les combats.* Les tribus ont rendu les restes du malheureux agent territorial, M. Ballot, qu'elles s'étaient partagés comme fétiches. A cette heure, les opérations militaires ont pris fin ; mais le sud du Kwango est encore soumis au régime de l'occupation militaire.

Ces nouvelles indiquent suffisamment que la situation a été sérieuse dans cette région abandonnée des blancs et où les indigènes sont rebelles aux influences colonisatrices. Mais si la révolte a eu des causes d'ordre général et de caractère économique, il n'est est pas moins vrai qu'elle a éclaté brusquement, avec une si grande intensité, *du fait que des fautes ont été commises par des Européens.* Dans une interview accordée au journal *la Meuse*, Mme Ballot, femme de l'agent territorial massacré, *a déclaré que des agents de compagnies privées se sont attribué des pouvoirs qui n'appartenaient qu'à l'administration.* Les abus ont été commis parce que la région n'était pas suffisamment occupée. Dans la *Nation belge* un reporter colonial, Chalux, rappelle les avertissements qu'il a donnés bien avant qu'éclatât la révolte, et il a écrit que « *plusieurs Européens, agents de l'Etat ou de sociétés ont, en ces dernières années, dû faire de la prison ou ont été révoqués...* ».

. . . . . .

La leçon qui se dégage des événements du Kwango, c'est la nécessité de développer l'occupation territoriale dans les différents districts du Congo et de répartir les compagnies de la force publique dans tous les territoires pour maintenir l'autorité des blancs.

Mais la cause profonde qui a favorisé la révolte et qui l'a rendue possible est la crise économique *qui engendre une misère certaine dans de nombreuses régions.* Dans d'autres districts, notamment dans celui du lac Léopold-II, on a constaté une certaine effervescence, et le gouverneur de la province, M. Duchesne, qui est un civil, a donné l'exemple en prenant personnellement la tête des opérations de police. *Des « promenades » militaires ont été organisées* pour prévenir tous incidents dans les régions où l'on recueillait les symptômes de cette effervescence.

Cet état de choses est, répétons-le, le résultat de la crise économique, bien plus grave encore au Congo qu'en Belgique. Il se produit naturellement dans l'esprit des indigènes un grand trouble rendu plus tangible par les préjudices qui leur sont causés. *Les indigènes ne peuvent plus vendre les produits de leur culture à des taux rémunérateurs, alors qu'on leur a souvent conseillé, ou imposé, lesdites cultures.* On a créé chez eux des besoins qu'ils ne savent plus satisfaire, car les prix des produits importés n'ont pas fléchi suffisamment. Ils ont l'impression d'être exploités. Ils ne peuvent comprendre les phénomènes économiques. De surcroît, *ils ne parviennent plus à gagner le numéraire nécessaire pour payer l'impôt indigène. La situation des travailleurs déracinés de leur village et qui sont licenciés est plus tragique encore.* Ils ont souvent perdu le contact avec leur milieu social, et leurs moyens d'existence deviennent précaires. Ils forment dans certaines régions, par exemple à Léopoldville, un vaste prolétariat dont on n'a évidemment pas le droit de se désintéresser.

ENTRE NOUS

La **R. P.** n'a paru ni en août ni en septembre. Et elle paraît, cette fois, sous un aspect quelque peu modifié. La raison, avouons-la sans détours : difficultés financières.

L'accroissement à peu près continuel des prix d'impression, l'aide que nous avons apporté au « Cri du Peuple », à ses débuts, nous ont obligé à contracter des dettes qui, chaque mois, s'enflaient davantage. Impossible de continuer sur cette voie. Il fallait une solution immédiate : accroître les recettes ou réduire les dépenses.

Accroître les recettes, c'est-à-dire augmenter le prix de l'abonnement : impossible, notre prix d'abonnement est déjà trop élevé ; combien de camarades ne s'abonnent pas parce que 40 francs c'est une somme !

Il fallait donc diminuer les dépenses. Mais comment diminuer des dépenses qui se réduisent presqu'uniquement à ce que l'on paie à l'imprimeur et à la poste. Il n'était qu'un moyen, un seul, c'était de faire imprimer la **R. P.** en province, où les prix sont sensiblement moins élevés qu'à Paris. Mais pour cela il fallait un camarade en province. Or, précisément, l'un des membres du noyau, Louzon, vient de s'installer dans les Alpes-Maritimes. La solution dès lors était trouvée. Avec ce numéro la **R. P.** commence à être imprimée à Cannes, et la cuisine de rédaction à être faite par Louzon, l'administration restant bien entendu à Paris.

Cette combinaison permet de réaliser une économie importante qui, non seulement nous permet d'être certains maintenant de pouvoir tenir, mais même d'envisager pour l'avenir la possibilité d'une réduction du prix d'abonnement.

Mais pour cela il nous faut d'abord payer nos dettes. Nous en avons pour quelque vingt billets. Il y a un intérêt majeur à ce que nous les remboursions au plus tôt. Nous demandons de la façon la plus pressante à nos amis de nous y aider. C'est un effort ultime, un effort que nous espérons être le dernier, que nous les pressons de faire. Si chacun seulement nous envoyait 20 francs, notre dette serait résorbée d'un seul coup, et nous pourrions réduire immédiatement l'abonnement à 30 francs, ce qui faciliterait considérablement la diffusion de plus en plus nécessaire de notre revue. Amis ! nous comptons sur vous !

SOUSCRIPTIONS D'AOUT ET SEPTEMBRE

Léger (Paris), 5 ; Buer (Rhône), 10 ; A. Pelletier (Paris), 10 ; Abramovici (Paris), 10 ; Mlle Bansard (Calvados), 5 ; Lucile Pelletier (Paris), 5 ; souscription versée par Lucie Colliard : les congressistes de l'Enseignement, 135 ; Total : 180 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Charbit (Paris), 100 ; Louzon (A.-M.), 500 ; Jean Chaneaux (Jura), 100 ; Bourrillon (Loire), 50 ; Total : 750 francs.

Le gérant : M. CHAMBELLAND.
Imprimerie Cruvès et Cie, Cannes.

Téléphone
Combat 08.02
R. C. 235.494 B

LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

Souhaitez-vous au mouvement ouvrier une librairie indépendante ?
Pensez-vous qu'un militant ou une tendance qui a quelque chose à dire puisse le faire sans être brimé par un « appareil » ?
Alors notre effort vous intéresse et vous devez le soutenir, car durant nos treize années d'existence nous avons aidé, dès leur origine, les mouvements

CONTRE LA GUERRE
POUR LA RÉVOLUTION RUSSE
CONTRE L'ÉTOUFFEMENT DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

TOUJOURS AVEC LE COURANT PROFOND DU MOUVEMENT OUVRIER

Pour que « L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SOIT L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES ».

Chaque crise justifiait notre existence, mais, en même temps, mettait notre vie en péril.
Nous avons tenu, pourtant, treize ans.
Treize ans avec ce même but : aider la classe ouvrière à se trouver, à se connaître, à préparer son avènement.
Aidez-nous. Faites connaître notre effort.
Toute notre activité passée, toute notre force présente sont dans notre stock. Aidez-nous à le répandre.

POUR L'ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION RUSSE

lisez et faites lire :

Victor SERGE

L'An I de la Révolution Russe

(1917-1918)

Un volume, in-16 jésus de 480 pages ..... Prix : **20 fr.**

C'EST DE L'HISTOIRE !

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). Chèque Postal Paris 43-08

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 5)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DU MOIS.
La loi scélérate de MM. Caballero et Montero Rios. — Le Labour Party à la croisée des chemins. — Le splendide isolement de l'Amérique. — L'autre isolement.

UN REPAS SYMBOLIQUE.

LES ÉLECTIONS BRITANNIQUES.
Comment le Labour a accueilli sa défaite. — La campagne électorale de l'I.L.P.

REMARQUES SUR LA CULTURE PROLÉTARIENNE .....B. Giauffret

OU EN EST L'ALLEMAGNE ? X. Y. Z.

HENRI FULCONIS.

LES DEUX GRANDES JOURNÉES DE 1917 .....Victor Serge

LA PREMIÈRE PRISE DU POUVOIR PAR LE PROLÉTARIAT .....J. Perdu

TOUJOURS LA CAUSE DES CRISES .....J. Péra

LA SITUATION POLITIQUE DE L'ESPAGNE (suite et fin)L. Nicolas

L'ENGORGEMENT DE L'INDUSTRIE PAR LA MISÈRE DES TRAVAILLEURS .....Considérant

NOTES ÉCONOMIQUES.
ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE : **L'abandon de la semaine de cinq jours. — « Les plus grands du monde... ». — L'incorporation de l'U.R.S.S. dans les trusts internationaux.**
ÉCONOMIE CAPITALISTE. — **Le bon tour des capitalistes allemands. — Les premiers effets de la baisse de la livre.**R. Louzon

A TRAVERS LES LIVRES.
Le pain quotidien .....B. Giauffret

A TRAVERS LES REVUES.
Europe. — Nouvel Age .....B. G. et C. C.

FAITS ET DOCUMENTS.
Le rôle de la grande ville est-il fini ? — Comment on évite 2 millions d'impôts. — L'apathie syndicaliste. — Des tarifs de douane d'après le standard of life des travailleurs ?

ENTRE NOUS.
Souscriptions d'Octobre. - Abonnements de soutien.

LES FAITS DU MOIS

LA LOI SCÉLÉRATE DE MM. CABALLERO et MONTERO RIOS

Ce que la monarchie n'avait jamais osé, la République bourgeoise espagnole, bourgeoise et « socialiste », l'a fait. Le droit le plus sacré de l'ouvrier, celui qui consacre sa seule arme de défense pour résister à l'exploitation patronale, le droit de grève, *a été supprimé par une Chambre républicaine dont la majorité se dit radicale et socialiste.*

Au moment même où paraissait dans notre dernier numéro l'article de Nicolas relatant le décret mort-né sur « la défense de la République » que le ministre de droite Maura avait projeté d'édicter après les événements de Séville, le nouveau ministère espagnol, expurgé de Maura et autres éléments de droite, faisait voter, en une séance, par la quasi-unanimité de la Chambre, une loi qui reprenait toutes les dispositions essentielles du projet de Maura. Désormais les ouvriers espagnols n'auront plus le droit de faire grève qu'avec l'approbation du gouvernement, et après un préavis qui donnera à la défense patronale tout le temps de s'organiser.

Non seulement cette loi a été votée par les cent et quelques députés socialistes qui siègent à la Chambre espagnole, mais elle a été présentée par les deux ministres directement intéressés, celui du Travail et celui de la Justice, qui sont tous deux des socialistes, *Largo Caballero et Montero Rios, deux des principaux chefs du parti socialiste espagnol.*

Dès lors, une question se pose. Que vont faire les autres sections de la IIe Internationale ?

Il ne s'agit pas ici d'un détail, d'une question de tactique secondaire, mais d'un principe fondamental, de la base même du mouvement ouvrier : le droit de grève. Des gens qui se disent socialistes, peuvent-ils tolérer que dans le même parti qu'eux, le même parti international, se trouvent des briseurs de grève ?

Nous posons la question particulièrement à ceux qui constituent ou cherchent à constituer une gauche au sein de la IIe Internationale. Est-ce que les trade-unions britanniques qui se sont dressés unanimement contre la loi liberticide que fit voter Baldwin après la grève générale de 1926 *(loi d'ailleurs beaucoup moins restrictive des droits ouvriers que celle de Caballero), vont tolérer que leur parti, le parti international auquel elles sont directement reliées, applique aux travailleurs espagnols les mesures qu'elles ont combattues quand la bourgeoisie a voulu leur appliquer ? Est-ce que des hommes comme Fimmen ou Dumoulin, qui sont, avant tout, des militants syndicaux, et qui appartiennent aux partis socialistes de leurs pays respectifs, vont rester passifs ? Accepteront-ils d'être solidaires des « briseurs de grève » ?*

Ou l'internationalisme n'est qu'un vain mot, ou il nous oblige à courir au secours des droits prolétariens, partout où ceux-ci sont violés, même et surtout si cette violation est l'œuvre de ceux dont l'appartenance au même parti nous rend, qu'on le veuille ou non, solidaires.

LE LABOUR PARTY A LA CROISÉE DES CHEMINS

Ce fut vraiment un grand événement — non seulement pour la classe ouvrière, mais aussi pour la bourgeoisie — que ces élections britanniques.

Comment allait réagir la classe ouvrière anglaise ? Comment allait-elle réagir aux diminutions de salaires, d'appointements, et des indemnités de chômage ? Comment allaient, de leur côté, réagir les classes moyennes en présence de la baisse de la livre ? La mutinerie de la flotte était un assez mauvais présage. Si bien montée que fut l'orchestration dont elle accompagnait son appel aux urnes : trahison des leaders ouvriers, « union nationale », nécessité de « sauver la livre », — la bourgeoisie n'était pas sans crainte, et la bourgeoisie étrangère plus encore peut-être que la bourgeoisie anglaise.

Ces craintes étaient vaines. Un million et demi de voix en moins, des députés réduits à 50, *le Labour Party était écrasé. L'orchestration avait vaincu.*

Mais était-ce bien l'orchestration ?

Ce serait une grave erreur de le croire.

La cause réelle du succès conservateur, ce n'est point la trahison de Mac Donald, ni le fait de la coalition des libéraux et des conservateurs, ni les bobards de Snowden ou de Runciman, mais tout simplement la même que celle qui fait le succès des nationaux-socialistes en Allemagne : la faillite, lorsqu'il a été au pouvoir, du parti qui s'affirmait comme le représentant de la classe ouvrière.

La victoire des Chamberlain et des Churchill en Angleterre est due à la faillite successive des deux gouvernements travaillistes, tout comme, en Allemagne, les succès d'Hitler sont dus à la faillite de la social-démocratie, depuis 12 *ans que, directement ou indirectement, en Allemagne ou en Prusse, elle est au gouvernement.*

Comment ! voici des partis qui se prétendent les partis de la classe ouvrière, exclusivement de la classe ouvrière, des partis de lutte contre le

capitalisme, des partis qui ont même, parfois, le mot de révolution à la bouche, et, lorsque ces partis sont au gouvernement, ils n'ont plus qu'une préoccupation, qu'une politique : faire au mieux les affaires des capitalistes, gouverner selon les règles du plus pur capitalisme, en bourgeois bien sages, plus sages même que bien des bourgeois.

Comment veut-on que, dans ces conditions, tout ce qui, dans la classe ouvrière, n'est pas parfaitement conscient, ne se tourne pas d'un autre côté, n'aille point vers les bateleurs qui lui promettent la lune, qui se font fort de réconcilier tout le monde, patrons et ouvriers, au sein d'un état général de prospérité, obtenu grâce à leurs mirifiques recettes ? En Allemagne, ce sont les nationaux-socialistes qui disent : il n'y a qu'à montrer le poing à la France, et les prolétaires seront heureux ; en Angleterre, où l'on est plus réaliste, on propose quelque chose de plus concret, mais de tout aussi vain : c'est le protectionnisme, l'établissement de droits de douanes qui fera le bonheur commun des bourgeois et des prolétaires !

Devant la carence du socialisme, comment une partie de la classe ouvrière ne se laisserait-elle point prendre au boniment ?

Les élections britanniques ont été, à ce point de vue, une leçon d'une étonnante clarté. Il y a des gens qui l'ont parfaitement comprise : ce sont notamment les bourgeois. Leur attitude, au lendemain de leur victoire, a été fort curieuse : jamais ils ne se montrèrent si aimables pour le Labour Party. Ce n'est pas seulement Mac Donald qui s'empresse de déclarer que sa victoire ne doit pas être comprise comme le signal d'une lutte contre les organisations ouvrières, ce n'est pas seulement le Times *qui écrit qu'il faut à tout prix que cette victoire ne se transforme pas en victoire de « parti », mais le* Daily Mail *lui-même, le* Daily Mail, *organe de l'aile droite des conservateurs, dit en propres termes, en parlant des travaillistes :* « Nous avons besoin de votre coopération, et nous l'apprécierons ».

Transcrivons toutes ces paroles en clair : « Continuez à trahir, ô chefs du Labour Party ! continuez à trahir les intérêts de la classe ouvrière, comme vous l'avez fait jusqu'à présent, en pensant que ceux-ci pouvaient être défendus par des moyens capitalistes. Gardez-vous de l' « extrémisme » ! Que votre défaite électorale ne vous pousse pas à rechercher des solutions ailleurs que dans la voie parlementaire. Contentez-vous d'être bien correctement l' « opposition de Sa Majesté », comme vous avez été, bien correctement, les « ministres de Sa Majesté ». Aidez, dans l'opposition, le capitalisme à se sauver, comme vous l'avez fait au gouvernement. Ainsi, vous aurez magnifiquement « coopéré » avec nous, vous aurez consommé votre ruine auprès du prolétariat et par là assuré la continuation de notre victoire. »

Le Labour Party se laissera-t-il séduire, une fois de plus, par la sirène ?

Ce qui en décidera, ce sera avant tout, le choix du terrain sur lequel il portera la lutte.

Sur le terrain parlementaire, il est bien évident qu'il ne peut rien faire.

Mais subsiste l'action directe.

Dans le domaine syndical, le Labour Party reste avec toutes ses forces. La puissance de ses trade-unions demeure entière. S'il l'utilise pour conduire une puissante action dans le pays, comme en 1926, s'il mène le combat sur le terrain même de la production, à l'atelier, dans l'usine, dans la mine, par tous les moyens de lutte dont le producteur dispose, s'il annihile, par ce qu'il arrachera aux patrons, ce que les nouvelles lois arracheront aux ouvriers, il aura, non seulement rendu vaine la victoire électorale de la bourgeoisie, mais il aura rendu inévitable dans un proche délai, sa victoire, sa victoire politique, celle qui donnera à la classe ouvrière, le pouvoir, le vrai pouvoir, le pouvoir d'exproprier le capitalisme et d'instaurer le socialisme.

LE « SPLENDIDE ISOLEMENT » DE L'AMÉRIQUE

Laval est revenu d'Amérique. Ne rapportant rien, disent les uns, car il n'a pu obtenir une alliance avec l'Amérique. Rapportant tout, disent les autres, car il a obtenu d'Hoover que celui-ci ne renouvelle pas sa proposition de moratorium.

Les deux choses sont vraies, et les deux se complètent. Hoover s'est empressé de laisser les mains libres à la France, car il n'entend nullement se lier à l'Allemagne, et il a, en même temps, refusé de se laisser lier les mains par la France. La politique américaine est actuellement celle qui fut toujours la politique des forts : la politique de l'isolement. Convaincus de leur supériorité, ils n'ont que faire de s'unir à des alliés envers lesquels il leur faudrait nécessairement contracter des obligations ; ils entendent n'intervenir que quand bon leur semble, et comme bon leur semble, faire, selon le cas, pencher la balance d'un côté ou de l'autre, selon que, dans ce cas particulier, leur intérêt est d'un côté ou de l'autre. C'est comme cela qu'ils sont intervenus en 1917 ; c'est comme cela qu'Hoover est intervenu avec son moratoire en juillet dernier, et c'est comme cela qu'ils entendent continuer à intervenir à l'avenir.

Cette politique du « splendide isolement » avait été celle suivie, au siècle dernier, par l'Angleterre, et pour la même raison. L'Angleterre, alors, à l'apogée de sa puissance, maîtresse du commerce et de l'industrie mondiaux, ne crai-

gnait rien. Elle entendait donc ne se lier à personne. Aujourd'hui, ce sont les Etats-Unis qui sont la grande puissance industrielle. Ils ne craignent rien. Ils entendent donc ne se lier à quiconque.

L'AUTRE « ISOLEMENT »

Mais il est un autre isolement, qui, lui, n'a rien de splendide. C'est celui de la France. La situation de la France est aujourd'hui tout à fait comparable à celle de l'Allemagne pendant la période qui sépare la guerre de 1870 de celle de 1914.

Pendant toute cette période les deux hommes qui eurent successivement la charge de la politique étrangère allemande, Bismarck et Guillaume II, furent hantés par la crainte de l'isolement. Ils avaient leurs alliés, Autriche et Italie, mais ils savaient que sur cette dernière ils ne pouvaient compter, et que par surcroît, ces alliés n'étaient en somme que des « vassaux », des puissances de second ordre, dont l'appui ne pouvait point contre-balancer une coalition des vraiment grandes puissances : Angleterre, France, Russie. D'où les efforts répétés de Guillaume II pour se rapprocher, tantôt de la Russie et tantôt de la France.

La situation de la bourgeoisie française est aujourd'hui semblable.

Comme l'Allemagne impériale après 70, la France semble aujourd'hui maîtresse du continent. Mais ce n'est qu'une apparence. Elle n'est, en réalité, nullement de force à être le maître à elle seule. Elle n'a triomphé en 18 que grâce à l'appui d'une coalition formidable ; elle vit dans la terreur que cette coalition ne la lâche. Elle a, certes, elle aussi, ses alliés, les peuples de l'Europe orientale, Pologne et Petite Entente, mais la moitié de ces pays ne sont pas pour elle des alliés plus sûrs que ne l'était l'Italie pour l'Allemagne, et surtout, aucun d'eux n'est une grande Puissance. C'est pourquoi la possibilité d'une coalition anglo-germano-russe hante autant le quai d'Orsay que celle de la Triple Entente hantait Guillaume. Et c'est pourquoi, de même que celui-ci, elle essaie de temps en temps de rompre le cercle dans lequel elle craint d'être enfermée, en prenant le taureau par les cornes : c'est-à-dire en tentant de s'entendre avec l' « ennemi principal », l'Allemagne.

UN DINER SYMBOLIQUE

L'UNION DES PEUPLES OPPRIMÉS ET DES CLASSES EXPLOITÉES

Gandhi et Fenner Brockway, président de l'Independant Labour Party, mangeant côte à côte quelque temps avant les élections... (PHOTO MAYCOCK, LONDRES).

LES ELECTIONS BRITANNIQUES

DOCUMENTS

COMMENT LE LABOUR A ACCUEILLI SA DEFAITE

Jeudi, 29 octobre, presque tous les résultats étant connus, le Daily Herald, *organe officiel quotidien du Labour Party, les commentait ainsi dans son éditorial :*

OUT, BUT NON DOWN

(DEHORS, MAIS NON A BAS)

Le Labour a eu ce que le duc de Wellington appelait une « sacrée bonne tape ». Mais personne ne savait mieux que le Duc que si l'on est capable de recevoir une bonne tape sans perdre son sang-froid, on peut, au bout de la course, finir gagnant. Ce dont il parlait alors, c'était de la défaite de Blücher à Ligny, or Ligny fut le prélude de la victoire de Waterloo.

Le Travail a été battu bel et bien. S'il veut que la présente défaite se transforme, dans l'avenir, en victoire, il lui faut profiter de la leçon, et commencer tout de suite les préparatifs pour réparer le désastre.

La première chose à faire est de se placer en face des faits. Il faut les considérer avec une honnêteté intellectuelle absolue.

Ne cherchons pas d'excuses. Quelque part qu'ait pu avoir ceci ou cela, telle ou telle invention des conservateurs, dans la formation de leur énorme majorité, ce n'est pas à ces choses que le résultat, dans son ensemble, est dû.

Le fait est que nous avons été battus en tout. Les tories, avec l'aide de leurs alliés, nous ont été supérieurs en organisation, en propagande, en commandement. Cela signifie que, du haut en bas, nous devons faire un complet examen de conscience, une inspection totale de notre machine.

Pas de récriminations, pas de divisions. L'unité est la chose essentielle, et nos rangs décimés doivent se serrer étroitement.

...La tragédie immédiate de cette élection est qu'elle donne, en un tel moment, le contrôle du pays à un parti qui apporte au travail de l'avenir les idées du passé.

M. Mac Donald essaie encore de croire que ce n'est pas une victoire de parti. Les Tories se chargeront vite de le détromper. Le parti conservateur n'a pas seulement un programme net, il a une majorité écrasante sur tout autre parti ou tout autre groupe. Et le parti conservateur existe pour mettre en pratique la doctrine conservatrice.

Il insistera pour que soit appliqué son programme « jusqu'au sang ». C'est-à-dire une élévation du coût de la vie, et un abaissement des salaires réels. Mais cela ne résolvera pas les problèmes posés à la nation.

Appliquer les méthodes des conservateurs à la situation actuelle, c'est comme essayer de faire marcher un moteur avec un marteau de forge.

Pendant les quelques années qui viennent, le pays souffrira de cette folie. Puis le Labour aura à nouveau sa chance.

Mais la prochaine fois, il doit être prêt à la saisir : et prêt, non seulement à occuper le pouvoir, mais à faire ce qui doit être fait, quand on a le pouvoir.

---

*De son côté, l'*Independant Labour Party (I.L.P.), *qui représente, comme on le sait, l'aile gauche du Labour Party, publiait le message suivant de son président :*

Nous devons nous mettre maintenant en devoir de recréer le Mouvement Socialiste. Cette vague de fond de la réaction sera promptement brisée, et, longtemps avant la fin de l'actuel gouvernement, nous aurons une formidable révolte du sentiment et de l'opinion. C'est notre devoir de diriger cette révolte dans la voie du socialisme.

Les compromissions du gouvernement travailliste sont grandement responsables de la défaite actuelle. Cela ne doit plus jamais se reproduire. Nous reprenons notre tâche, qui est, non seulement de reconstruire le mouvement et l'organisation politiques des travailleurs, de ceux qui travaillent et de ceux qui chôment, mais qui est aussi de faire naître la résolution de marcher au socialisme par la révolution.

Le même numéro du Daily Herald *contenait le tableau récapitulatif suivant qui met en pleine lumière la différence entre le nombre de voix obtenues et le nombre des élus :*

Partis	Voix obtenues	Députés élus	Nombre de voix par député élu
Opposition	14.297.597	548	29.358
Gouvernement	6.718.054	58	129.193
Autres partis	206.925	2	103.462

La campagne électorale de l'I.L.P.

Il est probable que l'un des résultats des élections sera l'accroissement de l'influence de l'Independant Labour Party au sein du Labour. Non seulement, en effet, celui-ci n'avait cessé de proclamer, depuis deux ans, que la politique non socialiste du gouvernement travailliste menait à la débâcle, mais il a été, semble-t-il, moins touché que les éléments modérés, au point de vue électoral, au moins dans ses membres les plus représentatifs. Si son actuel président a été battu, en revanche, Maxton qui fut son président durant les cinq dernières années, a été réélu ; de même Kirkwood, qui fut, lui aussi, l'un des principaux députés « extrémistes » de la précédente législature ; et l'un de ses anciens présidents, Walhead, a même été réélu avec 6.000 voix de majorité de plus qu'aux précédentes élections. Cela à mettre en parallèle avec la défaite de tous les anciens ministres du cabinet travailliste, tous sauf Lansbury, qui était précisément le représentant de la gauche au sein du Cabinet. Il est donc particulièrement important de connaître quelle fut la position de l'I.L.P. au cours de la campagne électorale. On trouvera ci-dessous, quelques textes et, à la page suivante, son manifeste électoral:

Après une expérience de deux ans et demi

A la veille des élections, l'I.L.P. définissait ainsi, dans une lettre ouverte au congrès du Labour Party, son opinion sur l'ancien gouvernement travailliste :

L'expérience du dernier gouvernement travailliste a rendu tout à fait clair ceci : toute tentative d'un parti se donnant le socialisme pour but, d'administrer le régime capitaliste, est désastreuse pour ce parti et sans aucun profit pour la classe ouvrière. Si le Labour Party occupe à nouveau le gouvernement, tout en étant minorité au Parlement, il doit avoir pour seul objectif de présenter un programme ouvrier et socialiste qui soit un défi aux partis bourgeois. Et si le Labour Party a la majorité au Parlement, qu'il procède hardiment et renverse tous les obstacles, avec un programme visant à passer définitivement du Capitalisme au Socialisme.

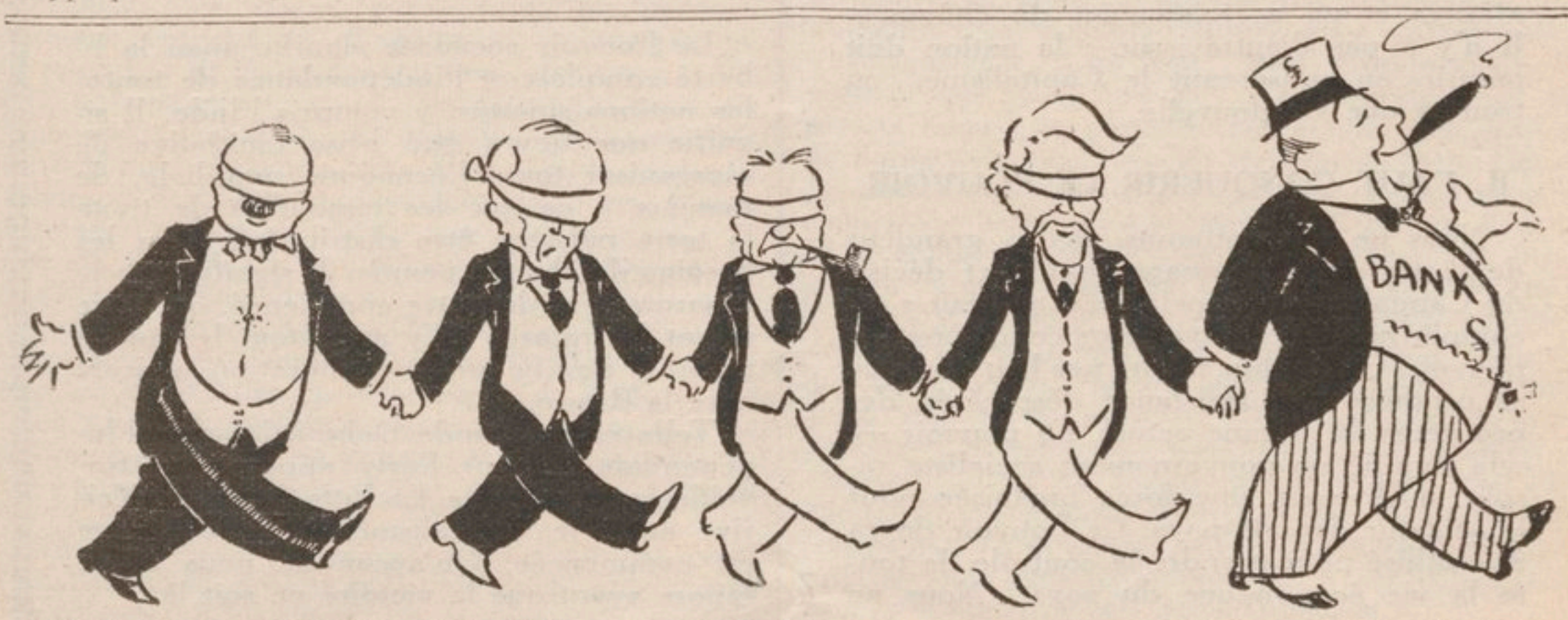
Revoyons le cours des événements au cours de ces deux années et demi. En dépit de l'existence du gouvernement travailliste, les conditions de vie de la classe ouvrière n'ont cessé d'empirer considérablement. Le chômage a augmenté. Les réductions de salaires ont continué. Etant donné que les ministres décidèrent de rester ministres plutôt que de lancer le défi du socialisme, ils furent obligés, du fait de leur position de gouvernement de minorité, d'appliquer les règles de l'économie capitaliste.

UN PORTRAIT DE MAC DONALD

Sur le compte de Mac Donald lui-même, voilà comment s'exprimait une des plus remarquables journalistes de l'I.L.P., H. N. Brailsford :

Qu'est-ce donc qu'a à son actif Ramsay Mac Donald ? Un record de faillites et de trahisons dans la conduite de la classe dans laquelle il est né. Un désastre sans précédent dans la direction de l'économie. Une douzaine de suiveurs obscurs. Un certain don de parole dans le genre sentimental, et du savoir-faire dans les intrigues parlementaires. Mais ce n'est pas cela qui lui donne pour un sou de valeur aux yeux de la Cité et des bourgeois. Pour ceux-ci sa seule valeur consiste en ce qu'il y a encore suffisamment de fidélité envers sa personne dans la classe qu'il a trahie pour jeter la confusion dans celle-ci.

Les partis bourgeois se sont servis de la vanité de cet homme et de son ignorance des choses économiques, pour leurs propres desseins. Ce qu'il a fait, il continuera à le faire. Aucun chef conservateur n'a autant frappé sur la classe ouvrière afin d'abaisser son niveau de vie que l'a fait ce chef ouvriers. Son « mandat de docteur » ne signifie rien d'autre que la possibilité pour lui de continuer ses attaques contre les salaires et les lois sociales. La Cité n'a pas encore donné le dernier de ses ordres à son valet.



Chaque jour nos dirigeants font face aux difficultés avec courage, et une vision parfaitement claire de la situation. (du *New Leader*).

L'I. L. P. veut le Socialisme maintenant

Le fait qui domine ces élections est que l'actuel système économique est brisé. Il y a en notre pays près de 3 millions de chômeurs, et ce nombre augmente de mois en mois. Le niveau de vie des travailleurs est constamment menacé par des réductions de salaires. Nos principales industries déclinent rapidement.

Dans les autres pays c'est la même chose. L'industrie, la finance, le commerce, l'agriculture, tout s'effondre partout. La crainte de la faim hante des millions d'hommes, bien que les marchés soient engorgés de marchandises, que l'on est trop pauvre pour acheter. De cela personne n'en voit la fin. A moins que nous ne nous mettions à construire un nouveau système économique, nous tomberons dans un chaos complet.

LE CAPITALISME NE PEUT ETRE REFORME

L'expérience du gouvernement travailliste a montré la vanité des essais de réforme de notre capitalisme décadent. Le capitalisme ne peut, ni trouver du travail pour les chômeurs, ni les nourrir. Banquiers et Capitalistes veulent réduire les chômeurs à la famine, car n'est-ce point la famine que 27 shillings trois pence pour 4 personnes ? Il est évident que le capitalisme ne peut continuer à vivre que par une réduction du niveau de vie des travailleurs. Mais même cela ne le sauverait point, car chaque réduction de ce niveau de vie signifie une diminution de la demande de marchandises, et, en conséquence, une diminution des affaires et un accroissement du chômage. Il n'y a pas d'autre issue : la nation doit mourir en conservant le Capitalisme, ou trouver une vie nouvelle.

IL FAUT CONQUERIR LE POUVOIR

Nous ne sous-estimons pas la grandeur de la tâche. Un passage rapide et décisif du Capitalisme au Socialisme ne peut s'accomplir que si les travailleurs conquièrent le pouvoir. Ce passage n'aura pas lieu sans que se produise une résistance désespérée des profiteurs du régime actuel. Le pouvoir — cela signifie un gouvernement socialiste résolu, mais aussi, une force organisée pour le soutenir dans le pays. Ce Pouvoir devra être utilisé pour prendre le contrôle de toute la vie économique du pays. Nous ne pouvons plus regarder la venue du socialisme comme le résultat d'une série de mesures couvrant une longue période de temps. La nation doit prendre sous son absolu contrôle les sources essentielles de la puissance économique. La domination tyrannique et désastreuse des banquiers doit être remplacée par la propriété et le contrôle collectifs du système entier de la Banque et du Crédit. Les industries clefs et le sol doivent devenir propriétés nationales. Le contrôle des importations et des exportations doit être retiré des mains des particuliers et être exercé dans l'intérêt de tous. De cette manière la nation pourra elle-même, en pleine conscience, établir le plan du nouveau système économique.

LES TRAVAILLEURS DOIVENT ETRE SERVIS LES PREMIERS

En même temps le Socialisme aura à user du pouvoir pour mettre un terme aux contrastes de la pauvreté et du luxe. Il lui faudra appliquer le principe que les premiers prélèvements à effectuer sur la richesse nationale doivent l'être pour satisfaire aux besoins des travailleurs, des chômeurs, et de tous ceux que l'âge ou le malheur ont privés d'un niveau de vie convenable.

L'actuel système économique assure d'abord le luxe aux capitalistes et aux financiers, et, seulement, en dernier lieu, les besoins des ouvriers. Avec un Pouvoir socialiste l'ordre doit être renversé...

LA POLITIQUE INTERNATIONALE DU SOCIALISME

Le Pouvoir socialiste signifie aussi la liberté complète et l'indépendance de toutes les nations sujettes, y compris l'Inde. Il signifie que devra être prise l'initiative de réorganiser toute l'économie mondiale, de manière à ce que les ressources de toute la terre puissent être distribuées selon les besoins de chaque peuple. Il signifie que le désarmement doit être commencé, quel que soient les retards qu'y apportent les autres pays. Il signifie une collaboration amicale avec la Russie.

Telle est la grande tâche à laquelle l'Independant Labour Party appelle les travailleurs de ce pays. La lutte finale et décisive entre le Capitalisme et le Socialisme est commencée. Qu'aucun de nous ne se repose avant que la victoire ne soit là.

Remarques sur la culture prolétarienne

L'instruction a joui et jouit encore d'un immense prestige. Le généreux XIXe siècle a vu en elle la panacée universelle. Victor Hugo a pu écrire qu'ouvrir des écoles c'était fermer des prisons ; les hommes de confiance du prolétariat ont pu penser que par l'école les peuples se libèreraient de sa servitude. Et ce prolétariat lui-même, ébloui par le savoir de ses maîtres, a attendu de l'école toute sa libération.

Mystique de l'**instruction,** d'une instruction mal définie, devant servir à n'importe qui, pour n'importe quoi. Un seul but : voir s'ouvrir des écoles pour tous, pouvoir enfourner dans ces écoles toujours plus de gaillards avides, sans se demander comment et au profit de qui fonctionneraient ces écoles.

Si bien qu'une grande partie de la classe ouvrière organisée a été pendant des années dépourvue de tout programme de culture ; elle a laissé faire à peu près complètement à son gré un Etat dont pourtant elle a eu et elle a mille occasions de se méfier.

Pourtant, voici qu'au dernier Congrès de Japy la C.G.T. réformiste a voté un projet de réforme de l'enseignement dressé par sa Fédération Générale de l'Enseignement.

Ce projet la **Révolution Prolétarienne** l'exposera dans un prochain numéro ; puis elle recevra bien volontiers les remarques qu'il suggèrera aux uns et aux autres — et nous examinerons ensemble à quel point il répond aux exigences du syndicalisme révolutionnaire, et en particulier à quel point il sera ouvert à l'esprit prolétarien et à l'influence des organisations ouvrières.

L'instruction est-elle une tromperie ?

Mais pendant qu'une large couche de prolétaires acceptait béatement l'**instruction** que l'Etat bourgeois distribue en ses écoles, un malaise naissait chez quelques prolétaires. C'est que l'instruction-panacée était chaque jour distribuée aux enfants prolétaires ; de petits prodiges, orgueil de leur papa et curiosité des voisins, par le canal des bourses, gagnaient leurs galons d'ingenieurs, de médecins ou de colonels ! Et ils devenaient des « monsieur ». Depuis, le papa et les voisins sentent confusément que le petit gars leur a été volé. Il sait mille choses mais son bon sens n'est pas plus clair ; même dans sa technique, il déçoit : l'ingénieur sorti des écoles, se laisse prendre en défaut par ses ouvriers ; le médecin avec tant de diplômes est indifférent devant la maladie ; l'avocat ne défend le droit qu'à travers des billets de cent francs. Les intellectuels même sortis du peuple se pavanent, exploitent, aident à l'exploitation de leur classe d'origine.

Les écoles se sont multipliées mais les prisons ne se sont point closes et populo est toujours asservi.

« Alors, l'instruction, c'était encore une tromperie ? »

Cette méfiance un jour se traduit par un cri : « La Révolution Sociale sera l'œuvre du poing armé des travailleurs. » Ce cri on le repète de meeting en meeting et les travailleurs d'applaudir.

Et moi qui suis là un jour d'applaudir comme les autres.

Jusqu'au jour où je trouve dans une brochure un éloge de l'ignorance.

« L'une des raisons pour lesquelles le prolétariat russe a pu se libérer le premier de l'exploitation bourgeoise est sans nul doute l'ignorance où il se trouvait encore. La bourgeoisie russe n'avait pas encore eu le temps d'instruire ses exploités afin de leur vendre des journaux où chaque jour elle leur aurait enseigné les beautés du régime capitaliste. Ne voyant pas la machine sociale capitaliste, comme les prolétaires d'Occident, à travers la presse bourgeoise, les prolétaires et les paysans russes la virent simplement et de la meilleure façon : avec leurs yeux, c'est-à-dire telle qu'elle était dans sa férocité et dans son cynisme. Ils comprenaient plus facilement l'exploitation qu'ils subissaient. Et ces ignorants virent plus clair et surent mieux agir que les tristes esclaves des capitalistes français nantis d'instituteurs laïcs émancipés et libérateurs ! » (1).

Là, je me cabre car je sais bien que la Révolution russe a été faite non par les ignorants mais par ceux qui avaient su transformer leur culture bourgeoise en culture révolutionnaire. Et j'examine froidement les choses. Cet appel au prolétariat qui fournira le « poing armé », ruse encore d'intellectuels. Populo, attention ! Tu fourniras le poing armé à ceux qui prétendent penser pour toi et croient avoir tous les droits à te diriger.

Tu dois exiger que ton poing armé soit guidé par ton cerveau averti. Tu dois donc aviser aux moyens de donner aux cerveaux une culture prolétarienne.

Si tu t'est brouillé avec l'instruction, si tu ricanes face à l'homme qui s'instruit, tu as tort — et ont encore plus tort ceux qui appelés par toi à la direction des partis révolutionnaires ne se sont quasi pas occupés de ta culture.

Culture bourgeoise ou culture prolétarienne ?

Selon Jean Guéhenno (2) il n'y aurait qu'une seule culture qui ne serait ni bourgeoise, ni prolétarienne. Car toute culture qui vise autre chose que l'humain n'est pas une culture mais un dressage. Théoriquement, il se peut. Mais pratiquement il n'existe que deux cultures : la bourgeoise et la prolétarienne ; la première qui prépare une armée de hauts fonctionnaires, de légistes, de techniciens, de penseurs, d'artistes avec lesquels la bourgeoisie assure ses besognes quotidiennes, dore son blason et se donne des titres à sa fonction de classe dirigeante — et la deuxième qui mettra le prolétariat à même d'organiser et diriger une société rénovée.

Que l'esprit s'ingénie à concevoir une culture qui ne prétendra qu'à servir l'homme, c'est son droit. Mais en fait l'humain et le prolétarien se confondent. L'objectivité — avec laquelle se caractérise l'humain — est au service du prolétariat car elle dénude les mensonges fondamentaux de la culture bourgeoise. Et la bourgeoisie ne s'y trompe pas qui fait de toute objectivité reproche à ses éducateurs comme d'un crime de lèse-bourgeoisie.

---

(1) *Joseph Boyer* : l'Ecole laïque contre la classe ouvrière.
(2) *Conversion à l'humain.*

Sans doute Jean Guéhenno et bien d'autres se méfient-ils de la culture prolétarienne car ils peuvent constater que les partis et organisations prolétariennes s'en désintéressent cordialement et qu'ils lui ont substitué un système de propagande qui emploie le mensonge sous toutes ses formes et tout particulièrement le mensonge par « omission ». C'est Jean Guéhenno, je crois, qui faisait remarquer un jour que le « Populaire » et l' « Humanité » avaient refusé de présenter à leurs lecteurs « Ma Vie », de Trotsky : pour l'un il s'agissait d'empêcher les lecteurs éventuels de réfléchir sur les acrobaties de divers Renaudel — pour l'autre d'empêcher les siens de douter des vertus de Staline. Etouffement significatif.

Certes la ligne de démarcation entre la propagande et la culture est difficile à préciser. « Toute éducation est une propagande. Toute propagande est une éducation. Lorsque la propagande, par sa mauvaise foi, cesse d'être une éducation, elle cesse en même temps d'être une propagande qui porte », écrivions-nous à propos des écoles ouvrières anglaises.

D'autre part, cette ligne de démarcation est une affaire d'appréciation personnelle ; il n'est que trop évident que le militant, au cœur de la mêlée, sera plus souvent amené à malmener la vérité qu'un artiste placé bien haut et loin du combat.

— Ici, j'entends bien ce pseudo-marxiste qui se lève et dit : « Il n'y a pas de vérité — la vérité n'est qu'une grue métaphysique qui bat le trottoir pour nous détourner des problèmes réels. » Sans doute qu'il n'existe point une Vérité avec un V majuscule, mais il y a des choses vraies et des choses fausses — il y a des textes honnêtement cités et d'autres abominablement déformés — il y a des polémistes sincères qui discutent les arguments de leurs adversaires et d'autres qui les déforment sciemment.

Qu'entendons-nous d'ailleurs par culture prolétarienne ? Essentiellement une culture qui émanant du prolétariat soit assimilable par lui, — une culture qu'il se donne à lui-même ou tout au moins dont il contrôle lui-même la distribution, — une culture qui se fondant sur l'immédiat et le concret, atteindra jusqu'à la science et l'art désintéressés — ce qui ne doit pas prêter à sourire : les pâtres sortant leur troupeau ont, dans un but utilitaire, interrogé mille fois les cieux et voilà qu'un jour le ciel s'est peuplé par eux et pour eux de merveilleuses légendes !

Ici encore une dispute à régler : le militant envisage cette culture prolétarienne avec beaucoup de politique et d'économique — l'artiste avec beaucoup de bouquins, des films et un accompagnement de musique. Naturellement, ils se regardent de travers.

Ne nous laissons impressionner ni par l'un ni par l'autre. La culture prolétarienne exigera l'apport du militant et celle de l'artiste et leur bon accord. En 1931, l'artiste qui ne s'est point penché sur la réalité des problèmes sociaux est un huluberlu — même chez le bourgeois, l'art pur termine sa course. Et le militant qui vit à l'écart de tout art n'a de la vie sociale qu'une conception sommaire et sans nuances. C'est lui sans doute qui a mis à la mode dans le vocabulaire ouvrier ces mots de « traîtres », de « vendus », de « froussards » par lesquels on prétend expliquer trop souvent les imprévus du mouvement social. Incapable de se livrer au premier geste de l'artiste : comprendre autrui, « se mettre dans sa peau », il se livre frénétiquement à la plus suraiguë et à la plus inutile des propagandes.

L'art est nécessaire à l'esprit comme le jeu au corps. Jeu et art, signe de jeunesse, de vitalité, de construction, de conquête.

Nous ne prétendons pas à régler la contribution de l'économie politique — de la technique du travail — ou des arts — à la culture prolétarienne et nous n'établirons point de tableau : 25 % de..., 15 % de...

La culture prolétarienne ne pourra point accepter de codification semblable, ni aucune autre sorte de codification. Sa ligne ne pourra pas être simple. Elle sortira des besoins des masses et non du plan de quelques bureaucrates révolutionnaires. Elle sera en perpétuelle transformation. Et elle ne donnera une impression de maturité que dans la société révolutionnaire.

Peut-on déjà créer la culture prolétarienne ?

D'aucuns pensent que non, que cela sera peine perdue et ils renvoient toute réalisation au lendemain de la Révolution !

On peut se demander pourquoi.

La bourgeoisie n'a point attendu 93 pour avoir sa culture ! il lui a été de première nécessité d'avoir dès 1789, des cadres pour assurer la transformation sociale entreprise.

Que le « grand soir » soit dans 2 ans ou dans 40, la Révolution créatrice aura besoin non pas seulement d'agitateurs capables de trouver le cœur et la raison des masses, pour les entraîner à l'assaut, mais encore plus, d'une élite de cadres. La Révolution russe a eu besoin d'agitateurs pendant quelques mois — elle a besoin de créateurs depuis quatorze ans et à peine est-elle sur le seuil de sa besogne. Y pensons-nous ? Si demain la crise économique permettait la Révolution, serions-nous capables de gérer nos services ! Aurions-nous tout prêts assez de techniciens pour les chemins de fer — avons-nous en réserve les équipes qui dirigeraient les usines Citroën, les usines Renault et la boîte à Michelin ? ou bien nous faudrait-il pendant des années et des années nous confier à des techniciens dont nous nous défions et que nous aurions à peine la capacité de contrôler ?

Et où sont nos économistes, nos législateurs, nos financiers ? Nous avons bien souvent de la peine à trouver un trésorier de syndicat...

Qu'on ne pense pas que cela signifie la nécessité d'attendre des cadres pour agir : cela signifie que parallèlement à toute besogne d'action révolutionnaire doit s'envisager un vaste travail de culture prolétarienne qui se trouve être une de ces bases multiples sur lesquelles doit s'asseoir notre syndicalisme pour prendre sa figure de constructeur d'un ordre nouveau. A peine en parle-t-on dans la C.G.T. U. et les partis prolétariens. Combien de syndicats ont seulement une bibliothèque ? Combien de militants taxent de telles préoccupations de « réformisme » et se refusent à tout effort autre que l'ingurgitation de la pâtée du journal quotidien ?

Abattre le prestige de la culture bourgeoise

Si nous pouvions hésiter sur la nécessité et l'efficacité de cet effort immédiat de culture, voici un petit fait, qui lèverait nos hésitations. La **Révolution Prolétarienne** de novembre 1930 a publié une étude sur les **Ecoles Ouvrières anglaises.** On a pu voir comment ce mouvement d'éducation s'était empiriquement formé avec ses diverses tendances. De ce mouvement on a pu contester la valeur strictement révolutionnaire, il est fort probable en effet que certaines des branches de ce grand arbre sont des branches mortes. Mais la preuve qu'il comporte une certaine efficacité prolétarienne (efficacité destinée à varier avec les fluctuations qui atteignent la classe ouvrière anglaise) c'est la bourgeoisie qui nous la fournit. Elle pense en effet à donner des bourses aux **ouvriers** pour suivre les cours des Universités bourgeoises d'Oxford et Cambridge.

Voici d'ailleurs exactement ce que dit la « Cambridge Review » :

On a émis l'idée que les Universités pourraient jeter un pont entre le travail purement physique et celui purement cérébral en éduquant l'élite de la classe ouvrière, les leaders des syndicats. Pendant des centaines d'années les Universités ont fait l'éducation des leaders de l'Eglise, du Barreau et de l'Etat; si elles pouvaient avoir les leaders du mouvement syndical, cela comblerait une lacune de leur travail pour l'Etat.

Egalement éloigné de la thèse petite-bourgeoise appelant n'importe quelle culture et de la thèse opposée qui renvoie au lendemain de la Révolution la mise en œuvre d'une culture prolétarienne, le Syndicalisme révolutionnaire considère que la classe ouvrière doit s'employer chaque jour — même en régime bourgeois — à créer ses organes de culture.

Il est nécessaire de fournir aux travailleurs un certain nombre d'éléments qui leur permettront de remettre à sa place la culture bourgeoise et d'abattre le prestige qu'elle a usurpé ; — d'analyser et de discuter la pensée et les réalisations éducatives des organisations prolétariennes françaises et étrangères et particulièrement de la Russie soviétique — de suivre l'effort d'expérimentation et d'adaptation que les pédagogues d'avant-garde poursuivent au sein même de l'école actuelle.

Tout cela sans oublier que la culture déborde largement les questions scolaires et les cadres théoriques et qu'à l'heure actuelle elle est fortement influencée par les réalisations artistiques de toutes sortes, au premier rang desquelles il faut placer la littérature, le cinéma et la radio

Cet effort nécessaire est plus ou moins amorcé de divers côtés ; la **Révolution Prolétarienne** comme par le passé et plus que par le passé s'efforcera d'y contribuer aussi bien par son travail propre qu'en suivant avec attention l'effort que d'autres peuvent faire. Persuadée que la création d'une culture ouvrière ne saurait être l'œuvre de quelques individualités plus ou moins spécialisées, elle demande à tous ses amis syndicalistes révolutionnaires d'apporter leur pierre à l'édifice. Critiques, suggestions, documents, articles, tout ce qui pourra contribuer à nous éclairer les uns les autres et à fortifier notre volonté d'édifier l'ordre socialiste sera le bienvenu.

B. GIAUFFRET.

LETTRE DE L'INTERNATIONALE

Où en est l'Allemagne ?

C'est être assez présomptueux que d'écrire un article sur la situation actuelle de l'Allemagne. Personne, dans le pays lui-même, ne sait où en sont les choses. Il y a de cela plusieurs semaines, vers minuit, un membre du parti communiste allemand arrivait, fraîchement débarqué d'un avion, dans une ville étrangère, afin d'y déposer des documents importants, tant l'on était alors convaincu que la révolution était imminente.

Il est revenu, il y a quelque temps, plus tranquille et moins pressé. Et il a déclaré que la gauche du parti communiste avait été trahie par la droite, celle-ci n'étant rien autre... que la majorité de la Centrale du Parti. L'on s'attendait, dit-il, à un nouvel octobre 1923. En Allemagne, octobre 1923 est considéré comme l'époque où une révolution aurait éclaté si le président du parti communiste d'alors n'avait pas sonné la retraite...

Pour les révolutionnaires des autres pays cela peut paraître une plaisanterie... En Allemagne, des hommes, qui ne sont pas dépourvus d'intelligence, y croient.

Les communistes de droite, c'est-à-dire la majorité du P. C. allemand, sont d'avis qu'il est nécessaire actuellement de retenir le prolétariat afin qu'il ne subisse pas une défaite qui lui fasse perdre complètement courage. Et cela, alors qu'il y a six mois, on parlait dans les termes les plus enthousiastes, de la révolution toute proche ; tout était alors en ébullition ; maintenant on cherche à mettre une sourdine.

Personne ne parle plus d'un putsch hitlérien. Ceux de la gauche affirment d'ailleurs qu'on n'y a jamais cru sérieusement. On l'a inventé afin de ne pas être forcé de mettre la main à la pâte soi-même.

Ce qu'il y a de vrai dans tout cela, il est difficile de le savoir, mais en tous cas, c'est de cette manière que jugent la gauche et la droite du P.C. allemand.

Moins authentique, et dite plutôt à la blague, est cette histoire qui circule dans le parti. Thälmann, le héros officiel et le chef de la future révolution allemande, aurait été mandé près de Staline. Celui-ci lui aurait dit : « Vous avez donc l'intention de faire en Allemagne la révolution. Hem ! Hem ! Cela dérange notre plan quinquennal... Donnez nous un quart d'heure de grâce... » Thälmann aurait concédé aux Russes le quart d'heure de grâce et c'est pourquoi on a mis le

frein à la révolution allemande ; — tel est ce que racontent ceux de la gauche.

A un point de vue objectif, il est bien difficile de dire quelle pourrait être la solution du problème allemand. L'Allemagne est surindustrialisée. Il y a deux millions d'hommes que l'industrie ne peut pas occuper à moins que l'Allemagne et la Russie ne forment une seule unité économique. Dans le reste du monde il n'existe, à l'heure qu'il est, aucune chance pour l'écoulement des produits de l'industrie allemande. La Russie, il est vrai, s'industrialise, et absorbe, pour cela, un certain nombre d'architectes, d'ingénieurs, d'ouvriers qualifiés allemands, mais cela est négligeable.

La gauche du P.C. allemand affirme : dans le cas d'une révolution allemande on transporterait Moscou à Berlin, on formerait un empire socialiste, et la solution serait toute trouvée.

La Russie, en la personne de ses leaders responsables, se tait.

En tous cas, la grande masse, en Allemagne, ne possède point ce puissant agent moteur que serait l'idée qu'une solution concrète à ses difficultés est actuellement possible, et que cette solution peut être atteinte par une révolution. Cela est grave. Car il faut croire à l'utilité d'une action révolutionnaire pour pouvoir l'exécuter avec joie.

Tout porte à croire que la révolution allemande serait un acte de désespoir, plutôt qu'un acte optimiste de foi en un bel avenir. Au moins chez ceux qui réfléchissent.

Hitler et Cie, s'empareront-ils du pouvoir ? C'est possible. Mais cela ne signifie pas grand'-chose.

Ils seraient bien forcés de recourir aux mêmes moyens que le grand capitalisme : faire des économies sur le dos de l'ouvrier. Lui donner si peu à manger que l'obtention d'un profit redevienne possible. Point n'est besoin d'offrir le pouvoir à Hitler et aux siens pour qu'ils assomment les ouvriers ; ils le font bien sans cela. Chaque samedi et chaque dimanche, et, si besoin est, les autres jours de la semaine. Les revendications sociales des Hitlériens ? mais ils ne pourront jamais les mettre à exécution lorsqu'ils seront au gouvernement — sauf peut-être celles contre les juifs... Malheureusement, un bon nombre de ceux qui appartiennent aux partis social-démocrate, ou communiste, ou au prolétariat non-organisé, prendraient part à une telle action, mais au point de vue économique, cet antisémitisme de pogromes ne soulagerait personne — sauf les quelques bandits qui auraient organisé les pogromes.

D'ailleurs Hitler peut faire des pogromes sans être au pouvoir — et il en a déjà fait.

L'Allemagne est dans une situation redoutable. Le pire est que l'on ne voit rien comme préparatifs et comme action — seules, les grandes phrases résonnent. La situation rappelle celle du printemps 1914.

A cette époque, l'on voyait venir la guerre, et la social-démocratie internationale, toujours prête à se contenter de phrases, proclamait : « il ne faut pas s'en faire ; nous saurons l'empêcher ».

Et puis, quand la guerre a éclaté, les chefs de l'Internationale Ouvrière, la queue entre les jambes, se sont dispersés, muets et furtifs...

Une nouvelle menace surgit. On n'entend presque plus rien — et s'il arrive quelque chose, ce sera peut-être un 1914, ou, comme ceux de la gauche le prophétisent, un octobre 1923... Espérons cependant qu'il n'en sera pas ainsi.

X. Y. Z.

Nous publierons dans notre prochain numéro un article de Pierre MONATTE sur : *la première campagne pour l'unité et les deux congrès confédéraux.*

HENRI FULCONIS

Les lecteurs de la R. P. apprendront avec douleur la mort de notre ami Henri Fulconis survenue le 9 octobre.

Henri Fulconis avait dû cesser toute activité militante depuis deux ans et demi, mais on n'a pas oublié le rôle important qu'il a joué dans le syndicalisme universitaire et à la Ligue Syndicaliste. Dans « Le Cri du Peuple » du 13 octobre, on trouvera des détails biographiques sur un militant dont la classe ouvrière peut être fière.

Agé de 32 ans seulement, Fulconis avait participé depuis dix ans à toutes nos batailles : DEFENSE DE LA REVOLUTION RUSSE, ORGANISATION DU SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE, EFFORT DE REDRESSEMENT DU MOUVEMENT OUVRIER, LUTTE POUR L'UNITE SYNDICALE. Appartenant à la fois au S. N. confédéré et à la Fédération unitaire, il fut l'un des plus fervents partisans du front unique, et son activité corporative n'a été arrêtée que par la maladie. Encore a-t-il tenu longtemps, même malade, la rubrique corporative dans l' « Action Syndicaliste ». Les lecteurs de la R.P. se souviennent aussi des deux études qu'il donna sur le TRAITEMENT UNIQUE et sur LES CONSEILS D'ECOLE, et de l'effort de propagande qu'il entreprit en faveur de la LIGUE SYNDICALISTE dont il était le trésorier.

Parmi les « nés de la guerre », Fulconis était un des plus honnêtes, des plus fermes, des plus vigoureux.

POUR L'ANNIVERSAIRE...

En mémoire de ceux qui ont fait la Révolution et qui sont maintenant en Sibérie ou en exil.

Les deux grandes journées de 1917

LE 22 OCTOBRE

Le conflit entre les deux pouvoirs — le gouvernement provisoire présidé par Kerenski, et le Soviet — entre à Pétrograd dans une phase aiguë à partir du 16 octobre, moment de la constitution du Comité Révolutionnaire Militaire (C.R.M.) — Antonov-Ovsenko, Podvoiski, Tchoudnovski, — près le Soviet. La garnison de Pétrograd était acquise au bolchevisme. Le gouvernement, arguant de l'éventualité d'une offensive allemande, prétendit faire sortir les régiments les plus révolutionnaires. Pourvu de services de liaison, d'informations, d'armement, le C. R.M. commença par désigner des commissaires auprès de toutes les unités de troupes ; la bourgeoisie s'armait de son côté ; la nomination de commissaires auprès des dépôts d'armes l'empêcha de continuer ; les délégués du C.R.M. furent bien accueillis par les soldats qui savaient le Comité décidé à empêcher leur envoi au front. Le C.R.M. refusa, en effet, de contresigner l'ordre de départ des régiments rouges ; refus qu'on eut l'adresse de motiver par le désir de se renseigner sur les besoins de la défense... Le C.R.M. assuma auprès de la garde rouge les fonctions d'un quartier général. Il prescrivit finalement aux troupes de n'obéir à aucun ordre émanant du commandement de la place. Dès lors, l'insurrection fut en quelque sorte latente. Deux pouvoirs se mesuraient et deux autorités militaires, l'une — insurrectionnelle — annulant délibérément les ordres de l'autre...

Située au centre de la ville, sur un îlot de la Néva, bien garnie de canons, la forteresse de Pierre-et-Paul était pour le C.R.M. un gros sujet d'inquiétude. Son artillerie menaçait le palais d'Hiver. Son arsenal renfermait 100.000 fusils. La garnison paraissait fidèle au gouvernement provisoire. Trotski proposa de prendre la citadelle de l'intérieur... par un meeting. Il y réussit (avec Lachévitch).

La journée du 22 octobre fut celle du Soviet de Pétrograd ; ce fut, en somme, le plébiscite grandiose, de l'insurrection. Comme il arrive souvent quand s'accomplissent des événements d'une immense ampleur, la cause immédiate paraît en être de peu d'importance : car elle n'est en réalité, dans l'enchaînement des causes, que le dernier maillon, souvent ténu. Le Comité Exécutif Central des Soviets, encore sous l'empire des socialistes de paix sociale, tenait la caisse du Soviet de Pétrograd. Celui-ci avait besoin d'un journal. Il fut résolu d'organiser le 22 une série de grands meetings destinés à réunir les fonds nécessaires à la création d'un organe. La presse bourgeoise, apeurée par cette mobilisation de masses, annonça l'émeute. Kérenski tint un langage qui parut énergique, mais n'était que fanfaron. « Toute la Russie est avec nous ! Nous n'avons rien à craindre ». Il menaça « les éléments, les groupes, les partis qui osent attenter à la liberté du peuple russe, risquant au même moment d'ouvrir le front à l'Allemagne, d'une liquidation décisive et complète ». Un Gallifet ! Un Cavaignac ! Vaines menaces. Il était trop tard. La journée du 22 fut une mobilisation formidable des masses. Toutes les salles furent bondées. A la Maison du Peuple (Narodni Dom), des milliers d'hommes emplirent les couloirs, les galeries, les salles ; dans le grand hall, des grappes humaines s'accrochèrent, frémissantes, à l'armature métallique de l'édifice... John Reed était là ; ses notes sur cette assemblée, où la voix de Trotski souleva la foule, méritent d'être citées. « Autour de moi, les gens paraissaient entrer en extase. Il me semblait que la foule allait entonner tout à coup, spontanément, sans entente ni signal, un hymne religieux. Trotski lut une résolution où la formule générale disait à peu près que l'on verserait pour la cause des ouvriers et des paysans jusqu'à la dernière goutte de sang... — Qui est pour ? — La foule innombrable leva les mains comme un seul homme. Je voyais ces

mains levées et les yeux brûlants des hommes, des femmes, des adolescents, des ouvriers, des soldats, des moujiks... Trotski continuait à parler. Les mains, innombrables, demeuraient levées. La foule consentait. La foule prêtait serment... Et la même chose se passait dans tout Pétrograd. Partout avaient lieu les derniers apprêts ; on prêtait partout les derniers serments. Des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers d'hommes. C'était déjà l'insurrection. »

LE 25 OCTOBRE

Les forces révolutionnaires de Cronstadt reçurent, le matin du 25, l'ordre de se préparer à prendre la défense du congrès des Soviets (car toute l'offensive se déroulait avec un semblant formel de défensive).

La flotte vint nombreuse à la rescousse du prolétariat et de la garnison. Les croiseurs « Aurore », « Cleg », « Norik », « Zabiiaka », « Samson », deux torpilleurs, d'autres bâtiments encore remontèrent la Néva.

Trois camarades, Podvoiski, Antonov-Ovseenko, Lachévitch avaient été chargés d'organiser la prise du Palais d'Hiver. Avec eux travaillait Tchoudnovski, grand militant des premiers jours, qui devait périr bientôt en Ukraine. L'ancienne résidence impériale est située au centre de la ville, en bordure de la Néva ; sur l'autre rive, à six cents mètres, la forteresse de Pierre et Paul lui fait vis-à-vis. Au midi, la façade du palais donne sur une vaste place pavée, où s'érige la colonne Alexandre Ier. Lieu historique. Au fond, en demi-cercle, les vastes bâtiments réguliers de l'ancien grand état-major et de l'ancien ministère des Affaires étrangères. Sur cette place, crépitèrent, en 1879, les coups de revolver de l'étudiant Soloviev, devant lequel on vit fuir, courant en zig-zag, blême et la nuque baissée, l'autocrate Alexandre II. En 1880, la dynamite du menuisier Stéphane Khaltourine, explosant sous les appartements impériaux, secouait ces mornes édifices. Au 22 janvier 1905, sous ces fenêtres, la troupe ouvrait le feu sur une foule de pétitionnaires ouvriers, porteurs d'icônes, venus vers le tsar, petit-père du peuple, en chantant des hymnes religieux. Il y eut ici une cinquantaine de morts et plus d'un millier de victimes au total ; et l'autocratie fut touchée à mort par ses propres balles...

Le 25 octobre, dès le matin, les régiments acquis aux bolcheviks et les gardes rouges commencèrent à cerner le Palais d'Hiver, siège du ministère Kérenski. L'assaut devait être donné à 9 heures du soir, bien que Lénine s'impatientât, exigeant qu'on en finit plus vite. Pendant que le cercle de fer se resserrait lentement autour du palais, le congrès des Soviets se réunissait à Smolny, dans un ancien institut des Filles de la noblesse. Encore illégal, quelques heures avant d'incarner la dictature du prolétariat, encore grimé, Lénine arpentait d'un pas nerveux une chambrette de l'institut. A tout arrivant, il demandait : « Le Palais ? Pas encore pris ? » La fureur montait en lui contre les hésitants, les temporisateurs, les indécis. Il menaçait Podvoiski : « Il faut le faire fusiller, le faire fusiller ! » Les soldats, groupés autour des brasiers, dans les rues voisines du palais témoignaient de la même impatience. On les entendait murmurer que « les bolcheviks aussi se mettaient à faire de la diplomatie ». Une fois de plus, le sentiment de Lénine était, même sur un point de détail, celui de la masse. Podvoiski, sûr de tenir la victoire, différait l'assaut. L'agitation démoralisait un ennemi condamné. Chaque goutte de sang révolutionnaire, facile à épargner, était, dans ces conditions, précieuse.

Une première sommation de se rendre est adressée à 6 heures aux ministres ; à 8 heures, second ultimatum ; le parlementaire bolchevik harangue les défenseurs du palais ; les soldats d'un bataillon d'élite se rendent aux insurgés : un hourrah formidable les accueille sur la place transformée en champ de bataille. Le bataillon de femmes se rend quelques minutes plus tard Les ministres, terrifiés, gardés dans une vaste salle sans lumière par une poignée de jeunes aspirants, hésitent encore à capituler. Kérenski les a lâchés, promettant un prompt retour à la tête de troupes fidèles. Ils s'attendent à être écharpés par une foule furieuse. Le canon de « l'Aurore » — qui tire à blanc ! — achève de démoraliser les défenseurs. L'assaut des rouges ne rencontre qu'une molle résistance. Des grenades éclatent sur les grands escaliers de marbre, des corps à corps se nouent dans les corridors. Dans la pénombre d'une vaste antichambre, une rangée d'aspirants livides croisent la baïonnette devant une porte lambrissée.

C'est le dernier rempart du gouvernement bourgeois de la Russie. Antonov-Ovseenko, Tchoudnovski, Podvoiski écartent ces baïonnettes inertes. Un jeune homme leur chuchote : « Je suis à vous ! » Le gouvernement provisoire est là : treize messieurs flageolants, lamentables, treize visages décomposés, noyés dans l'ombre. Comme ils sortent du palais, encadrés de gardes rouges, une clameur de mort s'élève. Soldats et marins ont des velléités de massacre. La garde ouvrière les contient. « Ne souillez pas d'excès la victoire prolétarienne ! »

Les ministres de Kérenski vont rejoindre à la forteresse de Pierre et Paul, vieille bastille où passèrent tous les héros de la liberté russe, les ministres du dernier tsar. C'est fini.

Victor SERGE.

(L'An I de la Révolution Russe).

IL Y A CENT ANS

La première prise du pouvoir par le prolétariat

LYON, NOVEMBRE 1831 [1]

LE TARIF

En février 1831, les travailleurs de la soie de Lyon adressent à la Chambre des députés une pétition respectueuse, où ils exposent leurs doléances et demandent la réorganisation du tribunal des prud'hommes sur les bases paritaires. Ils se plaignent de ce que ce tribunal, dont les jugements sont rendus à huis clos, tranche toujours contre leurs intérêts. Mais on chercherait en vain, dans ce long document, une phrase qui ressemblât à une menace ou à une mise en demeure. Les ouvriers protestent de leur attachement au pouvoir ; s'ils se plaignent de leurs employeurs, ils se déclarent confiants dans l'intervention de la Chambre.

Inutile de dire que cette supplique reste sans effet.

Le 11 octobre, le tribunal des prud'hommes, dont la sollicitude envers les canuts n'a pourtant rien d'excessif, prend une délibération où il est dit :

« Considérant que, malgré toute la sollicitude du conseil des prud'hommes pour le bien-être des ouvriers, il est de notoriété publique que beaucoup de fabricants paient des façons fort minimes ;

« Considérant que dans les circonstances actuelles il importe d'ôter tout prétexte à la malveillance et de maintenir la tranquillité de la classe ouvrière malheureuse ;

« Le Conseil, après avoir délibéré, décide qu'il est utile qu'un tarif au minimum soit fixé, etc... »

Le maire de la Croix-Rousse, Richan, invite le préfet à provoquer l'établissement d'un tarif ; le préfet, Bouvier du Molart, se montre favorable à cette idée, tant par prudence que par intérêt réel pour la souffrance ouvrière.

Une réunion de la chambre de commerce abonde dans le même sens ; elle constate :

1° Que les ouvriers sont dans un état de souffrance réelle ;

2° Qu'une petite minorité (?) de fabricants abuse des circonstances pour faire des bénéfices scandaleux ;

3° Qu'il est utile et urgent de venir au secours des ouvriers par la publication d'un tarif ;

4° Que cette mesure n'est pas nouvelle, qu'il y a eu de nombreux précédents.

Du côté des ouvriers, on s'agite beaucoup. Des attroupements sont signalés chaque jour par les rapports de police des commissaires ; on crie, on chante « la Marseillaise ». « Le Précurseur » signale des cris et des menaces contre les fabricants. Le 8 et le 10 octobre, les chefs d'atelier se réunissent ; ils écrivent au préfet pour lui demander de les soutenir pour l'obtention du tarif. Le préfet promet son concours. Une commission est nommée, à la tête de laquelle se trouve un chef d'atelier des Brotteaux, Bouvery. Elle est tout à fait légaliste, et son président s'empresse de publier qu'il n'accepte ce poste qu'à la condition que l'ordre ne sera point troublé. La lettre au préfet affirme : « Loin d'elle (la commission), Monsieur le préfet, l'idée d'arriver à son but par des voies violentes et illégales ».

Les ouvriers s'adressent également à l'administration municipale. L'adjoint Boisset convoque une réunion des fabricants et des ouvriers ; elle ne donne aucun résultat. Grande colère des patrons, qui accusent l'administration d'avoir organisé un guet-apens! Obligés, par l'intervention du maire et du préfet, de se prêter à des conversations auxquelles ils étaient généralement hostiles, ils diront plus tard qu'ils ont eu la main forcée et qu'ils ont cédé à la menace et à la contrainte.

Une autre réunion a lieu le 21 octobre, devant le préfet, assisté des maires de Lyon, Vaise, la Croix-Rousse, la Guillotière ; de délégués de la chambre de commerce et des prud'hommes. Les délégués patrons prétendent n'être pas mandatés. Les délégués ouvriers refusent de traiter avec des gens sans mandat. Le préfet convoque alors les patrons pour le 24, à l'effet de nommer des délégués officiels ; une nouvelle réunion a lieu le 25 entre vingt-quatre patrons et vingt-quatre ouvriers. Le tarif élaboré par les ouvriers est voté et signé en présence du préfet.

Pendant la délibération, une manifestation des ouvriers a lieu dans les rues de la ville. Groupés par sections, les ouvriers défilent (chefs d'atelier et compagnons) jusque devant la préfecture. Le préfet, en uniforme, vient les exhorter à se retirer, afin qu'on ne puisse les accuser d'avoir pesé sur le vote par une manifestation provocatrice. Les ouvriers, en se retirant, crient : « Vive le préfet ! Vive notre père ! »

Ils reviennent cependant un peu plus tard, et le préfet en personne leur annonce la signature du tarif. Celui-ci, porté à la connaissance du public par voie d'affiches, est « certifié »par « le maire, Boisset, adjoint ; le préfet, du Molart ». La joie est extrême dans les quartiers des canuts. Ce soir-là, ils illuminent, et des bals et des fêtes se prolongent durant toute la nuit.

Mais ce résultat acquis, les fabricants cherchent aussitôt à obtenir l'abolition du tarif. D'après la relation de Bouvier du Molart, cent quatre fabricants manifestèrent seuls tout d'abord leur hostilité :

« Les vingt fabricants seuls réfractaires au tarif sur quatorze cents se sentant forts de l'opinion de M. le comte d'Argout s'agitèrent, recrutèrent une trentaine de leurs confrères ; tous ensemble déterminèrent une cinquantaine d'autres à joindre leur signature au bas de ce fameux mémoire des cent quatre, nombre qui n'a jamais été dépassé par les opposants au tarif. »

(1) Extrait d'une brochure *Les Insurrections lyonnaises* (1831-1834) qui vient de paraître à la librairie du Travail.

Depuis la signature du tarif, le conseil des prud'hommes condamne les fabricants qui se refusent à l'appliquer. Mais le 17 novembre, sur les instances du ministre d'Argout, Bouvier du Molart est contraint d'écrire que le tarif « n'avait pas force de loi, qu'il n'était qu'un engagement d'honneur ». C'est la permission octroyée aux patrons de reprendre leurs anciennes pratiques. Le tarif ne peut avoir de valeur que s'il est respecté par tous les fabricants et s'il a un caractère d'obligation. Les prud'hommes cessent aussitôt de donner gain de cause aux ouvriers, et ceux-ci, voyant perdus le fruit de leurs efforts et leurs espoirs dans une amélioration de leur sort, sont portés à un état de colère désespérée. Ils maintiennent leur décision de voir appliquer le tarif, et les patrons, de leur côté, menacent de refuser du travail.

Ils passent bientôt à l'exécution de cette menace. « Plusieurs milliers de métiers cessent tout à coup d'être occupés » écrit Monfalcon. Ce que le préfet redoutait va se réaliser : l'effervescence qui se manifestait chez les ouvriers, et qui avait été calmée par le vote du tarif, renaît, plus violente. Les « soyeux » lyonnais ont toujours eu la réputation de cagots routiniers qui ne brillent ni par leur intelligence ni par leur libéralisme. Face à la concurrence étrangère, ils ne trouvent qu'une solution simpliste, capitaliste par essence, le maintien des salaires à des taux que le prix de la vie rendait plus qu'insuffisants, quelles que soient d'ailleurs les facultés de résignation et d'endurance et la dose de patience d'une population à la fin excédée.

LE COMBAT

Le dimanche 20 novembre, les ouvriers se réunissent. Ils décident une manifestation monstre qui se déroulera le lendemain dans la ville, pour réclamer du travail et le tarif. Déjà, « l'Echo de la Fabrique », journal ouvrier, a lancé un avertissement aux fabricants qui provoquent la fermeture des ateliers. Qu'ils prennent garde, dit en substance la feuille des canuts ; les ateliers pourraient bien rester fermés plus longtemps que ces messieurs le pensent.

Est-il vrai, comme l'ont rapporté certains journaux et certains historiens du temps (Monfalcon et Baron, entre autres), que dès le 20 les ouvriers se mirent à confectionner des cartouches ? Les canuts pensaient-ils déjà à une action violente, ou bien celle-ci est-elle née des circonstances ? Il apparaît certain qu'aucune action violente n'a été concertée d'avance ; la grosse majorité des canuts demeure partisan d'une action légale ; mais des circonstances fortuites pousseront cette masse exaspérée à une révolte spontanée.

Le soir du 20 novembre, le maire de la Croix-Rousse, Richan, garantit le calme de son faubourg au préfet. La police ne manifeste pas grande inquiétude. Le préfet est optimiste. La popularité réelle dont il jouit auprès des ouvriers lui semble un gage certain de paix et de concorde.

Dès le matin du lundi 21, des groupes nombreux se forment à la Croix-Rousse. Il semble bien qu'ils ne soient pas armés. Aussitôt avertie, l'autorité croit suffisant, pour disperser les attroupements, d'envoyer un petit détachement de la 1re légion de la garde nationale. Malheureusement, cette légion comptait beaucoup de fabricants, et il y en avait plusieurs dans le détachement. Leur présence paraît une insupportable provocation aux ouvriers. Bernard et Charnier écriront plus tard dans leur « Rapport présenté à M. le président du conseil des ministres par deux chefs d'atelier » :

« Il ne fallait pas justement choisir, pour doubler les postes et faire la police, cette 1re légion de la garde nationale composée en partie de fabricants. On mettait ainsi en présence deux ennemis dont le moindre geste pouvait être mal interprété, et c'est ce qu'une malheureuse expérience a prouvé (p. 7). »

Des sarcasmes aux insultes, des insultes aux coups, la bagarre n'est pas longue à naître. La garde nationale redescend précipitamment le chemin qu'elle a gravi, poursuivie à coups de pierres. Un peu plus tard, un détachement de la ligne fait une tentative pareille et subit le même sort. Mais ces escarmouches ont exaspéré et encouragé les ouvriers. Certains chefs d'atelier appartiennent à la garde nationale. Il n'est donc pas difficile d'avoir des fusils : les canuts commencent à s'armer.

Le préfet et le général Ordonneau, qui commande la garde nationale, s'avancent avec une escorte, par la Grand'Côte, pour parlementer. Le préfet est confiant dans l'effet de sa parole. Mais les ouvriers sont surexcités ; ils entourent le général et le préfet et les emmènent prisonniers. Ils refoulent leur escorte à coups de fusil. Ce premier engagement sérieux a fait cinq morts dans la ligne. La bataille est désormais irrémédiablement engagée. Les ouvriers se répandent dans les rues du faubourg en appelant aux armes.

A peu près au même moment, une autre tentative moins pacifique est faite par la côte Saint-Sébastien. Une foule d'ouvriers barre le passage à la troupe. Le commandant du détachement fait les sommations d'usage ; un cri lui répond : « Le tarif ou la mort ! » La troupe avance à la baïonnette et prend pied sur le plateau, d'où un ordre la retirera bientôt.

Cependant, le préfet a été emmené à la mairie de la Croix-Rousse. Du balcon, il se met à haranguer la foule, quand, sur l'ordre du comte Roguet, commandant de la garnison, et qui malade, s'est fait transporter à l'hôtel de ville, les soldats ouvrent le feu sur les ouvriers placés en sentinelle au haut de la Grand'Côte. Le canon s'en mêle. Les ouvriers aussitôt deviennent furieux et croient à une trahison. Le pauvre préfet est bousculé, menacé, et finalement enfermé dans un réduit où, quelques heures plus tard, on lui donnera comme compagnons quatre ouvriers tués dans le combat.

Vers 11 heures du matin, une cinquantaine d'ouvriers, armés de fusils, descendent la Grand'Côte ; derrière eux se groupent plusieurs milliers d'autres qui, avec des piques, qui avec des sabres ou des étais (sortes de bâton) arrachés aux métiers. Ils se heurtent aux gardes nationaux qui tiennent le poste du bas de la côte, les désarment et les dispersent.

Dans le cours de la journée, l'armée fait contre le plateau diverses tentatives, toutes sans résultat. Comment les charges de cavalerie pourraient-elles aboutir dans ces rues étroites, raides, anguleuses, au

milieu d'une population hostile ? Les ouvriers ont l'avantage de la position ; le quartier domine la ville de toutes parts. Une poignée d'hommes armés et résolus suffit pour tenir en échec une troupe nombreuse. D'ailleurs, les soldats se battent assez mollement, surtout ceux de la ligne. La garde nationale n'a presque pas répondu à la convocation qui lui a été adressée. Des gardes nationaux ont même donné leur fusil et leurs cartouches en secret aux insurgés. Mieux, ceux de la Croix-Rousse sont passés en grande partie dans les rangs des canuts. Ceux-ci désarment sans coup férir plusieurs postes de gardes nationaux et même de troupe. Des soldats du génie se sont laissé désarmer par un groupe d'insurgés composé surtout de femmes et d'enfants.

Pour prendre le plateau, il faudrait des forces considérables et il serait nécessaire de le tourner. Une seule tentative de déborder les insurgés est faite dans la journée par la cavalerie, montée de la Boucle. Les habitants du quartier se montrent si hostiles qu'on ne fera plus aucune tentative de ce côté-là.

La nuit survient, alors que partout les ouvriers tiennent tête victorieusement. Chacun couche sur ses positions ; les ouvriers font de grands feux et demeurent en armes. Les soldats manquent de vivres. Cependant, le comte Roguet a fait venir des renforts de Trévoux. Ses troupes sont bien inférieures en nombre : il y a à Lyon 1.800 hommes de garnison ; sur les 12.000 gardes nationaux, à peine 1.000 ou 1.200 ont « répondu à l'appel de l'honneur », comme dit Montfalcon. La police, peu nombreuse, ne saurait renforcer beaucoup les troupes de Roguet. Enfin, la ligne manifeste quelque répulsion à tirer sur les ouvriers. L'avantage est donc très nettement du côté de ces derniers à la fin de la première journée de combat.

Vers 8 heures du soir, les ouvriers relâchent le préfet, mais retiennent encore le général Ordonneau. Roguet leur intime l'ordre de le mettre en liberté, faute de quoi il menace de réduire la Croix-Rousse en cendres. Les canuts ne se laissent pas intimider. Ils négocient : le général sera rendu à condition que les ouvriers faits prisonniers dans la journée soient relâchés. L'échange a lieu le 22, vers 4 heures du matin.

Un peu après arrivent à la Croix-Rousse 400 à 500 ouvriers des Brotteaux et de la Guillotière, qui viennent de faire un détour de quatre lieues par Sainte-Foy, Saint-Just, le pont de Saint-Rambert, pour apporter leur aide à leurs camarades de la Croix-Rousse. Ce renfort inattendu encourage les ouvriers, qui espèrent maintenant l'appui des autres quartiers. Aussi, dès 7 heures du matin, une foule immense se réunit et se propose de descendre en ville. Sur elle plane le fameux drapeau noir, avec la devise désormais célèbre : « **Vivre en travaillant ou mourir en combattant** ».

L'autorité fait une vaine tentative pour rassembler la garde nationale. En plusieurs endroits, on injurie et on menace l'homme qui bat le rappel et l'on crève son tambour. L'effervescence a d'ailleurs gagné la ville entière. Dans les faubourgs ouvriers, à Saint-Just, aux Brotteaux, à la Guillotière, tous les corps de métier ont cessé le travail.

Les ouvriers se heurtent au bas de la Grand'Côte à la force armée. Un sanglant combat s'engage ; les ouvriers ne peuvent déboucher. Juchés sur les toits, ils canardent alors les artilleurs, dont les pièces battent la cime de la Grand'Côte. On se fusille des angles des maisons et des fenêtres. « Des femmes et des enfants se sont rendus maîtres de la caserne du Bon-Pasteur » (Monfalcon).

Vers 10 heures du matin, l'insurrection éclate aux Brotteaux, puis à la Guillotière ; elle gagne bientôt toute la ville. Tandis que les tentatives infructueuses se poursuivent contre le plateau de la Croix-Rousse, les ouvriers insurgés cernent peu à peu dans le centre les gardes nationaux et la troupe. Ceux de la Guillotière ont envahi la place Bellecour, incendié le corps de garde et pris les armes qui s'y trouvaient. Le soir, ils se rendent maîtres de l'arsenal d'Ainay, où ils trouvent six mille fusils et des munitions. Les insurgés des Brotteaux ont occupé le pont Morand et pris le corps de garde de la garde nationale. Ils ont fait des tranchées sur le pont pour arrêter les charges de cavalerie. On se fusille d'un quai à l'autre. Des pièces de canon, installées aux abords de Saint-Clair, tirent sur les Brotteaux, mais elles font plus de mal aux curieux et aux maisons qu'aux insurgés eux-mêmes.

Le pont Lafayette est aux mains des ouvriers. Des barricades sont élevées dans le centre, notamment rue Gentil. Les charges de cavalerie viennent s'y briser. Le préfet fait des ouvertures aux ouvriers. Il les supplie de ne pas prolonger plus longtemps les hostilités. Mais il n'est plus temps, sa proclamation n'a pas d'effet.

A la tombée de la nuit, les ouvriers ont pris la poudrière de Serin ; le commandant, avant de se retirer avec ses hommes, a fait jeter la plus grande partie de la poudre à la Saône. Les abords de la place des Terreaux sont aux mains des insurgés. Ils garnissent les maisons des alentours et, des fenêtres, observent les soldats qui gardent la mairie ; les ouvriers attendent le moment de l'assaut final. Mais l'obscurité vient suspendre une fois encore les hostilités.

Du côté de l'autorité, de longues palabres ont lieu. On se demande ce qu'il convient de faire. Il y a trente mille ouvriers sous les armes. La troupe manque de vivres ; les insurgés ont trouvé des fusils et des cartouches à l'arsenal. Pour éviter un massacre général de la garnison, le comte Roguet se résout à ordonner la retraite sur Sathonay et Rillieux, par les quais du Rhône, le cours d'Herbouville et le village de Saint-Clair.

La retraite s'opère vers minuit. Mais les ouvriers, ignorants de ce qui se prépare, croient à une manœuvre offensive. Des barricades s'élèvent rapidement. C'est donc en combattant que l'armée quitte la ville, et la retraite est sanglante. « Les barricades s'élèvent comme par enchantement. » Sur le parcours, la population jette des projectiles de toutes sortes sur la troupe — jusqu'à des meubles. Enfin, l'armée s'ouvre un passage et quitte la ville en laissant derrière elle des morts et des blessés.

A 3 heures et demie du matin, les ouvriers entrent à l'hôtel de ville.

Jacques PERDU.

Toujours la cause des crises

La cause des crises est une question qui continue à passionner beaucoup de nos lecteurs et collaborateurs. J. Péra apporte à son tour sa contribution.

Supposons-nous en période d'accumulation, de reproduction sur une échelle agrandie, c'est-à-dire « de prospérité » (pour parler comme Tardieu) :

La circulation d'un capital industriel est exprimée par Marx (Tome V de l'édition Costes du « Capital ») par la formule :

$$A \left\{ \begin{matrix} T \\ pm \end{matrix} \right. \ldots . M' - A'.$$

Ce qui veut dire qu'un capital A, appartenant à M. Durand, par exemple, est investi dans une affaire où il sert à acheter 1° **des moyens de production** p m (usines, machines, matières à transformer : fils de coton par exemple) 2° **des travailleurs** T. (Les bourgeois disent « de la main d'œuvre »).

Les travailleurs étant mis au contact des moyens de production, la production a lieu (ce qui est indiqué par les points de suspension), et il en résulte une **marchandise** M' **(des tissus** dans notre exemple) qui **vaut plus** que T et p m réunis et qui s'échange contre une somme d'argent A', laquelle est supérieure à A de toute la **plus value** empochée par le capitaliste.

Une fois le cycle terminé, il faut qu'il recommence. Et pour que la « prospérité » continue, pour que la reproduction s'effectue sur une échelle agrandie il faut que la formule ci-dessus puisse se représenter **avec tous ses termes augmentés,** c'est-à-dire qu'il faut :

1° Qu'**un plus grand capital puisse être investi.** Cette possibilité va d'elle-même puisque le capitaliste a entre les mains A' (fruit de la vente terminale) et que cet A' est plus grand que A capital initial.

2° Que **des moyens de production puissent être achetés plus nombreux.** Or les **moyens de production** ne tombent pas du ciel. Ils sont eux-mêmes des **marchandises,** fruit d'un processus productif antérieur. Dans notre exemple les **fils,** matières à transformer par le tisseur Durand, sont fruits de la production et marchandise du **fileur** Dupont. La formule de la production du fileur étant $A \left\{ \begin{matrix} T \\ pm \end{matrix} \right. \ldots . M'-A'$ avec les fils représentés dans cette formule par M', — et comme nous avons supposé la prospérité, cet M', la quantité de fils est en augmentation sur la quantité précédente produite par le même Dupont. Les **moyens de production du capitaliste Durand** peuvent donc être achetés en plus grande quantité que précédemment. De même que la première condition, la deuxième condition de la « prospérité » est réalisée **du seul fait de la « prospérité » même.**

3° Mais il est une troisième condition. La formule était $A \left\{ \begin{matrix} T \\ pm \end{matrix} \right. \ldots .$; il ne suffit donc pas que A et p m aient été augmentés, il faut que T, le **nombre des travailleurs achetés** ait augmenté. A, augmenté du seul fait de la « prospérité » précédente, doit servir à acheter p m et T augmentés. Or, p m, nous l'avons vu est augmentable du fait de la prospérité régnant chez Dupont. Le tisseur Durand peut avoir plus de fils à tisser, du seul fait de la prospérité régnant chez le fileur Dupont. Mais en est-il de même de T ? Est-ce parce que le fileur Dupont a pu trouver plus d'ouvriers que le tisseur Durand va en trouver plus ? **Evidemment non !**

Dans la phase d'investissement des capitaux, **le seul facteur** de la prospérité dont l'existence **ne soit pas liée à cette prospérité même,** c'est T, le nombre des ouvriers. **La prospérité ne peut donc cesser, dans cette phase, que par insuffisance de T, insuffisance du nombre des ouvriers.**

Comment la crise se révèle

Ceci étant, voyons comment les choses se **révèlent.** T, étant devenu insuffisant, la crise est là ; **mais on ne la voit pas !** Pour qu'on l'admette, il faut qu'elle se révèle à tous, ce qu'elle ne va pas tarder à faire !

Voyons comment les choses se passent.

Durand n'ayant pas pu acheter tous les ouvriers qu'il aurait voulu a, en conséquence, acheté moins de matières à transformer, de fils qu'il n'aurait voulu. Mais Dupont, lui, a trouvé des ouvriers. Il a produit à bloc selon la formule de la prospérité : $A \left\{ \begin{matrix} T \\ pm \end{matrix} \right. \ldots . M' - A'.$

Il a donc plus que jamais de M', de fils, et voilà que Durand lui en demande moins que ce qu'on prévoyait !

Les fils ne peuvent alors pas se vendre en entier. M' ne peut pas se transformer en A' (argent). **« Il n'y a pas d'argent ! »** s'écrie Dupont, premier signe de la crise.

Et les fils ne s'étant pas vendus, restent là, forment un stock. **Stock, deuxième signe de la crise.**

L'analyse, comme l'expérience de la crise actuelle, montre qu'**il n'y a de stocks que quand la production diminue.** (On ne voit de surproduction que quand la crise est là...)

Enfin les stocks s'accumulant, « l'argent disparaissant », les prix tombent, les industriels prennent peur, avec juste raison, et réduisent la production, d'où **chômage, troisième signe de la crise,** le plus intéressant pour nous.

Ainsi l'élément du procès de production qui est le premier susceptible de ne pas pouvoir suivre, et par suite de briser le rythme de la reproduction élargie, c'est indéniablement, T, le nombre des travailleurs, puisque seul il est indépendant du rythme lui-même.

Mais ceci établi, il est évident que, une fois le procès de production arrêté, peu importe que l'arrêt ait commencé par la phase A-T ou par une autre : toutes les phases sont arrêtées en même temps, et suivant que l'on sera de par sa situation sociale, plus ou moins intéressé à une phase, on dira : c'est l'arrêt de celle-là l'essence de la crise.

Le spectateur qui voit une seule chose, les stocks augmenter, s'écrie : « C'est la surproduction ! »

L'homme chargé de la transformation M'—A' (le commerçant en gros) s'écrie, nous l'avons vu : « Y a

pas d'argent ! », et cette « explication » par insuffisance monétaire est partiellement reprise par l'imbécile auteur de « Problème de l'or et Crise mondiale ».

Pour le premier capitaliste qui n'a pas trouvé d'ouvriers, il y a eu « crise de main d'œuvre ».

Enfin, pour le spectateur comme Postgate, et avant que les stocks ne commencent à s'accumuler,il y a simplement « crise de spéculation ».

Et quant à Marx, habitué à se placer à toutes sortes de points de vue, il cite tour à tour tous ces aspects comme cause des crises :

la « crise de surproduction » est expliquée assez clairement et classiquement page 130 du tome V ;

pour l'aspect « crise de main d'œuvre », Louzon a cité le passage probant en tête de sa réponse ;

pour l'aspect « crise par insuffisance monétaire », je n'ai pas la phrase présente à la mémoire, mais cet aspect est souvent indiqué à propos de l'impossibilité d'accomplir M'—A' ;

la « crise spéculative » enfin est **formellement** indiquée : « Si nous examinons A—M...P...M'—A'...le procès de production apparaît uniquement comme un moyen terme inévitable, un mal nécessaire en vue de la production de l'argent. C'est pourquoi toutes les nations à mode de production capitaliste sont périodiquement prises d'un vertige, pendant lesquelles elles veulent faire de l'argent sans l'intermédiaire du procès de production. »

Confirmation supplémentaire

Dans notre analyse, nous avons supposé la prospérité et cherché ce qui pouvait l'arrêter. Et nous avons trouvé que la **première** chose (première dans le temps), capable de cela, c'était T. La première cause d'arrêt possible c'était la **possibilité d'insuffisance de la main d'œuvre.** Mais supposons que ce facteur n'intervienne pas. Supposons que les capitalistes aient trouvé assez d'ouvriers (comme les camarades croient que cela s'est produit tout au long de 1929). Le cycle de reproduction élargie, tout à l'heure interrompu en son deuxième stade (A-T) va continuer :

$$A \begin{cases} T \\ pm \end{cases} \dots M' - A'.$$

Le problème, pour qu'il n'y ait pas interruption, c'est donc maintenant que M'—A' s'effectue, que les marchandises produites s'échangent contre de l'argent, se vendent.

Or deux cas sont possibles :

1er cas. Les marchandises doivent servir de moyens de production, elles doivent rentrer dans le stade de la production : le lainier vend sa laine au fileur. Dans ce cas, la prospérité étant supposée, il est évident que la vente s'accomplit. Le fileur ayant vendu sa plus grande quantité de fils au tisseur a de l'argent (A') pour payer la production plus grande du lainier.

2e cas. Les marchandises sont **le terme de la production**, sont objet de consommation. Dans ce cas elles s'échangent non pas contre de l'**argent fruit d'une production en prospérité** mais contre l'argent du public, argent de consommation dont on peut supposer que l'**augmentation n'est pas liée au rythme de la production.**

Voilà donc une nouvelle **variable indépendante,** les moyens monétaires du public ! (ou si vous voulez **la faculté d'absorption du marché,** l'estomac unique de Rockfeller.) Et il est évident que si T a été assez extensible, s'il y a eu assez d'ouvriers, cette variable indépendante à elle seule est capable d'arrêter la machine de reproduction élargie. La saturation des capacités d'achat individuelles est capable d'arrêter l'augmentation de la production.

Mais si les choses sont ainsi, si ce sont les capacités d'achat individuelles qui, par leur saturation, arrêtent la production, que va-t-il se passer ? Evidemment ceci : que **les premiers encombrements de marchandise vont se manifester sur les marchandises de consommation. Et les premières baisses de prix aussi.**

Or c'est le contraire qui s'est passé dans la crise actuelle et dans la précédente ! Stocks et baisses sur les « matières premières » bien avant que sur les objets de consommation. Baisse de la laine en gros d'abord, et, bien longtemps après, baisse des tissus et des vêtements ! Baisse des aciers et des caoutchoucs avant baisse des autos, etc...

Donc, la **variable indépendante** qui a grippé la machine dans la crise actuelle ce n'est pas A', ce ne peut être que T (inextensibilité du nombre des prolétaires.)

J. PERA.

Les nobles, le roi, l'église

L'Angleterre est l'ancêtre des pays capitalistes, mais la situation privilégiée que son industrie et son commerce ont occupé dans le monde au cours du XIXe siècle, ont permis à sa bourgeoisie de conserver et d'entretenir richement toute une séquelle de parasites d'ancien régime : grands seigneurs fonciers (lords), roi, évêques. Voici quelques chiffres caractéristiques donnés au cours de la campagne électorale.

LES LORDS

Un duc possède plus de 400.000 hectares (1).

Onze lords possèdent ensemble 1.600.000 hectares.

La moitié de toute l'Angleterre et du Pays de Galles est possédée par 4.500 personnes seulement.

LE ROI ET SA FAMILLE

Le roi reçoit sur le budget une allocation annuelle de 58 millions 750.000 francs (2).

Les fils du roi (sans compter le Prince de Galles) reçoivent 6 millions 375.000 francs.

Le duc de Connaught reçoit 3 millions 125.000 fr.

Les filles d'Edouard VII reçoivent 2 millions 250.000 francs.

LE CLERGÉ

L'archevêque de Canterbury a un traitement de 32.500 francs par semaine.

L'évêque de Londres a un traitement de 21.625 francs par semaine. L'archevêque d'York a un traitement de 19.500 francs par semaine. L'évêque le moins payé a un traitement de 4.375 francs par semaine.

(1) Rappelons, à titre de comparaison, que la surface de Paris est de 7.802 hectares. La propriété de ce duc est donc égale à 55 fois la surface de Paris.

(2) Ces chiffres ont été établis en comptant la livre au pair.

LA SITUATION POLITIQUE DE L'ESPAGNE

Le camp ouvrier et le camp bourgeois

(Suite et fin)

La Confédération Nationale du Travail

Quand je revois ce que j'avais écrit, il y a deux mois, au sujet de la Confédération nationale du Travail, je me rends compte combien de rectifications et d'amendements il me faut apporter à l'opinion que j'avais alors formulée ; il n'en reste pas moins vrai que malgré ses faiblesses et ses défauts, que je vois mieux à présent, la C.N.T. est encore, à mes yeux, l'organisation ouvrière espagnole contenant le plus d'énergies et de capacités.

Sa force numérique a encore augmentée en ces deux mois ; il n'existe pas de chiffres d'ensemble officiels et récents ; mais le même journaliste, R. Sender, sur les données duquel je me basais plus haut, parle de près d'un million de membres ; ce chiffre doit être proche de la vérité puisque rien qu'en Catalogne, d'après les indications précises établies au dernier Plenum régional, il y aurait 400.000 membres. Chiffre à rapprocher de celui des 250.000 inscrits au moment du Congrès National. Les nouvelles adhésions collectives les plus intéressantes ont été celles de plusieurs organisations ugétistes signalées plus haut, ainsi que l'entrée en bloc de 8.000 cheminots des réseaux andalous.

L'absence d'adoration des chefs persiste toujours ; malheureusement le contrôle exercé par la base se manifeste trop souvent en discours violents dont on ne tire pas les conclusions concrètes nécessaires quant au remplacement de ceux qui n'ont pas convenablement accompli la tâche qui leur avait été confiée. Exemple : durant deux séances, le dernier Plenum régional des Syndicats de Catalogne, quasi unanime, accusa et blâma la rédaction de « Solidaridad Obrera », et le Comité National ; la plupart des délégués estimaient que le quotidien syndicaliste n'avait pas été suffisamment précis dans son attitude envers les politiciens républicains et catalans ; quant au Comité National on lui reprochait de ne pas être intervenu avec assez de vigueur et de décision à l'occasion de la répression exercée à Séville. Les interventions avaient été très violentes, des arguments très durs avaient été formulés ; malgré cela, il suffit que Peiro, le directeur de « Solidaridad Obrera » se présentât déprimé, prenant la position d'un accusé devant un tribunal, reconnaissant au maximum ses erreurs, pour que la corde sentimentale des délégués ait été touchée ; ceux-ci finirent par décider de n'apporter aucun changement aux collectivités dirigeantes de leur organisation.

Les ouvriers syndicalistes ont aussi appris à introduire un peu plus d'ordre dans la vie quotidienne de leurs syndicats ; les assemblées commencent à être un peu plus ordonnées ; cela devient absolument nécessaire quand on songe par exemple aux réunions générales tenues par les métallurgistes de Barcelone qui ne peuvent guère se réunir que dans l'immense Palais des Projections ; encore faut-il toute une installation de haut-parleurs permettant aux ouvriers qui ne parviennent pas à entrer, de suivre au moins les discours.

Dans les locaux, plus d'ordre aussi. J'avais laissé le Syndicat des Métallurgistes semblable à un véritable chantier ; je trouve, à mon nouveau passage, bien des mesures pratiques mises en application : un grand tableau avec lettres mobiles met jour par jour les syndiqués au courant des principales décisions adoptées ; tous les comités de sections ont leurs tables séparées et des heures bien déterminées pour communiquer avec leurs membres ; à côté de la salle où se tiennent les conférences et les réunions d'ateliers, le syndicat a organisé un local où tout en lisant les journaux et en prenant une consommation les membres peuvent bavarder sans déranger les réunions.

Ce sont là des choses élémentaires, direz-vous, mais pour nous qui avons vu le chaos du début, il y a là une surprise agréable.

Son attitude à l'égard du catalanisme

La correction la plus importante que j'aie a apporter à ma lettre d'il y a deux mois concerne les deux tendances existant dans la C.N.T. J'avais qualifié l'une d'elles d'anarcho-syndicaliste ou de syndicaliste révolutionnaire. J'avais nié complètement qu'elle fût entachée de réformisme. Cette appréciation n'est vraie que pour les militants et les membres de la base ; encore ceux-ci ont-ils une conception plus sentie que raisonnée de la nécessité d'éloigner du syndicalisme tout contact direct ou indirect avec des politiciens quelconques. Malheureusement il faut bien reconnaître que plusieurs éléments de la direction de cette tendance, et qui dirigent en outre la rédaction du seul quotidien syndicaliste existant (je pense à Peiro et Clara) ont eu, après les événements de Séville, une attitude de condescendance envers le principe de la République et ils continuent à observer une neutralité excessivement bienveillante à l'égard du nationalisme catalan. Il ne s'agit évidemment pas de pactes signés avec Macia, soupçon que ces leaders repoussent avec vigueur ; il s'agit d'une série d'articles, dont certains publiés sous la responsabilité directe de la rédaction, et qui exprime l'idée que les masses ouvrières n'ont pas la capacité voulue à l'heure actuelle pour faire la révolution sociale, qu'il faut donc ajourner celle-ci indéfiniment. Je n'entreprendrai pas d'appuyer cette appréciation par une série de citations que les lecteurs de la R. P. peuvent trouver autre part ; il me suffira de rappeler une phrase de « Solidaridad Obrera » du 29 juillet qui exprime parfaitement cette déviation : « Nous avons l'honnêteté de déclarer que ni la C.N.T., ni les anarchistes ne sont en situation de remplacer la Répu-

blique par quelque chose de meilleur ». Après le blâme du Plenum régional, la même rédaction, composée des mêmes hommes, publie des articles combattant violemment l'idée même de la République ; des conversions si rapides ne sont généralement pas très profondes.

Par contre, envers le catalanisme, « Solidaridad Obrera » persiste dans son attitude et l'aggrave même ; non seulement le vaste bourrage de crânes organisé en faveur du Statut catalan ne fut point combattu, mais tous les télégrammes parlant de l'accueil triomphal fait à Macia à Madrid furent accompagnés de titres flatteurs ; ils étaient appuyés par des articles dont voici quelques extraits caractéristiques :

Dans le peuple de Catalogne, et plus spécialement chez celui de Barcelone, le privilège de sa situation géographique qui l'a établi en face de noyaux choisis de la civilisation méditerranéenne, a facilité un échange d'idées des plus intenses qui a fait du peuple catalan sinon celui qui a le plus de sentiment libéral, tout au moins celui qui met le plus de contenu de libéralisme dans tous ses gestes.

Du même numéro, mais d'un autre article :

... Catalogne, pouvoir moral ouvert à toutes les sensations spirituelles, livre ouvert aux songes les plus chers et les meilleurs des multitudes et des hommes.

La Catalogne forge son avenir à coups de marteau sur la rude enclume du travail et de l'intelligence...

Macia n'est pas un homme, c'est plus qu'un homme : ce n'est pas moins que l'écho incisif et serein d'un peuple qui veut être et qui sera libre (par la violence s'il y est obligé) ; Macia est l'ensemble le plus achevé, l'expression la plus fidèle, la représentation la plus authentique de l'esprit catalan multiple et sensible.

Pour des syndicalistes internationalistes, ce n'est pas mal !

En ce qui concerne l'autre tendance, celle groupant les éléments adhérents à la Fédération anarchiste, il importe tout d'abord de constater que cette organisation ne représente pas quelque chose de cohérent, de collectif, de responsable des interventions de ses membres. Il m'est par exemple très difficile de déterminer si l'anarchiste Urales dirigeant « La Revista Blanca » et « El Luchador » (Le Lutteur) appartient, oui ou non, à la fédération et si celle-ci partage la responsabilité des opinions qu'il exprime. Quoiqu'il en soit, Urales participa au Plenum de la fédération et fut proposé comme l'un des candidats rédacteurs du futur quotidien anarchiste. Or, Urales qui, sur d'autres points, diffère nettement d'avis avec les rédacteurs de « Solidaridad Obrera » occupe par rapport au catalanisme une position analogue. Voici quelques extraits d'un article publié par lui, dans « Solidaridad Obrera » d'ailleurs (9 août) : « Pourquoi les hommes ne répondraient-ils pas aux mauvais et aux bons traitements ? Pourquoi les ouvriers catalans n'auraient-ils pas à préférer un Macia qui leur ouvre les bras de la tolérance, du respect et du droit, à un Largo Caballero et à un Maura qui continuent l'histoire de leurs persécutions ? ». Urales continue en rappelant qu'autrefois, quand le gouvernement anglais, seul entre tous les gouvernements, n'expulsait pas les réfugiés anarchistes, il ne se produisit pas d'attentats en Angleterre, et il ajoute : « Que démontre ce cas ? Que les anarchistes répondent aux bons et aux mauvais traitements et que le futur gouvernement de Catalogne n'a pas à craindre les anarchistes, s'il les traite bien ».

Il est vrai que « Tierra y Libertad », organe de la Fédération anarchiste, ne contient pas de pareilles perles. Malheureusement cet hebdomadaire n'a pas opposé non plus de propagande précise à la campagne menée en faveur du Statut catalan.

La C.N.T. et les anarchistes

Il faut reconnaître par contre que bien des adhérents de la fédération se sont montrés très actifs au cours des grèves menées par la C.N.T. et dans le mouvement de Séville. Ils se sont distingués dans diverses applications de l'action directe, du sabotage, dans les piquets de grève. Ils furent les principaux animateurs de la courageuse Commission de défense économique de Barcelone, de l'activité de laquelle il fut parlé plus haut. Mais tous ces actes furent effectués par eux, non au nom de la fédération anarchiste ni sur indication précise de celle-ci. Les mêmes anarchistes, membres de la C.N.T., s'ils n'avaient pas appartenu à la fédération anarchiste auraient pu développer exactement la même activité. La fédération anarchiste, en tant qu'ensemble, en tant qu'organisme, n'a pas pris position à l'égard de la répression de Séville ; elle ne développe pas d'activité antimilitariste spéciale (à part quelques tracts) ; elle n'a pas davantage mené de campagne antiparlementaire contre la Constituante.

Certains de ses membres défendent dans les syndicats l'idée que tous les plans d'action et leur préparation ne sont que de la fantaisie et ne peuvent être appliqués à des révolutions économiques. Par contre, d'autres anarchistes, impatientés par la lenteur que certains organismes de la C.N.T. apportent à cette besogne de préparation, cherchent à substituer de petits comités révolutionnaires aux institutions syndicales régulières. Pour démontrer qu'il ne s'agit pas ici d'une appréciation personnelle il faut citer un récent article de « Solidaridad Obrera » qui ne dit pas, il est vrai, en toutes lettres, qu'il vise certains éléments anarchistes, mais qui ne peut néanmoins, par son contexte, être compris autrement. Après avoir parlé d'un certain courant dissociateur, « Soli » dit : « Ce courant est maintenu par une attitude « rageusement révolutionnaire » d'éléments qui se disent à toute heure défenseurs des sacrés principes de la liberté ». Et « Soli » ajoute : « Pour cette raison, il est excessivement dangereux de substituer à la critique des masses celle d'une partie de ses membres qualifiés de militants. Pour cette raison il est contre-révolutionnaire de vouloir suppléer à l'action des masses par celle des minorités plus ou moins conscientes. Pour cette raison, on compromet l'efficience des organisations syndicales en voulant que celles-ci agissent suivant les ordres dictés par un nombre réduit de syndiqués qui veulent sauver leur responsabilité

effective, en disant que « la masse n'a pas d'idées » et qu'elle est mue seulement par des « appétits matériels ».

Le Comité National est intervenu dernièrement en rappelant aux syndicats par une circulaire la nécessité de se préparer à des mouvements d'ensemble. Il faut que cet appel ne soit pas compris comme un encouragement aux éléments désireux de freiner l'action. Quant au principe de la préparation, les deux tendances sont d'accord, mais elles interprètent le principe, chacune à sa façon : les soi-disant « modérés » le comprennent comme une meilleure préparation des cadres et une éducation plus profonde des membres ; ceux que l'on qualifie d' « extrêmistes » songent plutôt à l'organisation des moyens matériels de lutte. De part et d'autre on n'attache pas grande importance à la besogne de désagrégation de l'armée ; à ce point de vue la situation est totalement différente de la révolution russe. Les quelques faibles flottements qui se manifestent dans l'armée sont les conséquences d'un état d'esprit spontané ; c'est à peine s'il y eut quelques tracts antimilitaristes rédigés par des anarchistes.

Défauts et réalisations de la C.N.T.

La question de l'organisation des chômeurs mériterait également de faire partie de la besogne de préparation projetée. Or, il y a bien, dans quelques villes, à Saragosse par exemple, des commissions de chômeurs créées par la C.N.T., mais, en général, les chômeurs sont trop abandonnés à eux-mêmes ; dans quelques entres, ils commencent à subir l'influence des communistes qui y forment des syndicats de « Parados » (chômeurs).

Il faut également signaler les inconvénients qui résultent de la façon particulière dont est désigné le Comité National de la C.N.T. Pour une période déterminée le siège de ce Comité est fixé dans une ville ; ce sont alors les syndicats de cette localité qui désignent les délégués formant ledit Comité ; cette façon de procéder procède probablement du désir de ne pas avoir de membres du Comité National rétribués. Mais les délégués élus dans ces conditions ne connaissent pas par leur propre expérience les conditions de vie dans les diverses régions ; aussi, en présence de situations graves, ils convoquent généralement un Plenum des représentants des diverses Confédérations régionales ; cela occasionne un certain retard qui est préjudiciable à l'action, comme cela s'est vu lors de la décision à prendre à l'égard de la répression de Séville.

La C.N.T. est l'une des rares organisations syndicales qui ont un quotidien, en propre, à elles. « Solidaridad Obrera » est extrêmement répandu dans les milieux ouvriers de Catalogne et commence à se diffuser largement à Madrid. Ce quotidien a encore beaucoup de progrès à faire pour devenir un organe ouvrier vivant, bien présenté et suivant de près l'actualité. Il devrait soigner particulièrement la présentation des nouvelles qu'il est forcé d'emprunter aux agences bourgeoises. Trop souvent ces informations ne sont pas accompagnées des commentaires nécessaires qui se réduisent seulement à un titre, ce qui est insuffisant.

Les syndicats de la C.N.T. ont fait, au cours des derniers mois, de sérieux efforts pour développer la culture de leurs membres. Presque chaque syndicat a sa section de culture organisant des conférences et entretenant une bibliothèque généralement fort lue, et dont l'organisation est fière. Jusqu'à présent les syndicats n'ont pas accordé une attention suffisante à la lutte contre l'analphabétisme ; par contre, ils offrent à leurs membres un peu plus développés beaucoup de possibilités d'instruction occasionnelle dans une quantité d'Athénées d'éducation sociale qui surgissent un peu partout.

Une autre œuvre positive réalisée par les syndicats de la C.N.T. est celle de la création des cadres de défense syndicaux, mais la nature même de cette besogne de défense ne permet pas d'avoir beaucoup de détails sur elle, et encore moins de les livrer à la publicité.

Le grand mérite de la C.N.T. est d'avoir su, pendant les premiers mois de la République, mener bataille sur bataille pour défendre le niveau de vie des ouvriers, et profiter de l'instabilité du régime pour reconquérir les droits perdus sous la dictature. Certes, les efforts ont été dispersés par ces batailles partielles ; mais il faut reconnaître que le grand nombre de résultats favorables acquis dans celles-ci a contribué beaucoup à l'afflux énorme de nouveaux membres, qui a permis à la C.N.T. de devenir la puissance qu'elle est.

Les événements de Séville

Dans beaucoup de milieux ouvriers on estime qu'elle n'a pas été à la hauteur de la situation, lors du soulèvement de Séville.

Le début de celui-ci fut rendu difficile en raison du fractionnement des forces syndicales dans cette ville.

L' « Union locale » groupe les organisations adhérentes au « Comité de Reconstruction », organisation scissionniste communisante. Cette Union s'est affirmée, dès le début, comme favorable au soulèvement ; son attitude est toutefois sujette à caution en raison du caractère putschiste que présentent ses luttes, car elle est plus préoccupée de la réclame politique à faire au Parti communiste espagnol que de l'intérêt de ses membres.

La « Fédération Locale » groupant les syndicats adhérents réellement à la C.N.T. n'était pas unanime. Les éléments anarchistes croyaient qu'étant donnée la brutalité avec laquelle les autorités réagissaient, l'heure était venue de répondre par une action violente. Les autres étaient d'avis de n'agir que par un mouvement déclanché dans tout le pays.

L'assassinat d'un gréviste précipita les événements : la classe ouvrière, de toutes tendances, se lança spontanément dans la rue, entraînant les organisations hésitantes. Ce fut la révolte, suivie bientôt par une répression cruelle et sauvage. Ce fut la destruction à coups de canons d'une maison préalablement évacuée, et par conséquent totalement inoffensive. Ce fut aussi le massacre dans la nuit de quatre prisonniers enchaînés, recommencement de l'odieuse loi monarchiste sur « les fugitifs ».

Les communistes placent ici la légende de Pestagna fuyant Séville pour ne pas prendre part à l'insurrection. En réalité Pestagna se trouvait dans cette ville au moment où le mouvement éclata. Il n'avait pas de mandat du Comité National pour organiser et appuyer celui-ci ; il semble même qu'à ce moment le Comité National considérait que l'heure n'était pas venue de procéder à une action de pareille envergure. Pestagna n'a donc agi que conformément à l'esprit de l'organisation qui le mandatait.

Dans le reste du pays les organisations syndicalistes hésitèrent. Cette hésitation fut accrue du fait de la fermeture des locaux syndicaux dans plusieurs localités. A Barcelone les Comités compétents furent convoqués ; malheureusement ces convocations furent faites avec beaucoup trop de lenteur ; il y eut ordre et contre-ordre dans les décisions. La clarté complète n'a pu encore être faite sur ce moment de la vie syndicale ; en tous cas, « Solidaridad Obrera », dans son numéro du dimanche qui terminait la semaine sanglante, portait, par ordre du Comité National, un avis signalant qu'il n'y aurait pas grève générale. La masse syndicaliste est restée mécontente de cette attitude. Si l'on accepte même l'opinion du Comité National selon laquelle l'heure n'était pas venue de lancer le mouvement syndical dans une bataille décisive, les forces de la C.N.T. lui permettaient au moins de paralyser la répression gouvernementale par une grève générale de 24 ou de 48 heures.

L'œuvre à accomplir

Il est difficile pour un étranger arrivé récemment dans le pays de se situer sur les problèmes posés. Tout au plus peut-il formuler quelques appréciations et quelques indications d'ensemble. La masse qui forme la C.N.T. est saine, courageuse et, malgré son manque de culture et son tempérament qui l'entraîne trop souvent à agir sans avoir suffisamment réfléchi, elle continue à se méfier de tous les politiciens. Malheureusement, elle ne parvient pas à formuler et à défendre avec précision les principes d'un syndicalisme révolutionnaire qui écarterait résolument tout semblant de rapprochement avec les éléments catalanistes ou républicains d'extrême-gauche, et qui empêcherait en même temps l'emprise des groupes d'affinité anarchiste, qui tendent à se substituer aux rouages syndicaux normaux.

Une tentative révolutionnaire de grand style se heurterait sans doute actuellement au mur d'acier d'une armée qui mitraillerait le prolétariat révolté. Il faut donc s'attacher à miner ce mur. Mais, en attendant que cette besogne de désagrégation fasse son effet, la bourgeoisie peut tenter de liquider la C.N.T. en annulant en fait les droits de réunion et d'association. De pareilles tentatives doivent être enrayées dès les débuts avec une vigueur et une décision justifiées par les ressources énormes dont dispose la C.N.T. pour l'application des moyens de lutte strictement syndicaux : grève plus ou moins généralisée et sabotage. De pareilles opérations défensives, ébranlant le crédit de la République bourgeoise espagnole à l'extérieur, accentueraient encore la crise économique, le plus grand obstacle que la bourgeoisie espagnole trouve devant elle.

Les Communistes en Espagne

Au cours de ces derniers temps, certains politiciens ont profité des difficultés auxquelles se heurte l'organisation syndicaliste espagnole pour tenter d'en tirer des arguments contre le syndicalisme en général. Or, il existe en Espagne des groupements ouvriers qui mettent en application la conception d'un Parti politique prolétarien, qui doit, théoriquement, être une sélection des valeurs ouvrières, chargée de guider et de diriger dans le combat l'ensemble du prolétariat. Eh bien ! l'action de ces groupements s'est heurtée aux mêmes obstacles que ceux qui se sont dressés devant le syndicalisme. Les résultats obtenus par les politiciens qui prônent la conception de partis ouvriers révolutionnaires doivent être examinés comme une expérience qui doit servir pour l'avenir. C'est seulement pour cette raison qu'il convient d'examiner l'activité des communistes en Espagne avec attention, car leurs effectifs et leur place dans la bataille sociale sont si insignifiants que par eux-mêmes ils ne méritent pas cet examen attentif.

La division est grande dans le camp des communistes espagnols. On y rencontre plusieurs tendances qui parlent parfois de s'unir et de se grouper, mais tentent seulement ainsi de donner le change à leurs adhérents. Leurs leaders, la plupart du temps, se déchirent, s'insultent et manœuvrent à qui mieux mieux pour se couler les uns les autres.

Signalons d'abord un groupement réellement minuscule et dont on ne peut parler qu'à titre de curiosité : ce sont les « communistes présidentialistes » surgis à Madrid au cours de la lutte électorale et que l'on n'a pas revus depuis. Leur manifeste commençait par établir une distinction théorique entre le communisme et le collectivisme et se terminait par l'exposé des avantages que possède un fort pouvoir présidentiel.

A côté de cette tendance il en est trois autres, dont les idées et la tactique n'ont point cette incohérence. Ce sont : les trotskystes proprement dits, le Bloc Ouvrier et Paysan, les communistes staliniens.

Les trotskystes

Malgré que beaucoup moins nombreux que le Bloc et les staliniens, la collaboration de deux hommes de valeur, Trotsky et Nin, fait que, tout au moins dans le domaine théorique, ils développent une certaine activité, relativement bien entendu à l'étendue restreinte du communisme espagnol en général. Ils n'ont fait à peu près que cela : publier la revue « Communismo », dont trois numéros sont parus depuis l'avènement de la République, et éditer deux ou trois brochures de Trotsky. En outre, mais davantage à titre personnel, Nin aide le public espagnol à connaître les œuvres de Trotsky.

Les trotskystes comprennent quelques dizaines de groupes, dont chacun compte très peu de membres ; ceux-ci cherchent avant tout à se développer et à se cultiver au point de vue théorique et doctrinal. Certes, étant donné le faible niveau culturel général, la confusion dans les idées, le penchant à se gargariser de belles paroles, qui règnent en Espagne,

une pareille besogne de précision et de clarté, même bornée au domaine de la théorie, n'est pas à dédaigner. Seulement elle apparaît comme nettement insuffisante, dans le moment actuel. Que le mouvement ouvrier continue une marche ascendante allant jusqu'au renversement du régime bourgeois ou qu'au contraire la bourgeoisie réussisse à profiter d'une période de répit pour se redresser et imposer un fascisme plus strict et plus méthodique que celui de Primo de Rivera, dans les deux cas les trotskystes qui prétendent vouloir former un parti-guide se bornent, en ces mois si importants, à étudier, à publier quelque peu, à diffuser encore moins leurs idées. Ni à Barcelone, ni à Madrid on ne trouve sur la voie publique leurs écrits ; il faut s'y intéresser d'une façon toute spéciale pour aller les pêcher au fond de quelque librairie.

Le ton de « Communismo » tranche avantageusement sur celui des publications communistes en général ; on n'y rencontre qu'exceptionnellement l'injure et l'insulte, et il y a dans ces pages un effort pour éliminer la phraséologie bruyante. Mais une part énorme est faite à la lutte entre les diverses tendances communistes ; plus d'attention est accordée à cela qu'à tant de problèmes urgents et importants de l'actualité espagnole. Les trotskystes d'ici n'ont pas réussi non plus à se débarrasser d'un reste de respect fétichiste envers l'Internationale dite Communiste ; cela les amène parfois à des situations paradoxales : ainsi ils saluent avec enthousiasme l'annonce de la transformation de « Mundo Obrero»,l'hebdomadaire stalinien,en quotidien,tout en n'ignorant pas que cette métamorphose permettra simplement de déverser jour par jour les injures les plus basses et les plus ordurières sur les autres tendances du communisme et du mouvement ouvrier en général.

« Communismo » a aussi présenté un projet de thèses syndicales. Les trotskystes espagnols ont été, dès le début, nettement adversaires de la tentative de scission de la C.N.T. organisée par le « Comité de Reconstruction » ; Nin connaissait trop bien l'attachement traditionnel des ouvriers espagnols, et surtout des prolétaires catalans, à la Confédération, pour participer à une tactique aussi maladroite ; néanmoins les thèses syndicales prévoient la constitution de fractions trotskystes, et même, sans avoir encore fait l'expérience d'une besogne syndicale pratique, les trotskystes recommandent la création d'un mouvement syndical minoritaire dirigé par leur fraction politique.

Les thèses agraires de « Communismo » contiennent un exposé très intéressant du problème de la terre ; elles tiennent intelligemment compte de la diversité des régions ; pourtant, en Andalousie, en parlant des latifundia, elles préconisent une répartition des terres entre les ouvriers salariés, ce qui fait supposer qu'il s'agit bien d'un parcellement des propriétés. Or, les syndicats de cette région se sont nettement prononcés pour l'occupation collective des domaines par les syndicats de journaliers agricoles.

« Communismo » consacre une place très étendue à l'opinion et aux conseils de Trotsky sur les divers problèmes posés dans le pays ; malgré la grande expérience révolutionnaire et la connaissance du mouvement ouvrier occidental que possède incontestablement Trotsky, il arrive que dans des questions importantes les avis qu'il formule apparaissent ici comme empreints d'un exotisme très prononcé. Témoin : sa conception du rôle à jouer en Espagne par les Soviets ouvriers. Il ne dit pas moins que ceci : « Le Soviet ouvrier s'occupera des secours de grèves, de l'alimentation des chômeurs, de la liaison avec les soldats afin de prévenir des heurts sanglants avec eux, de la liaison entre la ville et la campagne afin d'assurer l'alliance des ouvriers avec les paysans pauvres. Le soviet ouvrier incorporera les délégués des régiments. » (Communismo du 15 Juin 1931.).

Il semble à en juger par la suite du texte que Trotsky conçoit ces soviets comme devant être constitués par des représentants des divers partis. Ses disciples espagnols n'ont même pas tenté de mettre sur pied dans un seul endroit une pareille institution. Dans l'atmosphère d'ici cette conception des soviets paraît excessivement artificielle. Les représentants des divers partis ne songent même pas à former des organismes communs ; s'il s'en créait, la masse syndiquée ne leur obéirait pas. L'idée de Trotsky que ces soviets pourraient surgir des divers comités de grève repose sur une information insuffisante. En effet, en Espagne, les comités de grève ne comprennent que les syndiqués les plus actifs de l'usine ou de l'industrie touchée par le conflit ; ces comités travaillent continuellement en collaboration avec les syndicats et sous le contrôle de ceux-ci. L'institution la plus proche du soviet et qui a vraiment quelques chances de développement est le « Conseil d'usine » groupant les délégués des divers syndicats occupés dans l'établissement considéré. Mais la phobie que Trotsky a du syndicalisme l'a empêché de songer à cet organisme si proche pourtant du « fabsavkom » russe. En tout cas, dans ce domaine, les conseils du maître n'ont pas trouvé d'écho. Il n'a pas été plus heureux non plus dans ses indications sur le travail dans l'armée. Non seulement on ne constate pas de travail trotskyste parmi les troupes, mais en outre aucun tract, aucune brochure, aucun journal n'ont été publiés par l'opposition pour développer une pareille propagande.

Le Bloc ouvrier et paysan

Le Bloc ouvrier et paysan est une organisation numériquement beaucoup plus puissante que les divers groupements trotskystes. Elle est répandue presque exclusivement en Catalogne, et comprend dans son sein, une autre organisation qui ne compte que les membres les plus sûrs et les plus dévoués et qui porte le nom de « Fédération communiste catalano-baléare ». Le Bloc proprement dit est donc une association de sympathisants. A côté de deux de ses militants, Maurin et Arlandis quelque peu connus en Europe, il a parmi ses membres en vue, des intellectuels comme Colomé et Maravillies. Toutefois le caractère d'ensemble de l'organisation au point de vue de sa composition correspond bien à sa dénomination. Le Bloc s'occupe aussi de travail culturel ; il est en train d'organiser une école marxiste ; il est évidemment impossible de juger à l'avance de la valeur de celle-ci ; toutefois le fait d'avoir confié

le cours de technique syndicale à Arlandis, connu par son activité sectaire et maladroite dans les syndicats, n'est pas d'un bon présage. Le Bloc, beaucoup plus que les trotskystes, développe sa propagande sur une vaste échelle. Non seulement on trouve son organe la « Batalla », chaque semaine, un peu partout à Barcelone, mais encore les militants du Bloc organisent de fréquentes réunions bien suivies dans la région.

Le caractère électoral de l'activité du Bloc a été très prononcé. Les résultats acquis dans ce domaine ont été fort divers et semblent en partie dûs à d'autres facteurs que ceux de sa propagande politique. Au premier tour, dans la province de Barcelone, les candidats du Bloc, Arlandis et Miranda, recueillirent respectivement 480 et 1136 voix, là où le député fédéraliste Sediles en obtenait jusqu'à 33.000. Dans Barcelone même les élections furent beaucoup plus favorables au Bloc, malgré que son candidat Maurin ne soit pas élu. Celui-ci obtint 12.000 voix, là où le fédéraliste Jimenez en groupait environ 30.000. Mais ce chiffre a été fortement influencé par le fait que le gros parti de Macia, maître incontesté de la situation électorale, s'abstenait dans la compétition tandis que le Bloc soulignait à dessein le caractère catalaniste de son programme.

Certes, les leaders du Bloc, lorsqu'ils se heurtent à des internationalistes véritables, cherchent les arguments les plus subtils pour expliquer ce paradoxe du communisme catalaniste. Il ne s'agit d'après eux que d'une sorte de manœuvre permettant de désagréger l'Etat centraliste qu'est la République Espagnole. Mais ceci se dit en privé, tandis que dans la propagande publique le Bloc ne fait rien pour dissiper le bourrage de crâne organisé par Macia en faveur de sa position amphibie entre le capital et le travail dans une Catalogne libre. Au contraire, la critique faite par le Bloc contre le « Statut » part de l'idée que Macia n'est pas suffisamment nationaliste, qu'il n'ose pas aller jusqu'au séparatisme, qu'il a capitulé en se satisfaisant d'une autonomie qui laisse aux mains du pouvoir central des questions aussi importantes que celle des rapports entre l'Eglise et l'Etat, la législation ouvrière, l'organisation de l'armée. Le Bloc voudrait que tous ces problèmes soient solutionnés par un Gouvernement exclusivement catalan, faisant ainsi passer en seconde place la question de la lutte des classes. En fait, il s'agit ici d'un procédé d'adaptation, facile mais démagogique, aux nombreuses sympathies qui existent encore malheureusement dans le prolétariat envers l'idée régionaliste. La preuve la plus éclatante de cette mentalité est que le Bloc, après avoir énoncé ses critiques, a recommandé officiellement à ses adhérents de voter le Statut catalan sous le prétexte de ne pas renforcer la réaction espagnole. Il renforce ainsi la gauche catalaniste précisément au moment où celle-ci se range de plus en plus du côté de la bourgeoisie, par l'attitude qu'elle a prise au cours de la grève générale et dans le conflit avec les « rebassaires » (sorte de métayers catalans).

La même tactique de nager en suivant le courant est pratiquée par le Bloc en ce qui concerne l'attitude en face du gouvernement russe. Des militants comme Maurin sont parfaitement informés de la situation faite au prolétariat de Russie, privé de tout droit de contrôle et de gestion dans des domaines aussi importants que ceux de l'industrie, des relations avec l'étranger et de la défense de la révolution. Néanmoins, la « Batalla » contient des articles presque aussi stupidement admiratifs du régime stalinien, aussi 100 %, que ceux que l'on peut lire dans l' « Humanité ».

Dans les syndicats, le Bloc s'efforce de constituer une opposition dite syndicaliste révolutionnaire. Si l'on excepte de la critique présentée par celle-ci quelques points sur la démocratie ouvrière, il n'y reste que des injures et des calomnies à l'égard des militants de la C.N.T., contredisant ainsi étrangement les propositions amicales de front unique faites à tout bout de champ. Le Bloc qui ne dispose que d'un nombre d'affiliés très restreint organisés dans la C.N.T., pousse toujours en paroles aux revendications les plus extrêmes dans les grèves ; c'est une tactique très aisée, puisqu'en cas d'échec le Bloc est à l'abri. Cette façon grossière et maladroite d'agir dans le domaine syndical fait que les membres de la C.N.T. confondent dans leur haine « bloquistes » et communistes staliniens ; il se crée une ambiance d'intolérance aboutissant à ce que dans les assemblées syndicales la masse elle-même couvre par ses cris la voix de ceux qu'elle présume être communistes, dès qu'ils ouvrent la bouche. En outre, le dernier Congrès de la C.N.T. a voté une résolution par laquelle tout syndiqué postulant une fonction représentative législative ou municipale, ne peut plus faire partie d'aucun organisme élu du syndicat. Cette disposition se justifie amplement ; mais il fut décidé en même temps que la même élimination serait appliquée à ceux qui propagent des idées contraires aux principes de la C.N.T. Cette formule élastique, appliquée dans une atmosphère surchauffée par l'attitude provocante des communistes staliniens et souvent même des « bloquistes », devrait être révisée et rejetée. Cela d'autant plus que les syndicalistes jouissent dans la C.N.T. d'une majorité excessivement forte qui leur permet de réduire les politiciens par une propagande sérieuse et continue, et non par des procédés administratifs.

Une des dernières preuves de l'absence du sens de responsabilité dans les mots d'ordre formulés par le Bloc a été donnée au cours de la grève générale. La veille encore, le Bloc poussait la C.N.T. à prendre le pouvoir ; une déclaration aussi grave faisait supposer que ceux qui l'avançaient disposaient de forces réelles assez considérables pour pouvoir soutenir une insurrection ; or, au cours du mouvement, non seulement on ne vit aucune intervention des forces du Bloc mais celui-ci ne parvint même point à publier un tract ou une feuille quelconque précisant sa propre position dans le conflit. Ce parti prolétarien, qui veut être une sélection de valeurs dirigeant l'ensemble du prolétariat, ne sut, à ce moment grave, donner aucune indication concrète sur la conduite à tenir.

Les staliniens

Les communistes officiels s'occupent avant tout de diffuser dans le pays nombre de publications. Ils éditent à Madrid les hebdomadaires : « Mundo Obrero » (Le Monde Ouvrier), « Juventud Roja » (La

Jeunesse Rouge), « Control » ; ils ont à Barcelone : « Le Heraldo Obrero », et à Séville : « La Voz Proletaria » ; ils réussissent à influencer directement des revues intellectuelles comme « Nosotros » et « Trebal ». Leur nombre d'adhérents, excessivement faible, ne leur permet pas de soutenir une presse aussi nombreuse, qui manifestement reçoit des secours extérieurs, sans doute ceux du gouvernement russe dont ils défendent la politique avec le plus grand acharnement. C'est sans doute avec des subsides de ce genre qu'ils peuvent, tout en n'étant qu'une poignée, songer à transformer, à partir d'Octobre, « Mundo Obrero » en quotidien.

Cette presse communiste officielle est ici ce qu'elle est dans les autres pays : un dépottoir d'insultes, de calomnies dirigées contre les autres tendances du mouvement ouvrier, auxquelles viennent se mêler quelques manchettes ronflantes contre le régime capitaliste Jamais d'articles sérieux, profonds, tentant de rechercher des mots d'ordre réalisables correspondant à la situation du moment. Et naturellement, les louanges fades décrivant le paradis créé en Russie ne manquent pas.

Dans le domaine syndical la même incohérence que dans les autres pays : d'une part, à tout bout de champ, des offres de front unique à tous : à l'U. G.T., à l'U.N.T., aux anarchistes, au Bloc, peu importe ! puisque dans le même numéro ces mêmes organisations sont accusées des pires crimes et des plus grandes lâchetés.

Séville et sa révolte leur sont une occasion journalière de s'en attribuer tout l'honneur. Mais ils n'ont rien répondu à l'accusation précise de « Solidaridad Obrera », signalant que le jour même où devait commencer la grève générale à Séville, leur leader local principal, Manuel Adame, se réfugiait à Barcelone.

Depuis les événements de Séville leur influence dans beaucoup de localités ouvrières a encore baissé. Cela ne signifie évidemment pas qu'ils ne puissent, à certains moments, profitant d'erreurs commises par les syndicalistes, augmenter quelque peu pour un temps leurs effectifs. Un phénomène de ce genre s'est produit parmi les chômeurs de Madrid. La grève générale de Barcelone a été une nouvelle preuve de l'impuissance des staliniens : les communistes officiels, au cours de ces journées graves, ont été complètement absents de la lutte, montrant ainsi que toute leur énergie se limite à la publication d'articles violents.

Ainsi, les diverses organisations communistes d'Espagne, après avoir tant parlé de la nécessité absolue d'un parti politique dirigeant la classe ouvrière au cours d'une situation révolutionnaire, aboutissent au triste tableau suivant : les trotskystes forment quelques cercles d'études ; le Bloc, après les fatigues d'une lutte électorale où il s'est compromis avec la doctrine catalaniste, crie très fort et, dans les moments graves, n'agit pas ; les communistes officiels calomnient, insultent et bourrent les crânes dans l'attente de quelque putsch, qui pourrait justifier, aux yeux de Moscou, leur raison d'être.

Voilà ce que la réalité dit du rôle dirigeant des partis politiques qui se targuent de guider le prolétariat. Et cela après cinq mois de situation révolutionnaire !

L. NICOLAS.

Pages d'hier... et d'aujourd'hui

L'engorgement de l'industrie par la misère des travailleurs

Les nations industrielles cherchent à grands efforts des débouchés extérieurs à leurs fabrications. L'Angleterre, tourmentée d'une pléthore sous laquelle elle respire à peine, fait des efforts surhumains pour verser le trop-plein de ses fabriques sur toutes les plages. Elle s'ouvre à coups de canon les portes du vieil empire de la Chine. Elle parcourt incessamment et à main armée le globe, demandant partout des consommateurs... et, à côté d'elle en Irlande, et dans son propre sein depuis la Cornouailles jusqu'au Sutherland, et dans ses immenses possessions de l'ancien et du nouveau monde, d'innombrables masses de travailleurs dépérissent et meurent ou se révoltent, parce que les absurdes rigueurs du régime de la concurrence ne leur permettent pas de consommer le plus strict nécessaire !

Quoi ! les nations les plus civilisées s'affaissent sous le poids mortel d'une production trop abondante ; et dans leur sein même les légions ouvrières s'étiolent faute de pouvoir, par les conditions du salaire, participer à la consommation de cette production exubérante ! N'est-il pas aussi absurde qu'inhumain, ce régime industriel qui menace ruine faute de consommateurs, *et qui rétribue si misérablement le Travail, qu'il obstrue et se ferme à lui-même, sur tous les marchés, les canaux les plus larges de la consommation ?*

Poussez ce cruel et stupide système aux conséquences extrêmes vers lesquelles il tend : supposez que cet industrialisme parvienne à remplacer, en toutes fonctions, le bras de l'homme par les machines, et, de réductions en réductions, arrive à l'anéantissement des salaires ! vous réalisez l'idéal des économistes, la production au plus bas prix possible, *et en même temps la victoire absolue du Capital sur le Travail. Mais que deviennent vos immenses produits ? où se placent-ils ? qui les consomme ? et si les populations consentent à mourir de faim paisiblement et légalement, en respectant ce que vous appelez l'ordre et le droit sacré de la propriété, ne verrez-vous pas votre mécanisme producteur crouler sur lui-même et vous écraser sous ses ruines ?*

Victor CONSIDÉRANT.

(*Manifeste de la Démocratie*. 1843).

NOTES ÉCONOMIQUES

Notes d'Economie Soviétique

L'ABANDON DE LA SEMAINE DE CINQ JOURS

Les derniers discours de Staline avaient fait prévoir l'abandon prochain de la semaine de cinq jours. Il semble bien qu'aujourd'hui ce soit chose faite. La semaine de « travail ininterrompu », qui avait été établie par un décret du Conseil des Commissaires du Peuple de 1929, aura vécu, tout juste, deux ans.

On sait quelle en était l'idée maîtresse. L'outillage d'une usine représente un certain capital, si cet outillage travaille d'une façon ininterrompue, à raison de 365 jours par an et de 24 heures par jour, il « rapportera » beaucoup plus que s'il ne travaille que 8 heures par jour et 300 jours par an ; avec un même capital immobilisé on pourra fabriquer presque quatre fois autant de produits. Mais comme, d'autre part, l'ouvrier, lui, ne peut pas travailler sans interruption, qu'il lui faut, de toute nécessité, se reposer un certain nombre d'heures par jour et de jours par mois, on pourra concilier les deux choses en faisant se succéder, sur le même outillage, des ouvriers différents, d'une manière ininterrompue. On aura des équipes de jour et des équipes de nuit ; on aura des ouvriers qui se reposeront le dimanche, d'autres le lundi, d'autres le mardi, etc...

C'était très simple, mais... quelque peu simpliste.

Si les dirigeants de l'économie soviétique n'étaient pas aussi bouffis d'un orgueil enfantin, la première chose qui les aurait frappés c'était que l'utilisation ininterrompue de l'outillage est une chose dont l'utilité pour les capitalistes est au moins aussi grande que pour l'industrie soviétique. Le profit des capitalistes serait considérablement augmenté s'ils faisaient travailler leur outillage, leur « capital fixe », 24 heures par jour et 365 jours par an. Or, **ils ne le font pas.**

Ils cherchent, certes, à utiliser au maximum leur outillage, mais cela **seulement par prolongation de la journée de travail ;** non, sauf circonstances exceptionnelles, par emploi de plusieurs équipes. A moins donc de supposer que les capitalistes soient à ce point abrutis qu'ils n'aient pas su, en un siècle, découvrir un moyen aussi simple d'accroître leur profit, c'est que le travail ininterrompu comporte de graves inconvénients. La première chose à faire était de les rechercher : cela aurait évité une expérience ruineuse de deux années.

Ces inconvénients, les Soviets les ont maintenant découverts. Ils proviennent de ce que dans tout travail, dans toute production, si mécanisée soit-elle, il y a un facteur humain. Et que c'est celui-ci qui, en dernière analyse, commande tous les autres, parce que, en dernière analyse, c'est toujours de l'homme qui la commande, la règle et la soigne que dépend la machine. L'homme fait corps avec la machine, avec sa machine. Si vous l'en dissociez, si vous promenez l'ouvrier de machine en machine, ou la machine d'ouvrier en ouvrier, ainsi que cela se produira obligatoirement avec le travail ininterrompu, vous avez une perte de rendement, une augmentation des frais d'entretien et une usure accélérée qui dépassent de beaucoup l'économie de capital que vous avez réalisée.

C'est pourquoi l'on a vu, par exemple, jusqu'en ces tout derniers temps, des machines qui représentent pourtant un capital considérable, comme les locomotives, et pour lesquelles il y aurait donc un grand intérêt à ce qu'elles soient utilisées sans interruption, être sur les réseaux français, affectées à une seule équipe de mécanicien et de chauffeur ; quand ceux-ci étaient au repos, les centaines de mille francs que représente la moindre locomotive l'étaient également. Et si, ces dernières années, à la suite de la loi de 8 heures, et de la concurrence de l'auto, les Compagnies de chemins de fer ont commencé à employer le système de la double équipe, elles ne le font qu'avec la plus grande prudence, en limitant rigoureusement à deux équipes bien déterminées, c'est-à-dire à tout juste 4 hommes, le nombre de ceux qui passent sur une même machine, et cela dans les conditions très favorables que présente pourtant l'industrie des chemins de fer, par suite de la régularité de son travail, et de la fixité de son personnel.

C'est pourquoi aussi l'on voit les industriels de la région parisienne, depuis que la pratique du congé annuel s'est répandu, préférer arrêter complètement leurs usines pendant une ou deux semaines, plutôt que de tourner tout le temps, en répartissant les congés sur plusieurs mois.

Le travail ininterrompu est, soit une nécessité technique, dans le cas des usines à feu continu, soit un expédient ; en faire une règle était une erreur de première grandeurs. Il eut suffi pour l'éviter, de jeter un simple regard sur l'expérience capitaliste.

« LES PLUS GRANDS DU MONDE... »

Les dirigeants soviétiques ont coutume, lorsqu'ils parlent dans les assemblées, dites communistes, de faire un grand étalage du mot **dialectique.** Ils en ont plein la bouche. Peut-être feraient-ils mieux d'en moins parler, et de la pratiquer davantage. S'ils avaient fait un peu plus de dialectique, ils n'auraient même pas eu besoin de l'expérience capitaliste pour ne pas tomber dans l'erreur du « travail ininterrompu » ; s'ils avaient été convaincus que tout développement d'un facteur entraîne le développement de facteurs antagonistes, ils se seraient demandés quel facteur contraire l'utilisation ininterrompue de l'outillage allait développer, et ils l'auraient facilement trouvé.

C'est cette même absence d'esprit dialectique qui les entraîne actuellement à une erreur que je crains être encore plus grave: celle des dimensions colossales données à leurs entreprises.

De même qu'ils partaient de cette vérité que l'utilisation ininterrompue de l'outillage diminuait les frais en capital fixe, et qu'ils en tiraient toutes les conséquences logiques, sans se demander ce qui allait en surgir, de même ils partent de cette vérité que la production en grand permet certaines économies pour construire les usines les plus grandes possibles. Or, que, plus on produit en grand plus on économise, n'est pas une vérité absolue. Les économies provenant de l'accroissement des dimensions d'une entreprise sont dues à des facteurs bien déterminés, dont l'influence, généralement, diminue au fur et à mesure que ces dimensions deviennent plus grandes ; par contre, l'accroissement de ces dimensions amène une augmentation de certaines pertes, qui elles, augmentent d'autant plus que la production devient plus grande. Dès lors, tant que les dimensions de l'entreprise n'ont pas atteint certaines limites, les premiers facteurs, les facteurs d'économie, sont supérieurs aux seconds, et le résultat est un bénéfice net, mais dès que ces limites sont dépassées, ce sont les seconds facteurs qui deviennent prédominants, et alors toute augmentation des dimensions de l'entreprise se traduit par une perte nette. Or, je crains bien que pour beaucoup des installations prévues par le plan quinquennal, ces limites aient été dépassées.

La bureaucratie soviétique semble n'avoir qu'une préoccupation : construire des « géants », faire colossal, faire les plus grandes choses du monde, « the greatest in the world », comme disent les Américains. Or, si c'est là une préoccupation compréhensible de la part d'impérialistes — car d'autant plus grand signifie d'autant plus puissant —, ce l'est beaucoup moins de la part de socialistes, dont le but est d'assurer aux hommes le maximum de biens avec le minimum de travail. Pour des socialistes, ce n'est pas le colossal qui doit être recherché, mais le **meilleur rendement.** Le jour où les publications soviétiques, au lieu de nous bourrer le crâne avec leurs « plus grands du monde », nous parleront de leurs « rendements », c'est qu'il y aura eu quelque chose de changé en U.R.S.S.

L'INCORPORATION DE L'U.R.S.S. DANS LES TRUSTS INTERNATIONAUX

Il y a quelques années la R.P. fut seule à protester contre cette solution facile qui consistait à charger de la production soviétique les grands capitalistes internationaux tels que Harriman, la Lena, etc... ; nous nous fîmes, bien entendu, pour cela, traiter de contre-révolutionnaires ; néanmoins les concessions de Harriman, de la Lena et de leurs pareils ont vécu. Mais ce qu'on a abandonné dans le domaine de l'industrie, on en use maintenant dans celui du commerce international. Nous avons déjà signalé, en son temps, l'accord passé entre l'U.R.S.S. et les trusts mondiaux du pétrole pour la vente de l'essence en Angleterre. Ces semaines dernières deux autres accords du même genre ont été conclus.

Le premier a pour objet le platine, métal dont l'U.R.S.S. est l'un des plus importants producteurs du monde. Un accord a été signé entre tous les autres producteurs mondiaux et l'U.R.S.S. pour vendre en commun, par l'intermédiaire d'une société commune et unique, toute la production de platine. C'est donc un trust mondial du platine, trust dont l'U.R.S.S. fait partie intégrante.

L'autre accord vise l'amyanthe, produit dont l'U.R.S.S. est également un gros producteur. Pour l'amyanthe, l'U.R.S.S. s'est associé aux sociétés capitalistes de Rhodésie, pays également gros producteur, pour vendre sa production de concert avec eux, aux mêmes prix.

L'U.R.S.S. tend ainsi à cesser d'être une force indépendante sur le marché mondial ; elle s'incorpore aux monopoles, à l'impérialisme, au sens même où Lénine a employé ce terme.

Et pourtant le commerce extérieur de l'U.R.S.S. pourrait être l'un des plus puissants moyens d'action de l'Internationale Communiste, s'il cherchait à s'appuyer, dans chaque pays, non sur les magnats, mais sur la classe ouvrière de ce pays (dont l'épargne est presque partout suffisante pour fournir à l'U.R.S.S. les fonds nécessaires à ce commerce). Mais cela exigerait d'avoir confiance en la classe ouvrière ; cela exigerait un travail de création, des modes nouveaux d'agir, choses dont est évidemment incapable la bureaucratie czariste, à laquelle il ne saurait suffire d'avoir changé d'étiquette pour avoir changé de méthodes.

Notes d'économie capitaliste

LE BON TOUR DES CAPITALISTES ALLEMANDS

Vous rappelez-vous l'histoire de l'impôt sur les « bénéfices de guerre » ? Durant la guerre, la plupart des industriels avaient fait de colossaux bénéfices. Sous la pression de l'opinion publique, on décida de les taxer lourdement. Que firent alors les profiteurs de guerre ? Selon l'expression couramment employée, ils « logèrent » leurs bénéfices. C'est-à-dire qu'au lieu de les conserver en argent, ils se hâtèrent de les transformer en nouvelles usines, nouveaux bâtiments, nouvelles machines. Si bien que lorsque le fisc se présenta pour toucher son impôt, on lui dit : évidemment ! nous avons fait les bénéfices que vous dites, nous ne pouvons le nier, mais cela n'empêche pas que nous n'avons pas un sou en caisse, tous nos bénéfices ont été « immobilisés », il nous est donc impossible de vous payer.

C'est de la même tactique que, très ingénieusement, le capitalisme allemand a usé pour le paiement des « réparations ». Il a souscrit à tous les engagements que, dans leur folie, les Klotz, Clémenceau et Loyd George l'ont obligé à signer, mais quand il s'est agi de payer : « au regret ! nous n'avons pas d'argent, tout notre capital est immobilisé ! »

La première forme que revêtit l'opération, fut celle de l' « inflation » durant les années qui suivirent immédiatement l'armistice, et dont l'aboutissement fut l'anéantissement du mark.

Ce fut la période de l'endettement **intérieur.**

L'Etat alloua aux industriels, aux Stinnes et consorts, à titre de dédommagement pour les pertes que leur avait fait subir le traité de Versailles, des sommes considérables avec lesquelles ceux-ci édifièrent de nouvelles entreprises colossales. Mais l'Etat n'avait pu faire face à ces paiements que par des emprunts à ses nationaux ou l'émission de nouveaux billets de banque, dont il lui était impossible d'assurer le paiement des intérêts ou la couverture, avec le produit des impôts. Il lui fallut donc, de proche en proche, aboutir à une faillite totale, par la réduction à zéro de la valeur du mark, et par suite la réduction à zéro de toutes ses dettes intérieures puisqu'elles étaient contractées en marks.

Mais comment alors, réclamer les paiements à un pays en faillite, un pays dont la monnaie ne vaut plus rien ! De même que pour le fisc français à l'égard des industriels qui avaient « logé » leurs bénéfices de guerre, il n'y avait qu'un moyen : c'était de se payer avec les « valeurs réelles », saisir les usines. C'est ce que tenta Poincaré par l'aventure de la Ruhr, mais, tout comme le fisc français et pour une raison analogue, il dut reculer. Il n'était pas plus possible à l'Etat français d'occuper et de faire marcher toutes les usines rhénan-westphaliennes, que de vendre toutes les usines de France.

Le capitalisme allemand gagnait ainsi la première manche.

Cependant, bien que réduites, les réparations subsistaient encore à un chiffre impressionnant. Il fallait faire encore réduire celui-ci. Après l'endettement intérieur, on recourut donc à l'endettement **extérieur.** On emprunta à l'Angleterre et à l'Amérique tant qu'on pût. 23 milliards de marks-or, prétendent les statistiques allemandes les plus récentes. Et, bien entendu, ces sommes empruntées ne furent pas conservées sous forme d'argent liquide, on les immobilisa elles aussi, en usines, constructions, etc. Et maintenant qu'il faut payer, à la fois ces dettes « privées » et les sommes exigées par les réparations, on dit, « voyez ! c'est impossible ! rendez-vous compte ! nous ne pouvons pas payer tout cela. Il faut sacrifier les uns ou les autres. Ou nos créanciers privés, ou les réparations. Pas possible de payer les deux. Choisissez ! Pour nous nous n'avons pas de préférence. Arrangez-vous entre vous, banquiers anglais et américains, qui nous avez prêté de l'argent, et Etats français et belges, qui veulent des paiements de réparations. La seule chose qu'il faut, c'est que le **total** de ce que nous ayons à payer, ne dépasse pas ce que, au total, nous pouvons payer. »

Ainsi, la question des réparations, au lieu d'être une question mettant aux prises la France avec l'Allemagne, devient une question qui met aux prises la France avec l'Angleterre et les Etats-Unis. C'est vraiment très bien joué. Et il n'y a qu'à applaudir à la suprême habileté du capitalisme allemand, car pour nous, bien entendu, nous ne sommes en cette affaire que spectateurs ; contentons-nous de marquer les coups.

LES PREMIERS EFFETS DE LA BAISSE DE LA LIVRE

La baisse de la livre a commencé à produire les effets classique de toute baisse de monnaie. Par l'allègement de ses dettes qu'elle procure à l'industrie du pays, et la prime à l'exportation qu'elle lui assure tant que les prix intérieurs n'ont pas monté autant qu'a baissé la monnaie sur le marché des changes, l'industrie du pays dont la monnaie baisse est mieux à même de concurrencer l'industrie étrangère, d'où accroissement de son activité au détriment de celle-ci.

C'est pourquoi, depuis quelques semaines on peut lire assez fréquemment des informations dans le genre de celles-ci :

On mande de Manchester que, depuis l'abandon de l'étalon or, vingt et une filatures de coton ont repris le travail, et que certaines fabriques travaillent à plein rendement.

La capacité de production des filatures est utilisée à 70 % au lieu de 45 % en août dernier. Etc...

Et ceci se trouve corroboré par la diminution du nombre des chômeurs anglais à raison de quelques dizaines de mille par semaine.

Mais par contre, et comme conséquence, on lit les autres informations suivantes :

La situation de la filature dans la région de Lille, a empiré depuis la dépréciation de la livre.

En Alsace l'accentuation de la concurrence anglaise touche surtout les maisons d'impression et de teinture, qui se trouvent de ce fait dans une situation « extrêmement critique ».

Et comme confirmation, le nombre des chômeurs français s'est mis à progresser à une allure record.

R. LOUZON.

A travers les Livres

Henry Poulaille : Le pain quotidien. (Valois).

Une tranche de la vie ouvrière parisienne il y a quelque 25 ans — une tranche copieuse de 350 pages pour lecteurs ayant bon appétit et non une nouvelle étirée en roman par la sollicitude des typographes — disons même, par endroits, livre trop copieux. Henry Poulaille n'use pas du raccourci dans sa narration ; ses personnages sont toujours là, grognant, parlant, vivant. Grognant beaucoup, parlant trop (oh ! ces commérages de maisons ouvrières !) — mais vivant intensément.

Au centre du bouquin, la famille du charpentier Magneux : Lui, dessiné d'un burin grave dans du bois dur, le seul silencieux du roman (et même quand il s'y met à bavarder...) et silencieux pas commode ; un type d'ouvrier costaud, droit, aimant son glorieux métier de charpentier et aussi le dessin, la lecture — mais aimant son travail non essentiellement parce qu'il lui donne la croûte quotidienne — mais parce que le travail bien fait confèrerait une sorte de noblesse s'il était ce qu'il doit être : voulu, libre, utile aux seuls travailleurs. Magneux est aussi une mauvaise tête — il a fait son tour d'Europe et même il a traîné ses brodequins jusqu'en Russie — partout, il a acquis, par bribes, une instruction qui tient solidement autour de son métier, qu'il n'étale pas et qui le rend méfiant vis-à-vis des intellectuels d'école. Naturellement, Magneux c'est un Rouge — un vrai Rouge d'avant-guerre qui consent bien à voter pour le citoyen Chauvière mais qui ne croit qu'à *l'action directe*. Elle, l'Hortense Magneux, canneuse de chaises, c'est la femme ouvrière mille fois dévouée aux siens, à son foyer et pourtant si effacées dans la maison, et puis il y a les enfants et notamment ce Loulou, chef de bande des gosses du numéro 38.

Autour des Magneux, des voisins tournent et retournent, surtout le ménage Radigond. Là, c'est la femme, la Nini, qui nous accroche avec sa grande gueule et son allure décidée. Lui, Radigond, soumis, mais pas dupe, un rien poivrot pour se consoler et aussi citoyen socialiste. Moins marqués, vont et viennent en nombre des voisins, des camarades de travail, des chanteurs ambulants, des gosses.

C'est vraiment la vie du peuple.

Irrésistiblement, une comparaison vient à l'esprit avec l'*Hôtel du Nord* de Dabit. Là, sans doute l'œuvre est-elle plus « classique » tant par les dimensions que par une certaine sobriété du développement, mais *Le Pain quotidien* tout en étant aussi authentique est plus encourageant. Le peuple de Dabit est morne, triste, sale ; celui de Poulaille n'a pas moins de misère, pas plus de choix dans ses plaisanteries et ses exclamations ; il n'est ni plus vertueux, ni plus mesuré, pourtant il ruisselle de force et d'espérance. Tout cela sans doute parce que par Magneux, Radigond, Lunel et les copains charpentiers il participe de la classe ouvrière *organisée et consciente* tandis que les héros de Dabit tout en étant des travailleurs ne participent à peu près en rien à la grande espérance et au grand combat de leur classe.

Certaines des pages du *Pain quotidien* sont un témoignage précis sur l'esprit ouvrier — il faudrait même dire ouvriériste — et sur la vie ouvrière dix ans avant-guerre. Les pages où Magneux hésite à devenir patron, où il se penche fraternellement vers les jeunes ouvriers, où il est roi dans son minuscule atelier personnel, traduisent admirablement cette noblesse d'un type de travailleur qui achève de disparaître. La fin du livre, consacrée à ce printemps ouvrier de 1906, où le 1er mai fut un vrai 1er mai de lutte, touche au cœur même de la vie de la classe ouvrière.

Henry Poulaille a usé dans son livre d'un style qui serre d'aussi près que possible le langage parlé y compris la prononciation et l'on peut trouver des phrases dans ce genre :

On t' demande pas d'amabilités, répliqua-t-elle, i' s'ra comme son père, c' coco-là ! c'est son père tout craché. Ah ! à tomb'ra bien celle-là qui t'aura... Mais hein ! t'es pas d'âge à commander, mais à êt'e commandé.

Certes, cette forme contribue puissamment à authentifier le document et à lui donner toute sa saveur. Mais est-il certain, à tout prendre, que cette imitation servile du langage populaire serve la cause du livre populaire ?

Cette réflexion me vient à l'esprit après avoir lu *Marie Bourgogne* de Joseph Jollinon, où le style copie le parler bourguignon, et le *Grand Troupeau* de Giono, où la forme se calque sur le dialecte des paysans provençaux.

Le livre populaire doit-il incliner vers une sorte de goût de terroir, de localisme ? où bien doit-il plutôt viser à la recherche d'une forme qui lui assurera un contact parfait avec *tout* le public populaire de langue française ?

J'ai longtemps répondu affirmativement à la première question. Les fêtes provençales du Centenaire du Mistral me font actuellement pencher vers la seconde alternative. Le « localisme » apparait en quelque sorte comme une manifestation réactionnaire qui doit enchanter les curés et les vieilles gens. L'objectif d'un art prolétarien doit être une expression aussi large, aussi universelle que possible ; il s'agit de l'obtenir sans déraciner les héros de leur milieu.

Le Pain quotidien est à la fois un documentaire précis et une tentative artistique de grand intérêt ; c'est un effort sincère et sérieux sur le chemin de la littérature prolétarienne dont on entrevoit à cette heure la venue.

B. GIAUFFRET.

A travers les Revues

Europe publie dans ses numéros de septembre et octobre un essai de l'historien bien connu Gugliemo Ferrero, *De la guerre*.

Après avoir opposé la guerre *limitée* du 18e siècle, sorte de jeu pour princes où les risques se proportionnent aux avantages éventuels et où n'interviennent ni la justice, ni le droit, ni aucune des passions populaires, aux guerres nationales à *allure déchaînée* et à la dernière guerre *hyperbolique*, caractérisée à la fois par l'immensité des moyens matériels qui s'affrontent et par l'acharnement des adversaires dressés à la haine par « l'alcool du patriotisme », M. Ferrero semble prêt à verser un pleur de regret sur la disparition de la guerre *limitée*. Mais force lui est de reconnaître que cette guerre ne renaîtra plus et que l'homme ne peut choisir qu'entre la guerre hyperbolique ou la suppression de la guerre.

M. Ferrero opte pour la suppression — essentiellement parce que la guerre hyperbolique ce sera toujours la guerre combinée à la Révolution — et la Paix bourgeoise lui semble la meilleure sauvegarde contre le Socialisme.

« Le socialisme est, dans la civilisation occidentale, la réaction des masses à l'absolutisme et à la guerre. C'est un mouvement politique, masqué par un mouvement social ; quelque chose comme une énorme équivoque. Les masses semblent, et croient courir après la révolution sociale, quand elles voudraient la paix et la liberté. »

N'insistons pas sur l'équivoque que crée lui-même M. Ferrero ; la lutte pour la paix et la liberté ne s'oppose pas à la Révolution sociale ; au contraire, la paix et la liberté seront (avec le pain) les résultats de la Révolution sociale. N'insistons pas davantage sur l'affirmation suivante : « *Il est évident que la puissance du parti socialiste n'a aucun rapport avec le développement de l'industrie. A quoi tient-elle alors? A deux causes différentes et qui agissent ensemble : les guerres et les formes plus ou moins autoritaires du pouvoir.* » Car là encore, à proprement parler, M. Ferrero joue sur les mots : les formes de l'organisation militaire et du pouvoir d'un Etat étant directement liées aux nécessités et aux possibilités de son économie.

Bornons-nous à prendre acte que M. Ferrero ajoute à l'obsession de la guerre celle de la Révolution sociale. Que cette hantise d'un bourgeois intelligent nous aide à comprendre la politique de la bourgeoisie dirigeante. C'est parce que cette dernière est imprégnée de l'évidence : guerrre = révolution, qu'elle s'efforce de bâtir sa Paix. Mettre en doute la sincérité pacifiste de Briand et consorts, c'est se refuser à comprendre notre époque. Dénoncer leurs efforts comme hypocrites c'est verser dans la politique de roman feuilleton et obscurcir dans l'esprit des masses la juste compréhension des événements ; parler d'hypocrisie c'est maintenir le problème de la Paix sur le terrain des « hommes de bonne volonté » ; ce qu'il faut dénoncer c'est *l'impuissance* des dirigeants capitalistes.

Cette impuissance est telle qu'après avoir clamé la nécessité de la Paix, M. Ferrero capitule sur les voies et moyens. Tout dépend, dit-il, des quatre grandes puissances : Etats-Unis, Angleterre, Allemagne, France (le seul fait qu'il oublie, l'U.R.S.S., n'est-il point symptomatique ?) mais entre elles tant d'opposition sont levées que M. Ferrero recule et qu'il écrit :

« *Quant aux questions réellement insolubles sans la guerre,* elles attendront. *L'Europe a besoin de se libérer de la folie obsidionale qui trouble son esprit : on ne peut condamner à la perdition un continent pour faire quelques rectifications de frontières même très justes. Les peuples, qui ne périssent jamais, peuvent attendre.* »

Il est vrai que M. Ferrero ne leur demande d'attendre que cinquante ans ; son pacifisme n'est pas à plus longue portée car il a constaté que de 1815 à 1859 l'Europe a eu le temps de calmer ses nerfs soulevés par les guerres *déchaînées* de la Révolution et de l'Empire ; cinquante ans suffiraient donc à ce partisan de la suppression de la guerre car :

« *En cinquante ans de paix, l'esprit humain pouvait se libérer des chaînes de fer dont il est aujourd'hui chargé ; retrouver une conception humaine de la vie, de la société, du travail, de la guerre et de la paix ; sortir de l'équivoque révolutionnaire où il s'égare de plus en plus ; s'expliquer enfin avec lui-même et se demander ce qu'il veut : la justice ou la puissance, la qualité ou la quantité, la liberté ou la tyrannie, la paix ou la révolution sociale, le Christ ou l'Antéchrist...* »

M. Ferrero se contente donc d'espérer un armistice de longue durée. Peut-on avouer plus nettement l'impuissance bourgeoise à abattre la Guerre ? Ne s'ensuit-il pas qu'il faut aborder le problème de la Paix selon un autre angle ? Et cet autre angle n'est-il point justement celui de ceux qui au dilemme : Paix ou Révolution Sociale, répondent : Paix *par* Révolution Sociale ? B. G.

***

Nouvel âge, revue mensuelle de culture et de littérature, naquit en janvier dernier chez *Valois* de quelques écrivains populistes : *Poulaille, Dabit, Gachon, Giono, Jacques, Peisson, Rémy.* Une large part est réservée aux écrivains étrangers et les œuvres publiées ont en majeure partie trait au peuple. C'est en cela seulement que cette revue, qui ne donne pas de chronique sur les événements et les idées suit le mouvement prolétarien.

Le numéro de *septembre* : U.R.S.S. 1931, sans apporter de points de vue bien nouveaux sur la vie russe a le mérite de n'être ni un plaidoyer pour ou contre la Russie suivant les convictions intimes du reporter français, ni un roman. Il est composé de *documentaires*, écrits par des écrivains ouvriers russes. La *lutte pour le métal*, l'*assaut de la forêt*, les *pêcheries de la Caspienne*, la *journée d'un Kolkhoz* avec lesquelles nous pénétrons dans l'intimité d'un lamineur, d'un paysan, d'un pêcheur.

Dans le numéro d'*octobre*, les *chants des travailleurs noirs* de *Philip Schatz* et *Chants noirs de Révolte* par *Lawrence Gillert* ouvrent une série d'études consacrées aux écrivains noirs.

A retenir dans le même fascicule une intéressante chronique de *Tristan Rémy* sur *G. Gresson* un peintre prolétaire.

Le numéro de *novembre*, nouveau numéro spécial est réservé à la guerre.

Une dizaine de Français, quelques Allemands, des Belges, un Anglais, un Américain, un Espagnol, un Russe, un Autrichien, un Australien y publient des pages semblables par le fond de souffrances qu'elles révèlent et par le ton de résignation morbide ou d'impuissante révolte avec lequel toutes sont écrites. De bons dessins de *Franz Masereel, Daumier, Grosz, Naudin, Salvat* les illustrent.

Mais ce *rappel de guerre* ainsi compris est-il bien dans la ligne d'une revue qui s'intitule *Nouvel âge ?* C. CH.

***

Les Primaires (36, rue Ernest Renan, Issy-les-Moulineaux, (Seine).

Sommaire du numéro de novembre :

Intellectuels, unissez-vous.

Fitz James O'Brien : Animula.

Georges-Julia Picard : Poèmes.

Gaston Baudoin : La crise du théâtre.

Emile Guillaumin : Vocations.

Régis Messac : Propos d'un Utopien.

Et les commentaires de *Roger Denux, Maurice Marée, Georges Reyer, Marcel Lapierre, Léon Griveau*, etc...

NOUS AVONS REÇU :

UPTON SINCLAIR : *The Wet Parade* (Farrar et Rinehart).

C'est le dernier roman de Sinclair. Le sujet en est la prohibition. En voici la conclusion : « La prohibition n'a pas fait faillite ! La prohibition n'a pas été appliquée ! Appliquez-la ! »

DAVID J. SAPOSS : *The Labor Movement in post-war France* (Columbia University Press).

Copieuse analyse du mouvement ouvrier français d'après guerre par un universitaire américain. Les buts de la *Ligue Syndicaliste* sont exposés avec exactitude, mais ses possibilités d'avenir sont jugées avec trop de pessimisme, selon nous.

JEAN PERRIGAULT : *Bandits d'Orient* (Valois).

Enquête sur les comitadjis bulgares.

GEORGES VALOIS : *Economique* (Valois).

L'un des innombrables écrits de l' « économiste » d'action française devenu « économiste » de la démocratie.

HENRY POULAILLE : *Le pain quotidien* (Valois).

Souvenirs de l'auteur dont le père était charpentier et la mère canneuse de chaises, qui constituent une très vivante description du milieu ouvrier de Javel aux environs de 1905.

FAITS & DOCUMENTS

Le rôle de la grande ville est-il fini ? De la revue « Plans », dans son numéro d'octobre, cet hymne enthousiaste à la grande ville, par l'urbaniste le Corbusier :

Un ami de Moscou, technicien chargé de divers problèmes d'urbanisation en U.R.S.S., opposait à mes planches de « La Ville Radieuse », exposées dans notre atelier, la thèse soviétique : « Les grandes villes sont l'expression du régime capitaliste ; elles sont ces monstruosités qui enferment des millions de souffrances. Toute grande ville doit être sectionnée, dispersée, répandue sur le territoire en éléments urbains de 50.000 habitants... ». Telle est la doctrine de « désurbanisation » (1) qui fait fureur en U.R.S.S. actuellement.

Quelques jours plus tard, mon ami le roi du café du Brésil, me racontait la mésaventure d'Augusto. Augusto est son cuisinier. La femme d'Augusto est une bonne grosse matrone bonasse. Les Paramount de l'U.S.A. ont élevé tout récemment à Sao-Paulo, des palais de féeries et les films sont aussi des féeries. La femme d'Augusto a plaqué son homme ; elle est partie pour Hollywood ; elle veut y vivre sa vie, y jouer sa chance. Un jour, Augusto tardait à servir le déjeuner. « Eh bien, Augusto, qu'est-ce que vous fabriquez ? — Ah, monsieur, répondit-il en larmes, en tournant mes macaronis dans la casserole, je revoyais le visage de ma femme ! »

Hollywood, Hollywood !

Les villes sont des champs magnétiques ; la radiation de leurs ondes s'étend plus ou moins loin, déterminant par diverses composantes d'ordre qualitatif, l'altitude de la ville, sa force attractive, sa fonction dans l'ensemble, sa valeur.

Ville signifie indiscutablement centre de gravité d'une région, centre de gravité brut d'une région matérielle. Mais sous l'effet d'ondes plus subtiles, les centres de gravité d'une plus vaste, parfois d'une immense région spirituelle.

Il faut admettre ce phénomène fondamentalement humain : l'homme, normalement, ne peut rester seul. Il prend femme, il fait souche ; c'est la famille. Immédiatement des facteurs multiples (sécurité, conquête du bien-être, etc...) le conduisent à adhérer à d'autres groupes : c'est la tribu ; le noyau de la tribu, c'est le bourg (nomade ou fixe). Des éléments de rivalités, de concurrence, brisent le principe d'unité des groupes au profit du plus fort. Le plus fort est souvent le plus habile, le plus intelligent. Du contact des hommes naît la discussion, la comparaison, le match, la qualité. La qualité attire, fascine, entraîne l'adhésion. Un lieu s'établit où la qualité est plus forte : la capitale, *la tête*. La tête s'orne des joyaux multiformes de l'intelligence humaine. Le rayonnement de ces joyaux s'étend loin ; l'homme des champs, des bois, ou des pâturages, un jour se sent le besoin d'aller « là-bas » ; il sent qu'il aura son mot à dire ; il s'arrache à son milieu, il entre dans la ville, y apportant sa conviction et son potentiel d'énergies diverses. La ville se gonfle, se remplit, grandit, emploie ces énergies, les consume, se développe, s'affirme, s'enrichit. C'est le lieu des joutes ; c'est le lieu des cultures. Entraîné dans le combat de qualité, l'homme se sublimise ; il donne toute sa mesure ; sautant d'une épaule sur une autre plus haute, il domine. C'est l'histoire humaine, c'est le destin humain : une conquête de qualité. C'est la raison pour laquelle il y a des villes où plus rien n'existe de ce qui était normal : le milieu naturel, mais où une autre norme règne, entraînante, utopique, sans limite, infinie, profondément humaine, celle-ci : l'esprit.

Notons, retenons bien ce phénomène hiérarchique, qui prend la forme d'une pyramide, toujours, pyramide qui s'étale loin en une base énorme, et qui finit haut par un sommet qui est un point, qui est un homme : splendeur de l'esprit. *Tout est concentration, rien n'est dispersion.* Il faut le savoir bien, il faut le sentir clair, dans ces moments de terrible crise des grandes villes où les faibles, véritables démagogues, voudraient tenter cette aventure effarante : retourner la pyramide, mettre la base de la pyramide en haut et la pointe en bas.

Revenons à l'U.R.S.S., l'U.R.S.S. révolutionnaire qui, ici, par une confusion pénible qui ne résistera pas — j'en suis certain — à la clairvoyance des organisateurs, épouse en ce moment les thèses les plus décadentes de nos conciles académiques d'Occident, l'U.R.S.S. qui veut démanteler les grandes villes, comme chez nous nos édiles rêvent tous de nous envoyer aux champs (les cités-jardins) pour y gratter la terre autour d'hypothétiques poireaux et y revivre les rêves de Jean-Jacques (moins l'esprit).

1. Le mot français est employé dans le langage russe.

***

Comment on évite 2 millions d'impôts : le cas de Potin. On sait que pour « protéger le petit commerce », les établissements à succursales multiples sont frappés d'un lourd impôt progressif, croissant fortement avec le nombre de leurs succursales. Pour éviter cet impôt la société Félix Potin a créé des filiales, c'est-à-dire des sociétés qui financièrement et économiquement ne font qu'un avec la société mère qui en possède la presque totalité des actions, mais ces sociétés étant juridiquement indépendantes les unes des autres, on ne peut additionner le nombre de leurs succursales pour le calcul de l'impôt.

Voici le truc exposé par le Président de Potin lui-même, M. Defradas, à l'assemblée générale de la société du 26 octobre dernier, d'après le compte-rendu sténographique :

Un actionnaire. — Je voudrais vous demander quelques explications sur les deux sociétés nouvelles dont il est question dans le rapport « Economics » et « Etablissements Félix Potin ». Il y avait tout d'abord une Société Félix Potin. Puis, vous créez deux autres sociétés filiales. Il y a là une sorte de petite cascade sur laquelle il serait intéressant d'avoir quelques éclaircissements.

M. le Président. — C'est très simple. La création de ces deux sociétés filiales rentre dans notre programme de réduction des frais généraux, car elle nous permet de payer 1.800.000 francs d'impôts de moins. En effet, les sociétés possédant plusieurs succursales, quand elles arrivent à en avoir un certain nombre, voient leurs impôts augmenter de façon très sensible. Or, comme vous pouvez parfaitement vous en rendre compte, nos magasins ont des loyers très importants et les impôts s'appliquent en conséquence. Quand ces impôts se trouvent, par surcroît, doublés en raison du nombre des succursales, il en résulte pour la maison une charge très lourde.

En élaborant le programme de nos économies, nous avons été amenés à prévoir ainsi la création de ces deux Sociétés. De ce fait, nos contributions se trouvent diminuées de 1.800.000 francs.

Le même actionnaire. — Je vous posais cette question parce que, au premier abord, cette création de deux filiales, venant après l'institution de l'unité de direction, apparaît un peu paradoxale.

M. le Président. — Je vous le répète, cette création n'est intervenue que dans le seul but de réduire les frais généraux.

Le même actionnaire. — Si je comprends bien, vous êtes arrivés au nombre maximum possible de succursales?

M. le Président. — Nous avions dépassé ce nombre et nos contributions étaient doublées. Nous avons alors ramené le nombre de nos succursales, en faisant trois sociétés au lieu d'une, au-dessous du chiffre à partir duquel nos patentes étaient doublées.

***

L'apathie syndicaliste Dans le « Fonctionnaire Syndicaliste », organe de la Fédération autonome des fonctionnaires (5 octobre), Toesca analyse avec une grande justesse la cause profonde du déclin du syndicalisme :

Un nombre important de travailleurs — notamment chez les fonctionnaires et employés des services publics — sont venus dans les syndicats pour avoir moins à agir par eux-mêmes, pour confier leur défense à des « autorités » nouvelles, leurs chefs hiérarchiques ne s'étant point occupés d'eux, ou ayant repoussé leurs revendications. Ce syndicalisme d'abolition de l'effort, et d'horreur ou d'incapacité de l'action directe, n'est point un paradoxe, il se constate facilement dans la réalité.

La guerre et l'union sacrée ont renforcé les systèmes autoritaires. Après quelques velléités de résistance et d'insubordination, les travailleurs, presque sans le savoir, se sont laissé aller au courant des événements, et ont accepté des méthodes prétendues plus efficaces, et qui étaient d'autant plus tentantes qu'elles n'exigeaient aucune initiative, aucune peine, aucune action de la part des salariés. Il suffisait d'accepter les offres de sièges des gouvernants. Et les Comités, les Commissions, les Conseils, remplacèrent les syndicats. La cohésion des forces, la pression du nombre, l'organisation des masses, l'éducation et l'entraînement des adhérents étaient remplacés par des procurations, des délégations, des nominations et des rapports, qui ne nécessitent, ou n'engendrent aucune fatigue, aucun trouble pour les salariés qui n'ont qu'à dire « oui » en commençant, et conclure par « amen ». C'est ainsi que le principe d'autorité ne fut plus menacé, mais développé. A côté des pouvoirs patronaux ou administratifs, s'établit le pouvoir d'un autre genre, mais aussi dictatorial, des « pantins » syndicaux. C'est eux qui prirent toutes les décisions, lancèrent les mots d'ordre, fixèrent ou acceptèrent les solutions, — au nom des organisations qui ne cherchaient ni à comprendre ni à intervenir. On a pu parler d'oligarchie syndicale. Ce qui a assuré, en effet, le succès et la force d'attraction de certaines organisations, ce n'est point la pratique d'une étude et d'une coopération permanente et opiniâtre des adhérents, mais, au contraire, l'habileté et la documentation personnelle de certains « chefs », à qui s'en remettaient les troupes. C'est la pratique du « blanc-seing » qui a triomphé. On a donné pleins pouvoirs à quelques « as » et on a attendu tranquillement. On a pris l'habitude de croire à l'efficace intervention d'organismes extérieurs mis en mouvement par quelques « militants » détachés pour aller chercher du secours. Et, comme des machines divines, ont apparu les Comités et les Conseils...

Dans un article suivant, Toesca se demande, s'il n'y a pas eu là simple copie, dans le domaine syndical, de la « rationalisation » appliquée par les capitalistes dans la production :

Il y a eu là une espèce de rationalisation syndicaliste. On a inventé un machinisme perfectionné pour éviter toute étude, supprimer tout effort aux syndiqués. Une « élite » de dirigeants a taylorisé les rouages et standardisé la vie syndicale, jusqu'à ne plus considérer les cotisants que comme des « manœuvres » et, à la fois, comme une masse de manœuvre... On leur a appris à penser selon des formules-convoyeurs et on a sérié l'action extérieure en quelques délégations aux comités et commissions des autorités officielles. On a ainsi entonné l'hymne à la collaboration et pratiqué exclusivement la politique fétiche de la présence (à quoi l'on semble attribuer la même valeur que les catholiques attachent à la présence de Jésus-Christ dans l'eucharistie...). De même qu'il suffisait de la présence d'un Ford pour provoquer l'animation et la prospérité des usines de Détroit, — de même il était simplement nécessaire que deux ou trois pontifes syndicaux fussent présents dans un certain nombre de bureaux ou de conseils, pour que la classe ouvrière obtînt toutes les améliorations souhaitables. Cette aristocratie ouvrière créée par l'américanisme favorisant quelques spécialistes pour mieux « tenir » et « activer » l'ensemble de l'entreprise a servi d'exemple pour la formation de cette oligarchie syndicale qui représente et dirige la classe ouvrière. Dans les deux cas, on peut constater que l'apport de labeur ou de suggestion fait par les travailleurs est réservé et profite surtout à des « chefs », qui savent en tirer parti, et conservent ou consolident leur situation, tandis qu'à brève échéance, la « troupe » est réduite à l'indigence, au chômage.

Les nouvelles formules appliquées, en effet, à l'intérieur des organisations ouvrières pour la « production syndicale », ont créé, certes, une abondance de discours et de rapports, une surproduction de délégations, et de propositions plus ou moins « techniques » — mais aussi ont amené la carence des ouvriers eux-mêmes, l'abolition de leur action directe, l'apathie, l'indifférence, la non-intervention, c'est-à-dire le « chômage des syndiqués ».

Mais la crise est venue. Et elle va faire renaître l' « effort », et par là le syndicalisme.

Les travailleurs trappés par des forces antagonistes, arrêtés dans leur existence ordinaire par un obstacle brutal, sortent d'un rêve, et de cette passivité où ils semblaient se complaire. Ils prennent conscience de la réalité. Ils analysent des antécédents et des causes. Ils démontent les organismes. Ils situent les responsabilités. Ils éprouvent enfin le désir d'agir eux-mêmes, le besoin d'établir une vie normale, de maîtriser les adversaires et d'imposer leurs solutions. Mais, cette formation d'une conscience de leur déchéance et de leur insuffisance, individuelle et sociale, cette perception de ce qui leur manque, prouve l'existence d'une force nouvelle en eux, d'un courant positif, d'une volonté d'action. Par le fait même de cette claire vision des choses, réapparue, se met en mouvement une énergie salvatrice qu'il s'agit d'utiliser, un élan qui doit se guider sans défaillance.

Il y a renaissance de l'effort, qui correspond au besoin conscient de penser et d'agir. Effort pour comprendre que l'Economie dirigée par l' « élite » ploutocrate a fait faillite, plongeant le monde dans un abîme de contradictions et de

malheurs ; que le syndicalisme dirigé par une élite bureaucratique a été impuissant, enlisant les travailleurs dans l'indifférence, la passivité, le « chômage syndical »...

Effort pour rejeter ces méthodes de conservation sociale. Effort pour résoudre la crise engendrée par l'orgueil et les prétentions des oligarchies possédant les richesses ou le pouvoir... Effort pour se servir du déterminisme économique au profit des travailleurs organisés, intervenant, sans personnes interposées, pour capter et gérer les forces de production et les organes de distribution.

Un aspect de cet effort, c'est cette tendance longtemps ignorée, inconsciente, mais aujourd'hui nette, active, qui devient de plus en plus vive et pressante, à réaliser l'unité syndicale. Sous la pression de la crise, le besoin d'unité apparaît sensible et veut s'organiser efficacement — se satisfaire par son propre effort.

Après une période de conformisme, où il s'attardait aux jeux officiels des commissions et des comités, où il assoupissait la classe ouvrière dans une délectation animale de quelques avantages non pas acquis mais octroyés, le syndicalisme de masse doit se réveiller et s'imposer, revanche de la démocratie contre l'aristocratie. Le syndicalisme de lutte et d'action directe est revivifié par la crise qui culbute les plans de rationalisation capitaliste, comme les méthodes de réformisme discret — par cette crise qui abolit le règne des élites et des chapelles, des pontifes et des magnats.

***

Des tarifs de douane d'après le standard of life des travailleurs ?

Nous empruntons à l' « Information » du 28 octobre, l'analyse d'un curieux projet américain dont il faut sans doute rechercher l'origine dans la peur qu'inspire aux américains, la concurrence, non de la vieille Europe, mais de la jeune Asie.

Le professeur Arthur L. Faubel, de l'Université de New-York, secrétaire de l'*American Tariff League*, organisation protectionniste, oppose au système actuel un néo-protectionnisme établi sur des bases tout à fait nouvelles.

M. Faubel, qui a été attaché pendant deux ans comme expert économique à la Commission des douanes américaine, propose l'établissement de trois tarifs différents : un tarif minimum, un tarif intermédiaire, un tarif maximum. L'application de ces tarifs se ferait d'après le pays d'origine des marchandises à taxer, et les différents pays seraient classés d'après le « living standard » qu'ils assurent à leur population.

Les pays où le niveau d'existence est élevé, c'est-à-dire l'Angleterre, l'Allemagne, la France, la Suisse, les Pays scandinaves seraient soumis au tarif minimum plus bas que les tarifs actuels. L'Italie et les pays de l'Amérique latine supporteraient le tarif intermédiaire. Le Japon, la Chine, l'Inde se verraient appliquer le tarif maximum.

M. Faubel précise d'ailleurs que la classification des pays en trois groupes, selon le niveau d'existence de leur population, et le prix de revient de leur production, pourrait se faire d'après les données fournies par le Bureau International du Travail.

Le secrétaire de l'*American Tariff League* soutient que ce renversement de la politique douanière américaine est aussi légitime que celui opéré il y a dix ans dans la politique d'immigration lorsque non seulement on substitua à la liberté une sévère restriction mais qu'encore on imposa à chaque pays un quantum particulier.

Au point de vue purement économique, M. Faubel établit la légitimité de son système par l'exemple suivant : la valeur d'un même service de table importé aux Etats-Unis est de 10 dollars s'il est fabriqué en Angleterre, de 7 dollars s'il est fabriqué en Tchécoslovaquie, de 6 dollars s'il est fabriqué au Japon. En lui appliquant le droit actuel *ad valorem* de 70 % on frappe le service anglais de 7 dollars, le tchécoslovaque de 5 dollars 60 et le japonais de 4 dollars 20. Cela revient à pénaliser les pays qui assurent un niveau d'existence supérieur à leurs producteurs, et dont les prix de revient sont les plus proches des prix américains, au bénéfice de ceux qui par le niveau inférieur des salaires, font une concurrence vraiment dangereuse. La théorie de M. Faubel trouve un accueil favorable dans la presse et dans l'opinion des Etats-Unis. Elle répond à la préoccupation américaine de défendre ses intérêts en conservant un certain souci de l'équité, elle flatte le sentiment national en classant les nations d'après la ressemblance de leur organisation économique avec l'organisation américaine. Soutenue comme elle l'est par l'*American Tariff League*, qui est la plus puissante organisation protectionniste, elle a toutes les chances de se traduire en un projet de loi aussitôt après l'élection présidentielle.

ENTRE NOUS

Notre appel du mois dernier a été partiellement entendu, comme le montrent les listes de souscriptions et d'abonnements de soutien qu'on trouvera ci-dessous. Nous remercions les souscripteurs et espérons que les retardataires se hâteront : il s'agit, nous le rappelons, d'un trou de 20 billets à combler.

Pour notre part, nous assurons nos abonnés d'une parution désormais régulière de la revue. Nous paraissons ce mois-ci quelques jours plus tôt que le mois dernier ; en décembre, nous pensons pouvoir rattraper encore davantage de notre retard, et à partir de janvier paraître régulièrement aux environs du 5. Nous disons : « aux environs », car il arrive parfois qu'il y a intérêt à retarder quelque peu la parution afin de pouvoir passer un article qui, le mois suivant, risquerait de ne plus être actuel. Mais, en tous cas, le numéro sortira dans la première moitié du mois, et cela **chaque mois** de l'année.

SOUSCRIPTIONS D'OCTOBRE

Gascon Rolland (Paris) 10 ; J. Rosuel (Finistère), 5 ; S... (Paris), 50 ; P. Martin (Hérault), 10 ; Béranger (Seine), 50 ; Castex (Loire), 20 ; J. Barrué (Gironde), 10 ; J. Ponchel (Nord), 5 ; C. Philippon (Cher), 20 ; E. Reynier (Ardèche), 10.

Total : 180 fr.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Mouillaud (Loire), 30 fr. ; Jean Vidal (Puy-de-Dôme), 50 ; Paul George (Vosges), 100 ; Josette et Jean Cornec (Finistère), 50 ; Brun (Loire), 50 ; Godonnèche (Seine-et-Oise), 50 ; Georges Garnery (Seine-et-Oise), 100 ; Auguste Garnery (Seine-et-Oise), 100 ; Hélène Brion (Seine), 100 ; Leblanc (Aisne), 200 ; Péra, 100 ; Marie Guillot (Saône-et-Loire), 100 ; Flouret (Paris), 150 ; H. L. (Paris), 500 ; M. G. (Loire), 100 ; Lacoste (Meurthe-et-Moselle) 100 ; Djoukitich (Isère), 100.

Total : 1.980 fr.

Le gérant : M. CHAMBELLAND
CRUVÈS ET CIE - CANNES

SOCIÉTÉ ANONYME A CAPITAL VARIABLE

Téléphone
Combat 08.02
R. C. 235.494 B

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-ET-MEUSE, PARIS (10e)

« VIVRE EN TRAVAILLANT OU MOURIR EN COMBATTANT ».

VIENT DE PARAITRE :

JACQUES PERDU

Les Insurrections lyonnaises

(1831-1834)

Une forte brochure de 90 pages **Prix : 4 fr. 50**

POUR LE CENTENAIRE !

— Envoi franco par la **Librairie du Travail,** 17, rue de Sambre-et-Meuse, PARIS (10e). —

POUR L'ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION RUSSE

lisez et faites lire :

Victor SERGE

L'An I de la Révolution Russe

(1917-1918)

Un volume, in-16 jésus de 480 pages . . . . . Prix : **20 fr.**

C'EST DE L'HISTOIRE !

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). Chèque Postal Paris 43-08

NOUVEAUTÉS DU MOIS

LITTERATURE

H. POULAILLE : **Le pain quotidien** (Valois) ..... 15 fr.
L. MOUSSINAC : **La tête la première** (Flammarion) ..... 12 fr.
V. KOROLENKO : **Le Musicien aveugle** (Valois) ..... 15 fr.
MARIA BORRELY : **Le dernier feu** (N.R.F.) ..... 15 fr.
DOBY : **La légion des damnés** (Stock) ..... 6 fr.
J. OSKINE : **Le carnet d'un soldat russe** (Michel) ..... 15 fr.
A. JAMET : **La guerre vue par un paysan** (Michel) ..... 15 fr.
Jeanne GALZY : **Les témoins de la solitude** (Rieder) ..... 15 fr.
Emile GUILLAUMIN : **Tableaux champêtres** (Crépin-Leblond) ..... 15 fr.
Emile GUILLAUMIN : **A tous les vents sur la glèbe** (Valois) ..... 15 fr.
Francis ANDRÉ : **Les affamés** (Valois) ..... 15 fr.

QUESTIONS SOCIALES

Pierre HAMP : **La laine** (Flammarion) ..... 12 fr.
VICTOROFF-TOPOROFF : **Russica et Soviètica** (Edit. Documentaires) bibliographie des ouvrages parus en français sur la Russie et l'U. R. S. S. de 1917 à 1930 ..... 25 fr.
Jacques PERDU : **Les Insurrections lyonnaises (1831-1834)** 4 50

DIVERS

Hans KOHN : **L'humanisme juif** (Rieder) ..... 15 fr.
Dr R. VERNEAU : **L'Homme. Races et coutumes** (Larousse) ..... 105 fr.

Tous ces livres sont adressés FRANCO par la **Librairie du Travail,** contre envoi de la somme correspondante à son compte de chèques-postaux : Paris 43.08.

POUR COMPRENDRE LE SYNDICALISME
lisez les brochures d'

Emile POUGET

Les Bases du Syndicalisme .. .. 0 fr. 30
Le Syndicat .... 0 fr. 30
Le Parti du Travail .. .. 0 fr. 30
L'Action Directe.. .. .. 0 fr. 30

En vente à la **Librairie du Travail,** 17, rue Sambre-et-Meuse, Paris (10e). Chèque postal : Paris 43.08.